BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750692

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1903

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

Coll folio 16

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1904

763

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1903.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4 à 9
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.	Dette consolidée	14 à 64
	Rentes 3 p. o/o amortissables	66 à 77
	Annuités aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Finances.)	80 à 119
	Annuités diverses	121 à 124
	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	125
	Annuités de rachat des canaux	126 à 133
	Cautionnements en numéraire et en rentes	137 à 143
	Obligations du Trésor et dette flottante. (Voir le 1er volume.)	232, 233, 666 et 667
	Annuité pour l'installation de l'électricité au Ministère de la Marine	145
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	149 à 161
	Annuité pour remboursement à la Caisse nationale d'épargne de l'avance relative à l'acquisition d'un immeuble destiné au service des Postes et des Télégraphes	162
	Annuités pour remboursement des avances faites pour travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports	164
	Remboursement des avances faites pour les travaux d'amélioration des chemins de fer de l'État	165
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	168 à 175
	Rentes viagères pour l'année 1903	178
	Pensions inscrites au Trésor	180 à 190
	Compte spécial des pensions civiles	192 à 197
	Allocations supplémentaires	199 à 202
Table détaillée des matières		203 à 207

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1ER JANVIER 1904.

Nos des CHAPITRES du budget de 1903.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1903 d'après le compte général des finances de 1902 pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	Diminutions.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1903. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1903. — Augmentations.	Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	Autres causes.	CAPITAL DE LA DETTE au 1er janvier 1904.	OBSERVATIONS.
			fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	22,222,565,034 00	"	"	"	22,222,565,034 00	19,300 00	"	263,270 00	(A) 22,222,321,064 00	(A) Sur cette somme, il restait à inscrire, au 1er janvier 1904, 316,543 fr. 729 de rentes provenant de la conversion du 3 1/2 p. o/o représentant un capital de 10,551,458 francs
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	65	"	3,762,089,500 00	"	"	3,762,089,500 00	"	24,914,500 00	"	3,737,175,000 00	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est	80	"	313,978,072 86	"	"	313,978,072 86	"	842,081 65	"	313,135,991 21	
9	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée	82	"	65,272,792 20	"	"	65,272,792 20	"	424,634 30	"	64,848,157 90	
10	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	83	"	54,346,845 54	"	"	54,346,845 54	"	309,993 27	"	54,036,852 27	
14	Annuités aux compagnies de chemins de fer	85	"	837,748,210 17	895,531 56	180,336 68	838,463,405 05	"	3,731,803 88	"	834,731,601 17	
7	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	113	"	38,679,862 00	"	"	38,679,862 00	"	121,712 00	"	38,558,150 00	
11	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	121	"	760,000,000 00	"	"	760,000,000 00	"	26,400,000 00	"	733,600,000 00	
"	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	124	"	78,291,609 71	"	"	78,291,609 71	"	"	"	78,291,609 71	
12	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	125	"	86,140 00	"	"	86,140 00	"	19,989 00	"	66,151 00	
15	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing	126	"	4,333,816 94	"	"	4,333,816 94	"	93,608 31	"	4,240,208 63	
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	144	196,720,000 00	"	900,000 00	"	197,620,000 00	"	"	"	(B) 197,620,000 00	(B) Voir compte des finances de 1903, 1er volume, p. 232 et 233.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 30 mars 1902.)	144	31,500,000 00	"	"	"	31,500,000 00	12,500,000 00	"	"	(C) 44,000,000 00	(C) *Idem.* p. 647.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 12 juillet 1902.)	144	52,410,000 00	"	"	"	52,410,000 00	1,000,000 00	"	"	(D) 53,410,000 00	(D) *Idem.* p. 650.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 février 1903.)	144	"	"	"	"	"	107,557,500 00	"	"	(E) 107,557,500 00	(E) *Idem.* p. 651.
	A reporter	....	22,503,195,034 00	5,914,826,849 42	1,795,531 56	180,336 68	28,419,637,078 30	121,076,800 00	56,858,322 41	263,270 00	28,483,592,285 89	
			28,418,021,883f 42c		1,615,194f 88c				57,121,592f 41c			
								63,955,207f 59c				

Suite du **TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Suite de la **SITUATION AU**

DE LA DETTE PUBLIQUE.

1er JANVIER 1904.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1903.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1903 d'après le compte général des finances de 1902, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1903 d'après le compte général des finances de 1902, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1903. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1903. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1903. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1903. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1904.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLES ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,503,195,034f 00c	5,914,826,849f 42c	1,795,531f 56c	180,336f 68c	28,419,637,078f 30c	121,076,800f 00c	56,858,322f 41c	263,270f 00c	28,483,592,285f 89c	(a) Compagnie de Fives-Lille. — Ligne de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure. — Annuité passée à la Dette incrite.
	2e MINISTÈRE DE LA MARINE.											
3	Matériel de l'Administration centrale. (Installation de l'électricité au Ministère de la Marine.)	145	"	9,688 13	"	"	9,688 13	"	9,688 13	"	"	
	3e MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
98	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire — 1° Enseignement supérieur	150	"	1,771,580 27	"	"	1,771,580 27	"	35,136 37	"	1,736,443 90	
	— 2° Enseignement secondaire	159	"	5,327,167 83	"	"	5,327,167 83	"	135,451 07	"	5,191,716 76	
	— 3° Enseignement primaire	161	"	13,989,747 44	"	"	13,989,747 44	"	494,038 28	"	13,495,709 16	
	TOTAL	....	"	21,088,495 54	"	"	21,088,495 54	"	664,625 72	"	20,423,869 82	
	4e MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. 2e SECTION.											
	4e PARTIE. — *Frais de régie.*											
28	Annuité de remboursement à la Caisse nationale d'épargne	162	"	"	1,160,857 68	105,174 00	1,055,683 68	"	105,174 00	"	950,509 68	
	5e MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
42	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	164	"	4,900,300 00	"	"	4,900,300 00	"	1,139,880 00	"	3,760,420 00	
43	Remboursement des avances, autres que celles des compagnies, affectées à des travaux de chemins de fer.	165	1,600,000 00	"	"	"	1,600,000 00	"	600,000 00	"	1,000,000 00	
44	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	172	"	44,418,329 69	"	(A) 715,194 88	43,703,134 81	3,664,200 00	261,469 99	"	47,105,864 82	
45	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	174	"	818,970,931 86	"	"	818,970,931 86	51,478,878 14	5,847,700 00	"	864,602,110 00	
	TOTAL	....	1,600,000 00	868,289,561 55	"	715,194 88	869,174,366 67	55,143,078 14	7,849,049 99	"	916,468,394 82	
	TOTAL GÉNÉRAL	....	22,504,795,034 00	6,804,214,594 64	2,956,389 24	1,000,705 56	29,310,965,312 32	176,219,878 14	65,486,860 25	263,270 00	29,421,435,060 21	
			29,309,009,628f 64c		1,955,683f 68c				65,750,130f 25c			
								110,469,747f 89c				
"	Cautionnements en numéraire	137	262,351,524 99	"	"	"	262,351,524 99	"	"	6,426,194 20	255,925,330 79	
"	Dette flottante	144	1,229,175,916 63	"	"	"	1,229,175,916 63	"	"	107,388,641 96	1,121,787,274 67	

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1904.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1903.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1903.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1904.	OBSERVATIONS.
		790f 00c	»	»	790f 00c	(A) Le compte des allocations supplémentaires ne présente pas de décroissements, les extinctions survenues en cours d'exercice étant réparties annuellement entre les titulaires survivants.
20	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal, an XI.)	170,283 16	»	1,142f 84c	169,140 32	
15	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	574,885 14	8,033f 00c	68,803 96	514,114 18	(B) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter :
19	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	183,255 00	2,000 09	21,000 00	164,255 00	1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1903 pour une somme de 10,918,212f dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ;
21	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	100,663,458 72	7,018,550 00	4,583,284 00	103,098,724 72	
22	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	38,569,412 00	2,555,756 00	2,226,430 00	38,898,738 00	2° La somme de 4,600,000 francs inscrite au budget de 1903 pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves.
23	Pensions militaires de la Marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	2,765 00	»	575 00	2,190 00	3° La somme de 550 francs inscrite au budget de 1903 pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X ;
25	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	31,625 00	»	2,900 00	28,725 00	4° La somme de 3,000 francs inscrite au budget de 1903 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.
26	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	82,558,896 47	7,230,839 00	5,245,829 47	84,543,906 00	
28	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	69,000 00	»	»	69,000 00	
29	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	8,596 37	»	»	8,596 37	
30	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	189,300 00	1,700 00	2,250 00	188,750 00	
31	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	3,364,037 00	39,809 00	253,170 00	3,150,676 00	
33	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	650,834 00	5,551 00	31,911 00	624,474 00	
34	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	33,157 00	»	»	33,157 00	
35	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1835.)	92,430 00	»	6,850 00	85,580 00	
36	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)					
	TOTAUX	227,161,934 86	16,862,238 00	12,444,146 27	231,580,026 59	
38	Allocations supplémentaires	4,806,540 00	»	(A) »	4,806,540 00	
	TOTAL	231,969,264 86	16,862,238 00	12,444,146 27	236,387,356 59 (B)	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1903.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1904, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes.

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes ;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1904 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1903. Accroissement.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1903. Décroissement.	SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1904. MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	666,676,950f 650	579f 00	7,898 00	666,669,631f 650 (A)	22,222,321,064f	4,502,188
NET du décroissement.....		7,319f 00				
Rentes restant à inscrire (émission 1901).....				456 000		
TOTAL.....				666,670,087 650		

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur,*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds.*

---

[1] Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 66 à 77, présentent, au 1er janvier 1904, la situation suivante :

Nombre des parties	409,597
Montant des rentes inscrites	112,115,250 francs.
Montant du capital nominal	3,737,175,000 francs.

(A) Sur cette somme il restait à inscrire 316,543 fr. 729 de rentes 3 p. o/o correspondant à des titres 3 1/2 p. o/o convertis et non retirés par les propriétaires. — Les inscriptions correspondant à ces rentes ne sont pas comprises dans le chiffre de 4,502,188 qui figure ci-dessus.

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période, le* montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées*.

D'après ce tableau (voir pages 46 à 59), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1904..... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,538,959,676 fr. 195, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,312,834,650f 195	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1889) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,538,959,676 195	1,538,959,676 195
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1904...			666,670,087 650 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1904.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte de portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée*, mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités*. C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 66 à 77) le compte détaillé.

Ce chiffre comprend les 456 francs de rentes restant à inscrire à cette date de l'émission de 1901.

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	1,674,500														
		Payement des sommes dues aux puissances alliées	6,615,944	"	"	"	"										
		Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,294,776								9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delessert et Cie (adjudication).	5
6	L. 1821-1822-1823	*Idem*	19,114,516														
		Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerres d'Espagne)	4,000,000	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"										
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem*	14
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00		20
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50	Souscriptions publiques.	21
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem*	27
								"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972	.....	.....	7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	"	"	"	"	"	"	14,249,339	"	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	"	"	"	"	"	"	19,514,315	"	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	"	"	39,830,306	"	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	"	138,975,295	"	"	"	"	"	"	139,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	"	207,026,310	"	"	"	"	"	"	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	4,404,287	"	4,404,287	Année 1875	.....	146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	18,947,368	"	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	"	"	"	"	"	"	13,157,894	"	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	"	1,879,699	"	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	"	28,184,376	"	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	"	"	"	45,624	45,624	Année 1894	.....	1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine	"	"	"	"	"	"	7,950,000	"	7,950,000	Année 1901	100 00	265,000,000	(A) "	(A) Le produit réel de l'emprunt ne peut être déterminé au 31 décembre 1904, toutes les rentes n'étant pas inscrites à cette date. Souscription publique.	40
		Totaux	126,653,072	346,001,605	"	17,566,230	"	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785	.....	.....	19,040,402,907	14,405,082,190 01		
			472,654,677		17,566,230												
			768,942,785														

2° *Rentes provenant de conversions.*

ÉTAT B.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	"	1,034,764	"	"	"	24,459,035 00	"	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	158,097,609 08	"	"	"	"	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	135,255,410 00	"	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	37,632,997 00	"	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
7	L. 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	203,638,159 102	"	203,638,159 102	6,787,938,638		7
		Totaux	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195		
				465,296,458 38									
				1,103,877,291 323									

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 18	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	"	"	"	"	"	"	"	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	"	"	"	"	"	"	"	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant : 1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	5,000,000 00	100,000,000	3
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	"	"	"	"	"	"	"	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	"	"	"	"	"	"	"	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	"	"	"	"	"	"	"	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	"	"	"	"	"	"	"	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	"	"	"	"	"	"	"	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	"	"	"	"	"	"	"	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus.	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	"	"	"	"	"	"	"	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	"	"	"	"	"	"	25,995,310	"	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	"	"	"	"	"	"	"	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	110,430,463	"	125,724,883 00	4,033,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	"	"	"	"	"	"	"	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848.	"	"	"	"	"	"	13,541,574	"	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	"	"	"	"	"	"	"	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor.	"	"	"	"	"	"	2,152,786	"	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	"	"	"	"	"	11,869	"	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	"	"	1,915,945	"	"	"	"	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	"	"	"	1,051	"	"	"	"	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	4,403,436	"	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	"	"	"	"	"	"	600,000	"	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie	"	"	"	"	"	"	441,176	"	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	"	"	2,416,996	"	15,294,420	157,576,614	"	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	FONDS. 5 p. o/o. 1871 et 1872
		Report	133,774,163f60	"
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	"	"
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	"	"
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	"	"
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	"	"
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	"	"
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	"	"
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	"	"
		Totaux	133,774,163 60	"
			133,774,163f60c	

NUMÉROS D'ORDRE.	FONDS. 4 1/2 p. o/o. 1825.	1852.	1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
	"	2,416,996f	"	15,294,420f	157,576,614f	"	309,062,193f60c	8,364,108,594f	
25	"	8,397	"	"	"	"	8,397 00	186,600	25
26	"	298,283	"	"	"	"	298,283 00	6,628,511	26
27	"	"	"	"	5,701,606	"	5,701,606 00	190,053,533	27
28	"	"	"	"	350,000	"	350,000 00	11,666,667	28
29	"	50	"	"	"	"	50 00	1,111	29
30	"	"	3,963	"	"	"	3,963 00	88,067	30
31	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,497	31
32	"	"	"	"	15,256,172	"	15,256,172	508,539,100	32
	"	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680	
		2,727,689f							
					330,680,859f522c				

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f
2° Rentes provenant de conversions	"	"
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	"
Totaux	260,427,235 60	346,001,605
	606,428,840 60	

	4 1/2 P. 0/0. 1825.	1852.	1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts	"	17,566,230f 00	"	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907f
2° Rentes provenant de conversions	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	"	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680
Totaux	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
		485,590,377 38						
							2,203,500,935f845c	

II. RENTES ANNULÉES.

ÉTAT D. *1° Rentes qui ont fait retour à l'État.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux	1,812 00	"	"	"	"	"	"	"	1,812	36,240	1
2	"	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re	1,291,086 00	"	"	"	"	"	"	"	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan	273,000 00	"	"	"	"	"	"	"	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes	41,658 00	"	"	"	"	"	"	"	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit	16,728 00	"	"	3,010 00	"	"	"	"	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822	——— de rentes pour déchéance encourue	29,914 00	"	"	"	"	"	"	"	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres	120,690 00	"	"	"	"	"	"	"	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs	1,330,818 00	"	"	"	"	"	"	"	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre	45,116 00	"	"	"	"	"	"	"	45,116	902,320	9
10	*Idem*	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre	14,876 00	"	"	"	"	"	"	"	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^ons du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile	135,196 00	"	"	"	"	"	"	"	135,196	2,703,920	11
12	D^ons des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840	——— de rentes appartenant à divers régiments	2,318 00	"	"	"	"	"	"	"	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions	Extinction de majorats reversibles à l'État	116,002 00	"	"	194,023 00	"	"	"	"	310,025	6,631,662	13
14	D^ons des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes	1,312 00	"	"	"	"	"	"	"	1,312	26,240	14
15	D^on du 23 mai 1840	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon	750 00	"	"	"	"	"	"	"	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France	584,151 00	"	"	"	"	"	"	"	584,151	11,683,020	16
17	D^on du 8 mai 1841	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^on de S^t-Germain	1,550 00	"	"	"	"	"	"	"	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères	75 00	"	"	"	"	"	186	"	261	7,700	18
19	Année 1844	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X	927 00	"	"	"	"	"	"	"	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction	285,992 00	"	"	"	"	"	"	"	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets	"	"	"	"	"	8,035,211	"	"	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine	6,260 00	"	"	"	"	"	"	"	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	"	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852	3 685,592 51	"	"	"	"	"	"	"	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties	"	"	"	206,432 18	"	"	"	"	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0	"	"	"	4,475,655 90	"	"	"	"	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2	Rentes annulées au profit de l'État	"	"	"	167,358 00	"	"	22,000	"	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	11,942,315	"	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	"	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825)	"	"	298,283	"	"	"	"	"	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	67,341,481	"	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains	"	"	"	"	"	"	1,735,305	"	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État	"	"	"	16,427 00	"	"	"	"	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"	"	"	"	"	50	"	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion	"	4,767	"	"	"	"	"	"	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge	"	"	"	245,555 00	"	"	"	"	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0	"	"	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,498	37
38	D^ons 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge	"	"	"	"	"	"	804,212 452	"	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations	"	"	"	"	"	"	5,560,777	"	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	60,692 00	"	"	"	60,692	1,348,712	40
41	D^on 3 avril 1894	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0	"	"	"	"	"	"	"	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6	——— de rentes 3 p. 0/0 cédées par la Caisse des dépôts et consignations	"	"	"	"	"	"	16,500,000	"	16,500,000	550,000,000	42
43	Diverses décisions	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État	"	262	"	828 00	83 50	"	64,250 260	1,074	66,497 760	2,197,879	43
44	"	Extinctions de dotations reversibles	"	"	"	"	"	"	157,656 740	"	157,656 74	5,255,225	44
45	"	Annulation de rentes pour divers motifs	20,272 00	"	"	1,439 00	"	"	5,401	"	27,112	617,451	45
46	L. 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. 0/0 remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion	"	"	"	"	"	"	"	60,374	60,374	1,724,971	46
		TOTAUX	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	139,530,067 374	63,003 555	184,931,835 019	5,695,153,106	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					184,931,835 019								

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033,310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182,317	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	//	237,577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
			1,263,516,126 176										

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540.978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4. P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	139,547,018 916	63,003 555	184,948,786 561	5,695,718,158
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887 739	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	180,665,708 916	237,640,855 841	1,536,847,799 737	36,394,453,570
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,536,847,799 737							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1904.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1904.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1904.	
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	180,648,757 374	6,021,625,270	666,670,087f 650	(A) 22,222,336,624	(A) Cette somme diffère de celle de 22,222,321,064 francs (Voir page 14) de 15,200 francs correspondants au capital de la rente de 456 francs restant à inscrire (Emission de 1901).
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
Totaux	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,536,830,848 195	36,393,888,518	666,670,087 650	22,222,336,264	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES DES lois et décrets.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 novembre 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o en rent s 3 p. o/o	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATIO

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1903.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(C)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 231
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	226,843,296 102
Émission 1901	7,948,965 00	
TOTAL des accroissements		847,317,810 026
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1903 :		
Émission 1901		579 00
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		847,318,389 026

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00 — 133,619,587f 00c
Rentes 4 p. o/o 1,635,823 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

DES RENTES 3 P. 0/0.

Report		847,318,389f 024
DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1903.		
Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B)	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	157,656 74	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902)	56,352 26	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)	804,212 452	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)	5,560,777 00	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6)	16,500,000 00	
TOTAL	180,640,859 374	
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1903.		
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 8 juillet et 11 août 1903.)	7,898 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	180,648,757 374	180,648,757 374
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1904		666,669,631 650
Nombre d'inscriptions	4,502,188	

(A) Rentes provenant... 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1904.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	
	mixtes.	au porteur.		mixtes.	au porteur.		
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	4,268	63,658	67,926	8,536	127,316	135,852	
3	2,720	116,256	118,976	8,160	348 768	356,928	
4	3,583	73,529	77,112	14,332	294,116	308,448	
5	7,164	230,297	237.461	35.820	1,151,485	1,187,305	
6	8,579	185,644	194,223	51,474	1,113,864	1,165,338	
7	3,251	91,845	95,096	22,757	642,915	665,672	
8	3,584	82,613	86,197	28,672	660,904	689,576	
9	3,455	95,233	98,688	31,095	857,097	888,192	
10	8,274	226,993	235,267	82,740	2,269,930	2,352,670	
30	19,487	391,724	411,211	389,740	7,834,480	8,224,220	
20	30,418	548,737	579,155	912,540	16,462,110	17.374,650	
50	16,945	294,990	311,935	847,250	14,749,500	15,596,750	
100	12,559	257,014	269,573	1,255,900	25,701,400	26,957,300	
200	6,807	123,902	130,709	1,361,400	24,780,400	26,141,800	
300	4,642	83,024	87,666	1,392,600	24,907,200	26,299,800	
500	2,292	39,367	41,659	1,146,000	19,683,500	20 829,500	
1,000	1,805	22,242	24,047	1,805,000	22,242,000	24,047,000	
1,500	446	7,380	7,826	669,000	11,070,000	11,739,000	
3,000	728	9,825	10,553	2,184,000	29,475,000	31,659,000	
TOTAUX	141,007	2,944,273	3,085,280	12,247,016	204,371,985	216,619,001	

VII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1884 au 31 décembre 1903.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1884 AU 31 DÉCEMBRE 1903.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (A).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3).	au porteur. (4).	
31 décembre 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
——— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,057,892
——— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
——— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
——— 1880	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
——— 1891	996 184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
——— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176 642	2,887,770	4,222,377
——— 1890	1,087,821	95.829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136
——— 1891	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616
——— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787
——— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188

DATES.	MONTANT DES RENTES (A).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
——— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	429,940,041	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
——— 1880	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	435,618 968	48,077,261	483,696,229	24,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,969,347
——— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
——— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
——— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
——— 1899	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
——— 1890	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,048,148	206,713,009	693,991,693
——— 1901	434,441,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,822	677,487,405
——— 1902	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666 676,951
——— 1903	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632

(A) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 77.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831.

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉE PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1884 AU 31 DÉCEMBRE 1903.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
1. — Inscriptions nominatives directes. (Loi du 24 août 1793.)					
31 décembre 1884.	468,959	91,946	594	547,448	1,108,947
——— 1885.	454,323	90,856	596	546,313	1,092,088
——— 1886.	445,962	89,448	623	551,968	1,088,001
——— 1887.	382,613	//	//	615,519	998,132
——— 1888.	379,372	//	//	625,621	1,004,993
——— 1889.	383,782	//	//	622,153	1,005,935
——— 1880.	375,634	//	//	616,427	992,061
——— 1881.	367,915	//	//	628,269	996,184
——— 1892.	352,552	//	//	654,763	1,007,315
——— 1893.	328,132	//	//	632,326	960,458
——— 1894.	322,926	//	//	665,771	988,697
——— 1895.	323,121	//	//	642,318	965,439
——— 1896.	321,429	//	//	648,904	970,333
——— 1897.	322,923	//	//	670,680	993,603
——— 1898.	323,282	//	//	695,887	1,019,169
——— 1899.	323,889	//	//	726,167	1,050,056
——— 1890.	324,701	//	//	763,120	1,087,821
——— 1901.	321,143	//	//	859,491	1,180,634
——— 1902.	//	//	//	1,104,077	1,104,077
——— 1903.	//	//	//	1,369,738	1,369,738

DATES.	MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	francs.	francs.	francs.	francs	francs.
1. — Inscriptions nominatives directes. (Loi du 24 août 1793.)					
31 décembre 1884.	148,233,802	27,479,152	379,332	230,338,707	406,430,993
——— 1885.	147,907,237	26,882,086	377,372	229,778,388	404 945,083
——— 1886.	146,488,032	26,089,457	369,326	249,840,010	422 786,825
——— 1887.	145,516,137	//	//	270,849,169	416,365,306
——— 1888.	146,150,221	//	//	279,992,091	426,142,312
——— 1889.	148,392,548	//	//	281,548,093	429,940,641
——— 1880.	150,745,587	//	//	286,332,504	437,078,091
——— 1881.	153,954,093	//	//	281,664,875	435,618,968
——— 1892.	158,902,251	//	//	299,619,617	458,521,868
——— 1893.	165,026,090	//	//	296,031,264	461,057,354
——— 1894.	128,190,813	//	//	296,972,669	425,163,482
——— 1895.	126,407,586	//	//	294,375,637	420,783,223
——— 1896.	124,587,326	//	//	293,595,543	418,182,869
——— 1897.	125,420,662	//	//	306,733,369	432,154,031
——— 1898.	125,836,816	//	//	312,048,391	437,885,207
——— 1899.	127,702,151	//	//	315,325,924	443,028,075
——— 1890.	128,301,516	//	//	317,666,389	445,967,905
——— 1901.	129,775,246	//	//	304,666 561	434,441,807
——— 1902.	//	//	//	459,254,132	459,254,132
——— 1903.	//	//	//	438,400,084	438,400,084

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
2. — Inscriptions nominatives départementales. (Loi du 14 avril 1819.)					
31 décembre 1884.	//	5,697	26	124,399	130.122
——— 1885.	//	5,582	29	126,356	131,967
——— 1886.	//	5,428	27	127,587	133,042
——— 1887.	//	//	//	132,293	132,293
——— 1888.	//	//	//	136,792	136,792
——— 1889.	//	//	//	137,139	137,139
——— 1880.	//	//	//	138,483	138,483
——— 1891.	//	//	//	141,146	141,146
——— 1892.	//	//	//	143,750	143,750
——— 1893.	//	//	//	146,646	146,646
——— 1894.	//	//	//	147,978	147 978
——— 1895.	//	//	//	150,902	150,902
——— 1896.	//	//	//	153.111	153,111
——— 1897.	//	//		137,464	137,464
——— 1898.	//	//	//	121,193	121,193
——— 1899.	//	//	//	107,909	107,909
——— 1890.	//	//	//	95,829	95,829
——— 1901.	//	//	//	84,564	84,564
——— 1902.	//	//	//	67,401	67,401
——— 1903.	//	//	//	47,170	47,170

DATES.	MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
2. — Inscriptions nominatives départementales. (Loi du 14 avril 1819.)					
31 décembre 1884.	//	1,232,896	12,594	43,049,849	44,895,339
——— 1885.	//	1,220,926	11,874	43,995,743	45,228 543
——— 1886.	//	1,206,357	11,410	44 557,109	45,774,876
——— 1887.	//	//	//	46,362,776	46,362,776
——— 1888.	//	//	//	46,884,347	46,884,347
——— 1889.	//	//	//	47,564,079	47,564,079
——— 1880.	//	//	//	47,824,583	47,824,583
——— 1891.	//	//	//	48,077,261	48,077,261
——— 1892.	//	//	//	48,610,624	48,610,624
——— 1893.	//	//	//	49,107,869	49,107,869
——— 1894.	//	//	//	49,843,083	49,843,083
——— 1895.	//	//	//	50,316,392	50,316,392
——— 1896.	//	//	//	50,911,108	50,911,108
——— 1897.	//	//	//	39,383,496	39,383,496
——— 1898.	//	//	//	33,435,682	33,435,682
——— 1899.	//	//	//	28,886,658	28,886,658
——— 1890.	//	//	//	25,262,631	25,262,631
——— 1901.	//	//	//	21,954,604	21,954,604
——— 1902.	//	//	//	16,925,003	16,925,003
——— 1903.	//	//	//	11,650,547	11,650,547

(A) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. o/o (1883) à partir de 1883 et au fonds de 3 1/2 à partir de 1894.

(A) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904.*

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904. (Suite.)

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
3. — Total des inscriptions nominatives. (Articles nos 1 et 2.)										
31 décembre 1885.	454,323	96,438	625	672,669	1,224,055	147,907,237	28,103,012	389,246	273,774,131	450,173,626
——— 1886.	445,962	94,876	650	679,555	1,221,043	146,488,032	27,295,814	380,736	294,397,119	468,561,701
——— 1887.	82,613	//	//	747,812	1,130,425	145,516,137	//	//	317,211,945	462,728,082
——— 1888.	379,372	//	//	762,413	1,141,785	146,150,221	//	//	326,876,438	473,026,659
——— 1889.	383,782	//	//	759,292	1,143,074	148,392,548	//	//	329,112,172	477,504,720
——— 1890.	375,634	//	//	754,910	1,130,544	150,745,587	//	//	334,157,087	484,902,674
——— 1891.	367,915	//	//	769,415	1,137,330	153,954,093	//	//	329,742,136	483,696,229
——— 1892.	352,552	//	//	798,513	1,151,065	158,902,251	//	//	348,230,241	507,132,492
——— 1893.	328,132	//	//	778,972	1,107,104	165,026,090	//	//	345,139,133	510,165,223
——— 1894.	322,926	//	//	813,749	1,136,675	128,190,813	//	//	346,815,752	475,006,565
——— 1895.	323,121	//	//	793,220	1,116,341	126,407,586	//	//	344,692,029	471,099,615
——— 1896.	321,429	//	//	802,015	1,123,444	124,587,326	//	//	344,506,651	469,093,977
——— 1897.	322,923	//	//	808,144	1,131,067	125,420,662	//	//	346,116,865	471,537,527
——— 1898.	323,282	//	//	695,887	1,019,169	125,836,816	//	//	312,048,391	437,885,207
——— 1899.	323,889	//	//	726,167	1,050,056	127,702,151	//	//	315,325,924	443,028,075
——— 1900.	324,701	//	//	763,120	1,087,821	128,301,516	//	//	317,666,389	445,967,905
——— 1901.	321,143	//	//	859.491	1,180,634	129,775,246	//	//	304,666,561	434,441,807
——— 1902.	//	//	//	1,104,077	1,104,077	//	//	//	459,254,132	459,254,132
——— 1903.	//	//	//	1,369,738	1,369,738	//	//	//	438,400,084	438,400,084
——— 1904.	//	//	//	1,355,136	1,355,136	//	//	//	443,488,266	443,488,266
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.)										
31 décembre 1885.	133,050	//	//	85,768	218,818	14,898,302	//	//	11,942,681	26,840,983
——— 1886.	133,927	//	//	85,617	219,544	14,760,219	//	//	11,864,927	26,625,146
——— 1887.	134,847	//	//	88,466	223,313	14,508 059	//	//	12,068,171	26,576,230
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.) (Suite.)										
31 décembre 1888.	133,550	//	//	90,031	223,581	14,439,054	//	//	12,146,265	26,585,319
——— 1889.	131,091	//	//	88,846	219,937	13,999,595	//	//	11,821,762	25,821,357
——— 1890.	127,543	//	//	87,518	215,061	13,555,527	//	//	11,665,490	25,221,017
——— 1891.	123,775	//	//	89,006	212,781	13,232,053	//	//	11,388,517	24,620,570
——— 1892.	116,487	//	//	90,663	207,150	12,696.648	//	//	11,422,330	24,118,978
——— 1893.	102,827	//	//	95,500	198,327	11,585,664	//	//	11,494,529	23,080,013
——— 1894.	108,707	//	//	95,875	204,582	9,008,039	//	//	11,113,560	20,121,599
——— 1895.	107,085	//	//	95,118	202,203	8,856,741	//	//	10,786,529	19,643,270
——— 1896.	103,819	//	//	91.471	195,290	8,369,301	//	//	10,364,684	18,733,985
——— 1897.	100,833	//	//	87,622	188,455	8,330,425	//	//	9,871,316	18,201,741
——— 1898.	97,205	//	//	84,641	181,846	8,087,386	//	//	9,559,945	17,647,331
——— 1899.	94,266	//	//	82,376	176.642	7,860.035	//	//	9,211,461	17,071.496
——— 1900.	91,018	//	//	80,489	171,507	7,233,939	//	//	8,814,209	16,048,148
——— 1901.	86,989	//	//	77,591	164,580	6,832,422	//	//	8,250,950	15,083,372
——— 1902.	//	//	//	112,415	112,415	//	//	//	11,104,720	11,104,720
——— 1903.	//	//	//	141,007	141,007	//	//	//	12,247,016	12,247,016
——— 1904.	//	//	//	136,193	136,193	//	//	//	11,684,909	11,684,909
5. — Inscriptions au porteur. (Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.)										
31 décembre 1885.	1,561,453	96,847	560	815,321	2,474,327	142,734,820	8,721,230	56,850	77,321,539	229,443,429
——— 1886.	1,628,819	103,630	616	884,193	2,617,305	144,292,108	9,330,220	65,360	85.428,243	239,922,431
——— 1887.	1,755,539	//	//	1,107,946	2,863,485	145,516,163	10,136,720	//	96,118,644	241,634,807
——— 1888.	1,675,323	//	//	1,176,879	2,852,202	144,951,027	//	//	94,869,548	239,820,575
——— 1889.	1,662,587	//	//	1,143,867	2.806,454	143,148,142	//	//	92,922,786	236,070,928
——— 1890.	1,636,769	//	//	1,110,073	2,746,842	141,239 162	//	//	88,032,555	229,271,717
——— 1891.	1,598,972	//	//	1,140,544	2,739,516	138,354,130	//	//	87,159,387	225,513,517
——— 1892.	1,491,628	//	//	1,265,754	2,757,382	133,941,377	//	//	96,776,500	230,717,877
——— 1893.	1,369,105	//	//	1,345,714	2,714,819	128,928,522	//	//	99,834,040	228,762,562
——— 1894.	1,368,787	//	//	1,333,022	2,701,809	100,440,330	//	//	98,537,901	198,978,231
——— 1895.	1,393,282	//	//	1,361.884	2,755,166	102,374,078	//	//	100,985,817	203,359,895
——— 1896.	1,442,838	//	//	1,364,015	2,806,853	104,681,771	//	//	101,520,579	206,202,350
——— 1897.	1,473,019	//	//	1,332,672	2,805,691	103,887,308	//	//	100,402,772	204,290,080
——— 1898.	1,489.730	//	//	1,360,418	2,850,148	103,714,193	//	//	101,346,438	205,060,631
——— 1899.	1,461,598	//	//	1,426,172	2,887,770	102,076,188	//	//	102,943,358	205,019,546
——— 1900.	1,484,862	//	//	1,498,117	2,982,979	102,102,812	//	//	104,610,197	206,713,009
——— 1901.	1,472,655	//	//	1,535,183	3,007,838	101,030,578	//	//	104,977,044	206,007,622
——— 1902.	//	//	//	2,445,894	2,445,894	//	//	//	179,393,096	179,393,096
——— 1903.	//	//	//	2,944,373	2,944,373	//	//	//	204,371,985	204,371,985
——— 1904.	//	//	//	3,039,945	3,039,945	//	//	//	204,836,508	204,836,508

(A) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 p. 0/0 à partir de 1894.

(A) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories*

III. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES RENTES DÉVELOPPÉ PAR

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 5 P. 0/0, 4 1/2 P. 0/0 (1883) ET 3 1/2 P. 0/0 (a).												
31 déc. 1885.	454,323	//	454,323	133,050	1,561,453	2,148,826	147,907,237	//	147,907,237	14,898,302	142,734,820	305,540,359
—— 1886.	445,962	//	445,962	133,927	1,628,819	2,208,708	146,488,032	//	146,488,032	14,760,219	144,292,108	305,540,359
—— 1887.	382,613	//	382,613	134,847	1,755,539	2,272,999	145,516,137	//	145,516,137	14,508,059	145,516,163	305,540,359
—— 1888.	379,372	//	379,372	133,550	1,675,323	2,188,245	146,150,221	//	146,150,221	14,439,054	144,951,027	305,540,302
—— 1889.	383,782	//	383,782	131,091	1,662,587	2,177,460	148,392,548	//	148,392,548	13,999,595	143,148,142	305,540,285
—— 1890.	375,634	//	375,634	127,543	1,636,769	2,139,946	150,745,587	//	150,745,587	13,555,527	141,239,162	305,540,276
—— 1891.	367,915	//	367,915	123,775	1,598,972	2,090,062	153,954,093	//	153,954,093	13,232,053	138,354,130	305,540,276
—— 1892.	352,552	//	352,552	116,487	1,491,628	1,960,667	158,902,251	//	158,902,251	12,696,648	133,941,377	305,540,276
—— 1893.	328,132	//	328,132	102,827	1,369,105	1,800,064	165,026,090	//	165,026,090	11,585,664	128,928,522	305,540,276
—— 1894.	322,926	//	322,926	108,707	1,368,787	1,800,420	128,190,813	//	128,190,813	9,008,039	100,440,330	237,639,182
—— 1895.	323,121	//	323,121	107,085	1,393,282	1,823,488	126,407,586	//	126,407,586	8,856,741	102,374,078	237,638,405
—— 1896.	321,429	//	321,429	103,819	1,442,838	1,868,086	124,587,326	//	124,587,326	8,369,301	104,681,771	237,638,398
—— 1897.	322,923	//	322,923	100,833	1,473,019	1,896,775	125,420,662	//	125,420,662	8,330,425	103,887,308	237,638,395
—— 1898.	323,282	//	323,282	97,205	1,489,730	1,910,217	125,836,816	//	125,836,816	8,087,386	103,714,193	237,638,395
—— 1899.	323,889	//	323,889	94,266	1,461,598	1,879,753	127,702,151	//	127,702,151	7,860,035	102,076,188	237,638,374
—— 1900.	324,701	//	324,701	91,018	1,484,862	1,900,581	128,301,516	//	128,301,516	7,233,939	102,102,812	237,638,267
—— 1901.	321,143	//	321,143	86,989	1,472,655	1,880,787	129,775,246	//	129,775,246	6,832,422	101,030,578	237,638,246
—— 1902.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1903.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1904.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

(a) Le nouveau fonds de rentes 5 p. 0/0 a pour origine les emprunts contractés en 1871 et 1872. Ce fonds a été converti en rentes 4 1/2 p. 0/0 à compter du 3 août 1883 ce fonds a été converti en rentes 3 1/2 p. 0/0 à compter du 16 février 1894 et ce dernier converti en 3 p. 0/0 (loi du 9 juillet 1902.)

d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904.

CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 3 P. 0/0.												
31 déc. 1885.	546,313	126,356	672,669	85,768	815,321	1,573,758	229,778,388	43,995,743	273,774,131	11,942,681	77,321,539	363,038,351
—— 1886.	551,968	127,587	679,555	85,617	884,193	1,649,365	249,840,010	44,557,109	294,397,119	11,864,927	85,428,243	391,690,289
—— 1887.	615,519	132,293	747,812	88,466	1,107,946	1,944,224	270,849,169	46,362,776	317,211,945	12,068,171	96,118,644	425,398,760
—— 1888.	625,621	136,792	762,413	90,031	1,176,879	2,029,323	279,992,091	46,884,347	326,876,438	12,146,265	94,869,548	433,892,251
—— 1889.	622,153	137,139	759,292	88,846	1,143,867	1,992,005	281,548,093	47,564,079	329,112,172	11,821,762	92,922,786	433,856,720
—— 1890.	616,427	138,483	754,910	87,518	1,110,073	1,952,501	286,332,504	47,824,583	334,157,087	11,665,490	88,032,555	433,855,132
—— 1891.	628,269	141,146	769,415	89,006	1,140,544	1,998,965	281,664,875	48,077,261	329,742,136	11,388,517	87,159,387	428,290,040
—— 1892.	654,763	143,750	798,513	90,663	1,265,754	2,154,930	299,619,617	48,610,624	348,230,241	14,422,330	96,776,500	456,429,071
—— 1893.	632,326	146,646	778,972	95,500	1,345,714	2,220,186	296,031,264	49,107,869	345,139,133	11,494,529	99,834,040	456,467,702
—— 1894.	665,771	147,978	813,749	95,875	1,333,022	2,242,646	296,972,669	49,843,083	346,815,752	11,113,560	98,537,901	456,467,213
—— 1895.	642,318	150,902	793,220	95,118	1,361,884	2,250,222	294,375,637	50,316,392	344,692,029	10,786,529	100,985,817	456,464,375
—— 1896.	648,904	153,111	802,015	91,471	1,364,015	2,257,501	293,595,543	50,911,108	344,506,651	10,364,684	101,520,579	456,391,914
—— 1897.	670,680	137,464	808,144	87,622	1,332,672	2,228,438	306,733,369	39,383,496	346,116,865	9,871,316	100,402,772	456,390,953
—— 1898.	695,887	121,193	817,080	84,641	1,360,418	2,262,139	312,048,391	33,435,682	345,484,073	9,559,945	101,346,438	456,390,456
—— 1899.	726,167	107,909	834,076	82,376	1,426,172	2,342,624	315,325,924	28,886,658	344,212,582	9,211,461	102,943,358	456,367,401
—— 1900.	763,120	95,829	858,949	80,489	1,498,117	2,437,555	317,666,389	25,262,631	342,929,020	8,814,209	104,610,197	456,353,426
—— 1901.	859,491	84,564	944,055	77,591	1,535,183	2,556,829	304,666,561	21,954,604	326,621,165	8,250,950	104,977,044	439,849,159
—— 1902.	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
—— 1903.	1,369,738	41,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
—— 1904.	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1904.*

RENTES INSCRITES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825.	1852.	1883.			
							francs.
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 000
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 000
Total.....	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 000
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1870).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 360
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 360
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1904)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale.....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902).....	"	"	"	"	"	"	203,638,159 102
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	269,079,779 976
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	"	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626,000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.)	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.).	"	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	75,069,508 688
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	344,149,288 664
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1904.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825.	1852.	1883.			
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f 00c	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f00	"	"	"	138,126f 282c
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,355 00	"	"	"	812,128 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f00	"	"	2,759,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	1,074f000	"	59,071 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	3,503,516 00	"	"	100,279	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	60,374 000	"	"
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,824,667 916
Total des rentes annulées au 31 déc. 1904.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	180,665,708 916

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1904.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	847,318,845 024	180,665,708 916	666,653,136 108
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	237,640,855 841	"
Total.....	2,203,500,935 845	1,536,847,799 737	(A)666,653,136 108

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 44 à 59.

(A) Ce chiffre surpasse celui des rentes inscrites au 1er janvier 1905 (page 14) de 317 francs somme égale au montant des rentes restant à inscrire à cette date sur les 7,950,000 francs émis en vertu de la loi du 6 décembre 1901.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1903.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	"	63,307,637f 00c	"	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	"	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	"	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	"	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	"	"	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1903	237,640,855 841	237,640,855 841	"	"	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	"	"	
Rentes inscrites au 1er janvier 1904			"	"	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	"	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	"	1,096 00	"	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	131,298 00	"	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	"	895,302 00	"	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	24,135,464 00	"	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	"	1,925,815 00	"	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	"	446,096 00	"	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1903).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	"	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1903	344,149,288 664	25,807,716 374	318,341,572 290	"	
TOTAUX	847,318,845 024	180,648,757 374	682,954,607 650	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1904			666,670,087 650		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 58.
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163 762,368f 00c	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	"	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	"	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	"	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,606 00	"	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4 902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77 746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	"	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	"	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	"	895,302 00	895,302 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	"	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	"	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1903.						
Rentes 5 p. 0/0	"	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	"	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	"	
—— 3 1/2 p. 0/0	"	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	"	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	"	446,096 00	446,096 00	"	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	344,149,288 664	692,477,804 024	25,807,716 374	666,677,985 950	
TOTAUX	386,222,343 36	1,223,962,591 805	1,620,184,935 165	953,574,847 515	666,670,087 650	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)			
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)			
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à.....	40,216,000f	"	"
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)			
Dette des pays réunis à la France..... 6,086,000f	"	"	"
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)			
Arriéré antérieur à l'an V..... 5,663,000	"	"	"
Arriéré de l'an V à l'an IX..... 4,591,000	"	"	"
Arriéré de l'an X à l'année 1809..... 1,000,000	"	"	"
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)			
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons..... 5,000,000	"		"
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs..... 750,000	"		"
Pour divers motifs et appoints négligés..... 1,637	"		"
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période. 23,091,637	23,091,637	"	"
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0).....	63,307,637	"	63,307,637f
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)			
ACCROISSEMENTS.			
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)..... 35,622,768	"	"	"
A reporter..... 35,622,768	63,307,637	"	"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.			
	PREMIÈRE PÉRIODE.						
40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
	DEUXIÈME PÉRIODE.						
6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"	
5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
750,000	750,000	"	"	"	"	"	
1,637	1,637	"	"	"	"	"	
23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
	TROISIÈME PÉRIODE.						
35,622,768	35,622 768	"	"	"	"	"	
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	35,622,768f	63,307,637f	"	"
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"
(Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,407)				
TOTAL	190,272,026	"	"	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"
RESTE	136,438,852	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"
ANNULATIONS.				
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) ..... 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) .. 3,454,433	35,178,389f	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissem'. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830...		164,568,100	37,813,080	202,381,180f
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)				
ACCROISSEMENTS.				
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.) ..	31,158,734f	"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"
TOTAL	39,251,895	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"
RESTE	13,153,333	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.			
35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459 035f	
25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
(a) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(a) Rentes inscrites..... 199,417,208f Rentes restant à inscrire.... 2,963,972 TOTAL ÉGAL 202,381,180
	QUATRIÈME PÉRIODE.						
31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
315	315	"	"	"	"	"	
109	109	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
£	"	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report.....	13,153,333	164,568,100f	99,441,899f	"
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.....	876,066	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.).....	"	"	32,000,000	"
Reste en rentes actives.....	12277,267	12,277,267	"	"
Total des rentes annulées pendant la 4e période.....		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848.		176,845,367	67,441,899	244,287,266f00c
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)				
ACCROISSEMENTS.				
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.).....	14,935,387f	"	"	"
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.).....	35,774,513	"	"	"
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.).....	6,817,348	"	"	"
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.).....	6,000,000	"	"	"
Total.....	63,527,248	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o).....		"	18,608,355	"
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o).....	1,019,054	"	1,019,054	"
Reste.....	62,508,194	"	"	"
Total.....		"	87,069,308	"
Total des rentes créées pendant la 5e période.....		"	"	"
ANNULATIONS.				
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.)..... 8,035,211f	8,584,698f	"	"	"
Annulations diverses (5 p. o/o)..... 549,487		"	"	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :				"
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)..... 28,622,606f	"	"	75 063,693	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o)..... 46,441,087				"
Reste en rentes actives.....	53,923,496	53,923,496	"	"
Total des rentes annulées pendant la 5e période.....		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852.....		230,768,863	12,005,615	242,774,478f00c

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
"	"	"	"	"	"	"	
876,066f	807,539f	1,096f	"	"	4,902f	62,529f	
32,000,000	32,000,000	"	"	"	"	"	
32,876,066	32,807,539	1,096	"	"	4,902	62,529	(A) Rentes inscrites..... 244,287,206f 60 Rentes restant à inscrire..... 60 Total égal..... 244,287,266
(A) 244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	26,507,375	70,003,700	
CINQUIÈME PÉRIODE.							
14,935,387f	14,935,387f	"	"	"	"	"	
35,774,513	20,068,284	"	"	"	"	15,706,229f	
6,817,348	6,817,348	"	"	"	"	"	
6,000,000	6,000,000	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"		
18,608,355	"	"	"	"	"	18,608,355	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
82,135,603	47,821,019	"	"	"	"	34,314,584	
8,035,211	"	"	"	"	8,035,211f	"	
549,487	549,487	"	"	"	"	"	
28,622,606	8,232,978	131,298f	"	"	805,833	19,452,497	
46,441,087	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	
83,648,391	8,782,465	131,298	"	"	24,135,464	50,599,164	(B) Rentes inscrites..... 239,303,528 Rentes restant à inscrire..... 3,469,950 Total égal..... 242,774,478
(B) 242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	2,371,911	53,719,120	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.)												
ACCROISSEMENTS.												
Report.....		230,768,863f	12,005,615f	"								
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2 p. 0/0. (Décret du 14 mars 1852).....	158,097,609f	"	"	"	58,097,609f	"	"	158,097,609f	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :												
Montant des rentes 5 p. 0/0 restant à inscrire.....	2,128,828f											
Diminution d'un dixième.....	212,883											
RESTE à inscrire en rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,915,945	1,915,945	"	"	"	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. —3 p. 0/0.)...		4,403,436	"	"	"	4,403,436	"	"	"	"	"	4,403,436f
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852.—4 1/2 p. 0/0.)		500,000	"	"	"	500,000	"	"	500,000	"	"	"
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.).....		71,709,380	"	"	"	71,709,380	"	"	16,992,520	"	"	54,716,860
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. 0/0.)		200,000	"	"	"	200,000	"	"	"	"	"	200,000
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. 0/0.)..		441,176	"	"	"	441,176	"	"	"	"	"	441,176
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. 0/0.).....		1,051	"	"	"	1,051	"	"	1,051	"	"	"
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. 0/0.)...		7,942,315	"	"	"	7,942,315	"	"	"	"	"	7,942,315
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. 0/0.)		8,397	"	"	"	8,397	"	"	8,397	"	"	"
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.)...		25,773,370	"	"	"	25,773,370	"	"	573,710	"	"	25,199,660
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. —3 p. 0/0.).....		4,000,000	"	"	"	4,000,000	"	"	"	"	"	4,000,000
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. 0/0.).....		12,092,520	"	"	"	12,092,520	"	"	"	"	"	12,092,520
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0 (Loi du 12 février 1862), savoir :												
4 1/2 p. 0/0.....	133,619,587f	135,255,410	"	"	"	135,255,410	"	"	"	"	"	135,255,410
4 p. 0/0.....	1,635,823											
Report au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....		298,283	"	"	"	298,283	"	"	298,283	"	"	"
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. 0/0.)....		14,249,339	"	"	"	14,249,339	"	"	"	"	"	14,249,339
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. 0/0.).....		19,514,315	"	"	"	19,514,315	"	"	"	"	"	19,514,315
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. 0/0), savoir :												
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869.....	4,000,000f											
Article 2 du même arrêté.....	1,701,605	5,701,606	"	"	"	5,701,606	"	"	"	"	"	5,701,606
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1											
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. 0/0.).....		39,830,306	"	"	"	39 830,306	"	"	"	"	"	39.830,306
TOTAL.....		501,934,458	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. 0/0).....		"	75,990,468	"	75,990,468	"	"	"	"	"	"	75,990,468
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0).....	3,381,280f	9,869,446f	"	9,869,446	"	"	"	"	"	"	"	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0).....	6,488,166											
RESTE.....		492,065,012	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 6e période.....		"	"	"	577,924,926	"	"	178,387,515	"	"	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.												
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :												
Rentes 5 p. 0/0 à convertir.....	175,664,010f	175,664,010f			175,664,010	175,664,010f	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement..	158,097,609											
RÉDUCTION.....	17,566,401											
Annulation des rentes 5 p. 0/0 de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion.....	2,128,828		"	"	2,128,828	2,128,828	"	"	"	"	"	"
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. 0/0)...	3,685,592		"	"	3,685,592	3,685,592	"	"	"	"	"	"
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. 0/0).....	206,432		"	"	206,432	"	"	206,432	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852. – 4 1/2 p. 0/0.)	4,475,656		"	"	4,475,656	"	"	4,475,656	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 converties en rentes 3 p. 0/0. (Loi du 12 février 1862.).....	135,255,410		"	"	135,255,410	"	586,277f	133.033,310	"	1,635,823f	"	
A reporter.....	321,415,928	492,065,012	230,768,863	97,865,529	321.415.928	181,478,430	586,277	137,715 398	"	1,635,823	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	321,415,928f	492,065,012f	230,768,863f	97,865,529f	//	321,415,928f	181,478,430f	586,277f	137,715,398f	//	//	1,635,823f	//	
Report des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852)	298,283		//	//	//	298,283	//	298,283	//	//	//	//	//	
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. 0/0)	427,646		//	//	//	427,646	1,715	//	365,015	//	//	//	60,916f00c	
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. 0/0) (a) 33,699f / 1,701,605	1,735,305		//	//	//	1,735,305	//	//	//	//	//	//	1,735,305 00	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.) 1														
TOTAL	323,877,162	323,877,162												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:														
Rentes rachetées antérieures à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. 0/0.)	4,308,000		//	//	//	4,308,000	4,308,000	//	//	//	//	//	//	
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	2,467,363		//	//	//	2,467,363	//	//	1,247,921	//	//	23,165	1,196,277 00	
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	3,381,280		//	//	//	3,381,280	//	10,742	1,608,705	//	//	266,827	1,495,006 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. 0/0.)	7,942,315		//	93,844,726	//	7,942,315	//	//	//	//	//	//	7,942,315 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. 0/0.)	4,000,000		//	//	//	4,000,000	//	//	//	//	//	//	4,000,000 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. 0/0.)	71,745,768		//	//	//	71,745,768	//	//	//	//	//	//	71,745,768 00	
RESTE en rentes actives		168,187,850	168,187,850	//	//	417,721,888	185,788,145	895,302	140,937,039	//	//	1,925,815	88,175,587 00	
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période						(a) 402,977,516	//	//	37,450,476	//	//	446,096	365,080,944 00	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713	4,020,803	402,977,516f									
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1903.)														
ACCROISSEMENTS.														
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. 0/0.)		138,975,295f00	//	//	//	138,975,295f00c	138,975,295f	//	//	//	//	//	//	
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. 0/0.)		207,026,310 00	//	//	//	207,026,310 00	207,026,310	//	//	//	//	//	//	
Rentes créées en faveur des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. 0/0.)		400,000 00	//	//	//	400,000 00	//	//	//	//	//	//	400,000f00c	
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. 0/0.)		350,000 00	//	//	//	350,000 00	//	//	//	//	//	//	350,000 00	
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 0/0.)		50 00	//	//	//	50 00	//	//	50f	//	//	//	//	
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	//	//	//	306,164,085 30	//	//	//	306,164,085f30c	//	//	//	
Rentes émises en échange des rentes 5 p. 0/0 remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. 0/0.)		3,963 00	//	//	//	3,963 00	//	//	//	3,963·00	//	//	//	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)		13,157,894 00	//	//	//	13,157,894 00	//	//	//	//	//	//	13,157,894 00	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)		1,879,699 00	//	//	//	1,879,699 00	//	//	//	//	//	//	1,879,699 00	
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886, — 3 p. 0/0.)		18,947,368 00	//	//	//	18,947,368 00	//	//	//	//	//	//	18,947,368 00	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0		37,632,997 00	//	//	//	37,632,997 00	//	//	//	//	//	//	37,632,997 00	
Rente 3 p. 0/0. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. 0/0 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	//	//	//	194 922	//	//	//	//	//	//	194,922	
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	//	//	//	28,184,376 00	//	//	//	//	//	//	28,184,376 00	
Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	//	//	//	237,595,231 841	//	//	//	//	237,595,231 841	//	//	
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. 0/0.)		45,624 000	//	//	//	45,624	//	//	//	//	45,624 00	//	//	
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)		7,950,000 000	//	//	//	7,950,000 000	//	//	//	//	//	//	7,950,000 000	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations		15,256,172,000	//	//	//	15,256,172 000	//	//	//	//	//	//	15,256,172 000	
Conversion des rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0		203,638,159,102	//	//	//	203,638,159 102	//	//	//	//	//	//	203,638,159 102	
TOTAL		1,217,207,419 165	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. 0/0) 9,196,513f / Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. 0/0) 383,484	9,579,997 000		//	9,579,997	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
RESTE à reporter		1,207,627,422 165	398,956,713	13,600,800	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter						1,217,207,419 165	346,001,605	//	50	306,168,048 30	237,640,855 841	//	327,396,860024	

OBSERVATIONS.

(a) Rentes inscrites 386,222,343f
Rentes restant à inscrire 16,755,173
TOTAL ÉGAL. 402,977,516

(a) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		1,207,627,422f 165	398,956,713f 00c	13,600,800f	"
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.					
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. o/o)	129,571 740		"	"	"
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. o/o)	75,342 760		"	"	"
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. o/o.)	50 00		"	"	"
Annulation de rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :					
Rentes 5 p. o/o à convertir	340,182,317f00c	340,182,317 00	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	306,164,085 30				
Réduction	34,018,231 70				
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. o/o (1852) et 3 p. o/o)		1,049,767f 452	"	"	"
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion		3,603,795 00	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)		194 922	"	"	"
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o		34,029,202 00	"	"	"
Annulation de rentes 3 p. o/o appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890		5,560,777 00	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion		60,692 00	"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :					
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) à convertir	305,479,583f800	305,479,583 800	"	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o remises en remplacement	237,595,231 841				
Réduction	67,884,351 959				
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)		1,555 555	"	"	"
Annulation des rentes 3 p. o/o, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)		16,500,000 00	"	"	"
Annulation de rentes 3 1/2 p. o/o aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion		60,374 00	"	"	"
Conversion de 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o		237,577,852,286	"	"	"
		944,318,334 515			
		263,309,087 650	263,309,987 65		
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :					
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. o/o.)	9,196.513f 00c				
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. o/o. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00		"	"	"
			4,404,287 00	13,600,800	
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1904			666,670,087 650	"	666,670,087 650

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
1,217,207,419f165	346,001,605f	"	50f	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	327396,860f024	
2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
129,571 74	"	"	8,397	"	"	"	121,174 740	
75,342 760	262	"	9,673	83 50	1,074	"	64,250 260	
50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000	
60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
16,500,000 000	"	"	"	"	"	"	16,500,000	
60,374,000	"	"	"	"	60,374	"	"	
237,577,852 286	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"	
9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00	
953,514 847 515	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,807,716 374	
666,670,087 650	"	"	"	"	"	"	666,670,087 650	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (b)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	//	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	//	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	//	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 60
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 08
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904	//	1,217,207,419 165
Total	130,129,170	2,075,500,593 845
	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (b)	**ANNULATIONS** diverses.
RENTES ANNULÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	//	//
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	//	//
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f00c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 68
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904	9,196,513	944,335,286 057
Total	226,125,026	1,312,851,601 737

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES créées.	RENTES annulées.	RESTE pour le montant des rentes.	RENTES inscrites.	RENTES restant à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	//	63,307,637f	63,307,637f	//
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A) 2,963,972f
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,266	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D) 16,755,173
1er janvier 1905	2,205,629,763	1,538,976,627	666,653,136	666,652,819	(E) 317

	RENTES créées.	RENTES annulées.
Le montant des rentes inscrites (page 37) est de	2,203,500,935f00c	//
Le montant des rentes annulées (page 37) est de	//	1,536,847,799f00c
Totaux au 31 décembre 1904	2,203,500,935 00	1,536,847,799 00
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763 00	1,538,976,627 00
D'où il résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f00c (A)	

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f00	//	//	//	//	//	//
23,091,637 00	23,091,637 00	//	//	//	//	//	//
190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	//	//	//	3,134,950f	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440 00	//	//	//	//	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 60	47,821,019 60	//	//	//	//	//	34,314,584 00
577,934,926 08	//	//	178,387,515f08c	//	//	//	399,537,411 00
1,217,207,419 165	346,001,605 00	//	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	//	327,396,860 024
2,205,629,763 845	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//
51,198,483f00c	35,177,914 00	7,068	//	//	//	9,740	16,003,761 00
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	//	//	//	4,902	62,529 00
83,648,391 00	3,782,465 00	131,298	//	//	//	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	//	//	1,925,815	88,175,587 00
953,531,799 057	346,001,605 00	//	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,824,667 916
1,538,976,627 737	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	180,665,708 916

(b) Voir le compte général des finances de 1884, pages 930 et 931.

(c) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 P. 0/0. ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX... page 42.	606,428,840	606,428,840
Différence égale : 2,128,828f (A)		

TOTAL DES RENTES existantes.	DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	//	//	//	//	//	//
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	//	//	//	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	//	//	//	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	//	//	//	2,371,911	53,719,120
402,977,516	//	//	37,450,476f	//	//	446,096	365,080,944
666,653,136	//	//	//	//	//	//	666,653,136

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. 0/0	15,322f
——— 3 p. 0/0	948,650
Total	2,963,972
(B) Rentes 3 p. 0/0.	
(C) ——— 5 p. 0/0.	
(D) Rentes 4 1/2 p. 0/0.	2,744f
——— 3 p. 0/0.	16,752,429
Total	16,755,173
(E) ——— 3 p. 100	317

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. 0/0 (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. 0/0, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. 0/0, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1905. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1830	151,427	163,857,078	"	"	"	"	533	1,029,237	"	"	43,610	39,810,144	195,570	204,696,459	1er janvier 1830	Compte général de l'Administration des finances pour 1829, page 357.
1er août 1830	"	163,762,368	"	"	"	"	"	1,027,696	"	3,125,210	"	31,501,934	"	199,417,208	1er août 1830	pour 1836, page 916.
1er janvier 1831	152,344	163,827,894	"	"	"	"	598	1,027,696	454	3,125,210	39,929	38,455,274	193,325	206,436,074	1er janvier 1831	pour 1830, pages 316-317.
——— 1832	174,229	174,376,383	"	"	"	"	531	1,027,696	1,194	3,125,210	39,211	35,455,274	215,165	213,984,563	——— 1832	pour 1831, pages 398-399.
——— 1833	179,723	178,896,502	"	"	"	"	557	1,027,696	1,246	2,125,210	36,192	35,455,274	217,718	218,504,682	——— 1833	pour 1832, pages 490-491.
——— 1834	178,982	146,623,104	"	"	"	"	533	1,026,600	1,148	3,121,146	32,505	33,931,483	613,168	184,702,333	——— 1834	pour 1833, pages 435, 441, 445, 447.
——— 1835	182,902	146,910,045	"	"	"	"	529	1,026,600	1,473	3,120,685	29,779	34,090,725	214,683	185,148,055	——— 1835	pour 1834, pages 437-443.
——— 1836	260,654	146,846,399	"	"	"	"	616	1,026,600	1,791	7,886,119	29,999	34,181,956	293,060	189,941,074	——— 1836	pour 1835, pages 366, 377 à 383.
——— 1837	251,095	147,118,472	"	"	"	"	643	1,026,600	2,453	7,886,119	31,270	35,743,303	285,461	191,774,494	——— 1837	pour 1836, pages 403, 417 à 423.
——— 1838	241,662	147,118,615	"	"	"	"	826	1,026,600	2,595	11,978,766	30,186	35,788,055	275,269	195,912,036	——— 1838	pour 1837, pages 367, 381 à 387.
——— 1839	231,346	147,119,749	"	"	"	"	939	1,026,600	2,811	11,978,766	29,737	35,791,786	264,833	195,916,901	——— 1839	pour 1838, pages 454, 475 à 479.
——— 1840	230,975	147,112,481	"	"	"	"	925	1,026,600	2,900	11,978,766	30,647	35,793,290	265,447	195,911,137	——— 1840	pour 1839, page 481.
——— 1841	225,854	147,105,997	"	"	"	"	1,033	1,026,600	3,174	18,221,123	31,199	35,794,434	261,260	202,148,154	——— 1841	pour 1840, page 481.
——— 1842	230,791	147,042,988	"	"	"	"	1,189	1,026,600	3,348	22,507,375	31,058	37,753,026	266,386	208,329,989	——— 1842	pour 1841, page 417.
——— 1843	227,312	147,040,481	"	"	"	"	1,238	1,026,600	3,434	22,507,375	34,540	44,834,543	266,524	215,408,999	——— 1843	pour 1842, page 412.
——— 1844	230,496	147,040,480	"	"	"	"	1,266	1,026,600	3,453	22,507,375	31,435	47,763,216	266,650	218,337,671	——— 1844	pour 1843, page 436.
——— 1845	229,092	147,039,095	"	"	"	"	2,068	1,026,600	3,484	22,507,375	33,892	50,367,456	268,536	220,940,526	——— 1845	pour 1844, page 414.
——— 1846	227,667	147,038,935	"	"	"	"	1,343	1,026,600	3,518	26,507,375	38,506	56,849,874	271,034	231,422,784	——— 1846	pour 1845, page 418.
——— 1847	230,906	146,752,528	"	"	"	"	1,395	1,026,600	3,636	26,507,375	40,803	62,826,863	276,740	237,113,366	——— 1847	pour 1846, page 428.
——— 1848	243,055	146,749,591	"	"	"	"	1,545	1,026,600	3,817	26,507,375	43,391	66,525,399	291,808	240,808,965	——— 1848	pour 1847, page 432.
24 février 1848	"	146,749,591	"	"	"	"	"	1,026,600	"	26,507,375	"	70,003,640	"	244,287,206	24 février 1848	pour 1848, page 460.
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"	"	"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,164	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	pour 1848, page 445.
——— 1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,911	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	——— 1850	pour 1849, page 432.
——— 1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,911	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	——— 1851	pour 1850, page 424.
——— 1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,911	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	——— 1852	pour 1851, page 426.
——— 1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,911	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	——— 1853	pour 1852, page 436.
——— 1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,326	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	——— 1854	pour 1853, page 439.
——— 1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	——— 1855	pour 1854, page 453.
——— 1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,568	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	——— 1856	pour 1855, page 448.
——— 1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,568	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	——— 1857	pour 1856, page 446.
——— 1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,568	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	——— 1858	pour 1857, page 450.
——— 1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,568	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	——— 1859	pour 1858, page 434.
——— 1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,754	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	——— 1860	pour 1859, page 440.
——— 1861	"	"	"	"	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,509	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	——— 1861	pour 1860, page 456.

A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
1er janvier 1862	//	//	//	//	//	//	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,015
1863	//	//	//	//	//	//	197,866	39,726,987	//	//	938	472,386
1864	//	//	//	//	//	//	191,988	39,319,394	//	//	976	472,386
1865	//	//	//	//	//	//	186,401	39,148,204	//	//	885	469,261
1866	//	//	//	//	//	//	185,327	37,708,982	//	//	895	446,096
1867	//	//	//	//	//	//	179,858	37,495,296	//	//	789	446,096
1868	//	//	//	//	//	//	174,982	37,448,159	//	//	775	446,096
1869	//	//	//	//	//	//	172,353	37,447,706	//	//	755	446,096
1870	//	//	//	//	//	//	169,173	37,445,729	//	//	769	446,096
1871	//	//	//	//	//	//	168,672	37,447,732	//	//	778	446,096
1872	633,858	101,061,885	//	//	//	//	171,358	37,447,732	//	//	772	446,096
1873	1,338,383	224,055,390	//	//	//	//	172,063	37,450,476	//	//	774	446,096
1874	2,457,854	287,169 770	//	//	//	//	171,385	37,450,476	//	//	795	446,096
1875	2,769,552	345,756,055	//	//	//	//	167,907	37,450,476	//	//	765	446,096
1876	2,790,143	345,975,800	//	//	//	//	163,837	37,443,636	//	//	763	446,096
1877	2,774,235	346,001,605	//	//	//	//	161,641	37,443,636	//	//	761	446,096
1878	2,635,056	346,001,605	//	//	//	//	160,747	37,443,636	//	//	768	446,096
1879	2,431,176	345,873,512	//	//	//	//	159,459	37,442,779	//	//	786	446,096
1880	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446,096
1881	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,474	37,442,210	//	//	857	446,096
1882	2,221,383	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446,096
1883	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446,096
1884	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446,096
1885	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446,096
1886	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446,096
1887	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	37,432,534	//	//	1,313	446,096
1888	//	//	2,272,999	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	//
1889	//	//	2,188,245	305,540,303	//	//	//	//	//	//	//	//
1890	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	//
1891	//	//	2.139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1892	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1893	//	//	1,960,667	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1894	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1895	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	//
1896	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	//
1897	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	//
1898	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1899	//	//	//		1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1900	//	//	//	//	1,879,753	237,638,374	//	//	//	//	//	//
1901	//	//	//	//	1,900,581	237,638,267	//	//	//	//	//	//
1902	//	//	//	//	1,880,787	237,638,246	//	//	//	//	//	//
1903	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1904	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

1830 au 1er janvier 1904. — Rentes inscrites.

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
395,792	180,621,924	1,108,676	36,044,376	1er janvier 1862	Compte général de l'Administration des finances pour 1861, page 474.
769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 538.
910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 566.
936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	1869	pour 1868, page 572.
1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 582.
1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 632.
1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	1873	pour 1872, page 616.
1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 686.
1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1,476,114	363,040,565	4,067,535	746,802,952	1879	pour 1878, page 750.
1,468,063	363,039,704	3,949,921	745,925,155	1880	pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,902,426	744,820,724	1881	pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,867,801	743,315,760	1882	pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,085	3,974,616	741,773,122	1883	pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,523,192	706,466,867	1884	pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3 722 348	706,465,779	1885	pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,917,110	706,458,038	1886	pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	4,057,892	735,109,278	1887	pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,217,223	730,939,119	1888	pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,568	739,432,554	1889	pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,169,465	739,397,005	1890	pour 1889, page 775.
1,952,501	433,855,132	4,092,447	739,395,408	1891	pour 1890, page 783.
1,908,965	428,290,040	4,089,627	733,830,316	1892	pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,115,597	761,969,346	1893	pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,020,250	762,007,978	1894	pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,027,837	694,106,395	1895	pour 1894, page 820.
2,250,222	456,464,375	4,073,710	694,102,780	1896	pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,125,587	694,030,312	1897	pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,213	694,029,348	1898	pour 1897, page 803.
2,262,139	456,390,456	4,172,356	694,028,851	1899	pour 1898, 1re vol., page 14.
2,342,624	456,367,401	4,222,377	694,005,775	1900	pour 1899, 2e vol., page 14.
2,437,555	456,353,426	4,338,136	693,991,693	1901	pour 1900, 2e vol., page 14.
2,556,829	439,849,158	4,437,616	677,487,404	1902	pour 1901, 2e vol., page 14.
3,729,787	666,676 950	8,729,787	666,676,950	1903	pour 1902, 2e vol., p. 14.
4,502,188	666,669,631	4,502,188	666,669,631	1904	pour 1903, 2e vol., p. 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1903.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1904.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
	francs.	francs.	francs.	francs.
Rentes 3 p. o/o.....	1,650,524,391	963,371,660	937,316,763	1,676,579,288

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1904.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été inscrit au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après.

SITUATION AU 1er JANVIER 1904.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. (1)	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. (2)	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. (3)	MONTANT des RENTES. (4)	MONTANT du CAPITAL nominal. (5)	MONTANT du CAPITAL effectif. (6)	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. (7)	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. (8)	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. (9)
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142 000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882 ..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	402 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	583,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B)....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... $\frac{115}{735,475}$
qu'on ne peut répartir en 170 séries; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... $\frac{735,590}{735,590}$

On a ainsi un groupe homogène composé de.....

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,368,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de : $\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. (1)	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. (10)	MODE DE LA NÉGOCIATION. (11)	NOMBRE DES SÉRIES amorties. (12)	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. (13)	NOMBRE DES UNITES À AMORTIR à l'origine. (14)	NOMBRE DES UNITES AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1903. (15)	NOMBRE DES UNITES AMORTIES pendant l'année 1903. (C) (16)	NOMBRE DES UNITES AMORTIES au 1er janvier 1904. (17)	NOMBRE DES UNITES RESTANT à amortir. (18)	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. (19)
1	175	Souscription publique..	25	150	1,099,700	150,816	6,284	157,100	942,600	1
2	172	*Idem*.....	22	150	2,402,324	293,307	13,967	307,274	2,095,050	2
3	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	20	150	2,499,170	279,319	14,701	294,020	2,205,150*	3
4	170	*Idem*.....	20	150	198,390	22,173	1,167	23,340	175,050	4
5	170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	20	150	735,590	82,213	4,327	86,540	649,050	5
6	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	20	150	152,660	17,062	898	17,960	134,700	6
7	169	Souscription publique..	19	150	913,783	97,326	5,407	102,733	811,050	7
8	169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	19	150	139,763	14,886	827	15,713	124,050	8
9	163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	13	150	366,913	27,012	2,251	29,263	337,650	9
		TOTAUX.....			8,508,293	984,114	(C) 49,829	1,033,943	7,474,350	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.

Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1904, on aura :

$15 \times 7,474,350 = 112,115,250f$ de rente (voir page 77).

$500 \times 7,474,350 = 3,737,175,000f$ de capital nominal.

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans chaque série.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3e *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1905.		
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	78,550,000	382,931,250 00	461,481,250 00	3,142,000	14,091,870 00	17,233,870 00	81,692,000	397,023,120 00	478,715,120 00	468,158,000	424,311,390 00	892,469,390 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	153,637,000	740,451,405 00	894,088,405 00	6,983,500	31,320,997 50	38,304,497 50	160,620,500	771,772,402 50	932,392,902 50	1,040,541,500	943,086,757 50	1,983,628,257 50
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	158,680,000	781,151,737 50	939,831,737 50	7,934,000	35,583,990 00	43,517,990 00	166,614,000	816,735,727 50	983,349,727 50	1,182,166,000	1,071,447,030 00	2,253,613,030 00
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	111,473,000	539,212,384 37	650,685,384 37	5,729,500	25,696,807 50	31,426,307 50	117,202,500	564,909,191 87	682,111,691 87	853,695,500	773,740,327 50	1,627,435,827 50
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	14,631,500	67,318,968 75	81,950,468 75	1,125,500	5,047,867 50	6,173,367 50	15,757,000	72,366,836 25	88,123,836 25	167,699,500	151,994,147 50	319,693,647 50
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	516,971,500	2,511,065,745 62	3,028,037,245 62	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	541,886,000	2,622,807,278 12	3,164,693,278 12	3,712,260,500	3,364,578,652 50	7,076,839,152 50

Suite du COMPTE

4° *Tableau récapitulatif des annuités*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
				francs.	fr. c.	fr. c.	
DÉPENSES EFFECTUÉES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605 892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 130.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710,752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 102.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 58.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie : 171.
1901	153	3,811,948,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie : 113.
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie : 44.
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie : 124.
TOTAL			25	516,971,500	2,511,065,745 62	3,028,037,245 62	
DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.							
1904	150	3,737,175,000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	
1912	138	3,438,201,000	2	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			28	697,606,000	1,644,357,000 00	2,341,963,000 00	

DES ANNUITÉS.

des émissions de 1878 à 1891.

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			28	697,606,000	1,644,357,000 00	2,341,963,000 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965 285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,849,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,473,500	65,400,562 50	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,473,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 50	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 00	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,659,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,919 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242,305 00	151,729,305 00	
TOTAL			150	3,737,175,000	3,476,320,185 00	7,213,495,185 00	

RÉCAPITULATION.

Dépenses effectuées	25	516,971,500	2,511,065,745 62	3,028,037,245 62
Dépenses restant à effectuer	150	3,737,175,000	3,476,320,185 00	7,213,495,185 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

Suite du COMPTE

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1902 et 1903, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1902, a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1902, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1903, il en résulte pour cette année, comparée à 1902, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1902 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1903 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1902, soit..... 747,435f 00c

alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1903 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1903, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 373,717 50

Le total de la diminution pour 1903 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

DES ANNUITÉS.

Pour l'année 1903, le décompte de ces intérêts peut être établi comme il suit :

1° Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1903 montait à 3,762,089,500 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de 112,862,685f 00c

Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1903 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef 373,717 50

Le montant des intérêts à payer en 1903 est ainsi ramené à 112,488,967 50

2° On pourrait aussi procéder de la manière suivante :

Il restait 151 séries à rembourser au 1er janvier 1903.

L'intérêt annuel à 3 p. o/o de 150 de ces séries était de 747,435 × 150 = ... 112,115,250f 00c

L'intérêt des trimestres aux 16 janvier et 16 avril de la série amortie le 16 avril étant de 373,717 50

on aura comme ci-dessus pour le montant des intérêts annuels ..... 112,488,967 50 | 112,488,967 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à 109,499,227 50

A déduire :

1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c

2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci ..... 373,717 50 | 1,121,152 50

MONTANT des intérêts pour 1908 ..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier 3,587,688,000f

INTÉRÊTS à 3 p. o/o 107,630,640f

A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909 747,435

INTÉRÊTS à payer en 1909 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1904, des Crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1903 par diverses lois était de..... 127,624,395f

Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1903 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1903 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1903 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1902, soit douze fois 747,435 francs, ci.....	8,969,220	
TOTAL.....	14,761,710	
Décroissement pendant l'année 1903 :		
Rentes afférentes à la série sortie le 1er mars 1903...	747,435	
TOTAL.....	15,509,145	15,509,145
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1904.....		112,115,250

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1903.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1904.
	Accroissement. (Rejets.)	Décroissement. (Rétablissements.)	
15,000f	1,800f	510f	16,290f

Suite du COMPTE DES RENTES.

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	185,154	2,732,310f
30	112,152	3,364,560
60	79,806	4,788,360
150	21,931	3,289,650
300	8,886	2,665,800
600	2,946	1,767,600
1,500	748	1,122,000
3,000	974	2,922,000
TOTAUX	409,597	22,652,280

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1903.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430,035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415,053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448,739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90,853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455,676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,955	409,597	454,552	89,462,970	22,652,280	112,115,250

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1904.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report		1,710,776,484f 01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre	2,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs	1,660,500,000 00	
SOMME ÉGALE	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1903 :		
De 1871 à 1873 inclusivement (A)	50,276,484f 01c	
De 1874 à 1902 inclusivement, 29 annuités à 20,500,000f	594,500,000 00	
TOTAL	644,776,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1903 :		
Annuité de (intérêts et amortissement)	20,500,000 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	665,276,484 01	665,276,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1904 à 1954, soit 51 annuités à 20,500,000 francs, ci		1,045,500,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir			325,000,000f 00c
Capital amorti	de 1874 à 1902 inclusivement	11,021,927f 14c	
	pendant l'année 1903	842,081 65	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1904		11,864,008 79	11,864,008 79
Capital restant à amortir de 1904 à 1954			313,135,991 21

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 13252823 28 p. 0/0

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1904.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1903	15,276,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1903	2,546,000	
TOTAL	17,822,000	17,822,000
Dépenses restant à effectuer de 1904 à 1958, soit 55 annuités à 2,546,000 francs, ci		140,030,000
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1903	2,281,385f 70c	
Capital amorti : pendant l'année 1903	424,634 30	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1904	2,706,020 00	2,706,020 00
Capital restant à amortir de 1904 à 1958		64,848,157 90

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)

(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la Compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. o/o, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1904.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1903	44,347,974f 03c	46,695,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1903	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1904 (54 annuités de 2,348,000 francs		126,792,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti antérieurement au 1er janvier 1903.	5,844,829f 49c	
Capital amorti pendant l'année 1903	309,993 27	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1904	6,154,822 76	6,154,822 76
Capital restant à amortir de 1904 à 1957		54,036,852 27

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1904, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1904.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1903 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1902, pages 97 et suivantes.....	41,829,976f 84c	3,592,373,984f 68c	1,304,541,018f 02c	2,287,832,966f 66c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1903..	85,491 92	1,282,378 80	341,967 68	940,411 12
Situation définitive au 1er janvier 1903.....	41,915,468 76	3,593,656,363 48	1,304,882,985 70	2,288,773,377 78
Montant des opérations de l'année 1903, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	»	»	41,915,468 76	41,915,468 76
Situation au 1er janvier 1904.....	41,915,468 76	3,593,656,363 48	1,346,798,454 46	2,246,857,909 02

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1903.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1,269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	"	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	3,167,451 51	16,986,186 09
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
Syndicat de Grande-Ceinture	"	22,478 35	22,478 35
TOTAL des accroissements antérieurs à 1903 à reporter	29,635,793 96	12,194,182 88	41,829,976 84

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
Report	29,635,793f 96c	12,194,182f 88c	41,829,976f 84c
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1903.			
Compagnie de Fives-Lille	"	85,491 92	85,491 92
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1904	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76
Décroissements antérieurs à l'année 1903	"	"	"
Décroissements pendant l'année 1903	"	"	"
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1904	"	"	"
Annuités inscrites au 1er janvier 1904	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant les annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon.....	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc.....	15,000,000 00	686,443 38	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud).....	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central.....	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.....	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875.P.	188,233,805 00	8,749,456 02		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	188,233,805f 00c	8,749,456f 02c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne.....	10,700,000 00	489,662 94	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	34,700,000 00	1,588,974 92		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon...	13,000,000 00	594 917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons.....	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A).....	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.).....	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter.....	360,753,605 00	16,649,375 26		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	360,753,605f 00c	16,649,375f 26c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	12,000,000 00	551,484 60	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux ligne, au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	71,200,000 00	3,263,147 84		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	38,000,000 00	1,746,367 94	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2,295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	88,000,000 00	4,042,095 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juil. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	528,653,605 00	24,357,576 98		

inscrites au 1er janvier 1904.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	528,653,605f 00c	24,357,576f 98c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	635,203,605 00	29,366,336 94		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1903.....	640,703,605 00	29,635,793 96		

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	5,000,000f 00c	228,991f 12c	4 1/2.	Convention du 31 mai 1865, loi du 10 juillet 1865. — Amortissement du 1er juin 1866 au 1er décembre 1956 (91 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	213,983 82	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845.	9,656,170 00	442,974 94		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879.	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	52,856,170 00	2,423,771 72		

inscrites au 1er janvier 1904.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II.—AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite).				
Report	52,856,170f 00c	2,423,771f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882.	7,000,000 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886.	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1958 (86 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887.	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	122,731,170 00	5,682,101 58		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	122,731,170f 00c	5,682,101f 58c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1909 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1889	160,562,717 24	7,638,078 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Ax	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 decembre 1890	175,442,717 24	8,370,373 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 23 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1891	207,442,717 24	9,852,519 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1893	222,712,717 24	10,616,019 72		
A reporter	222,712,717 24	10,616,019 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissements.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	222,712,717f 24c	10,616,019f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1894	241,512,717 24	11,503,451 58		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1899	246,006,203 24	11,722,535 67		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	4,504,542f 68c 5,189,108 27 1,442,099 08	11,225,750 03	3,9959616 3,89581154 3,6498546	Convention du 5 août 1887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
TOTAL des annuites inscrites pendant l'année 1901		11,225,750 03		471,647 21
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1902	257,231,953 27	12,194,182 88		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	895,531 56	85,491 92	4,865	Convention du 16 avril 1886. — Loi du 28 août 1886. — Amortissement du 1er août 1899 au 1er août 1913 (15 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1903	895,531 56	85,491 92		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1903	258,127,484 83	12,279,674 80		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	640,703,605 00	29,635,793 96		
Avances	258,127,484 83	12,279,674 80		
TOTAL GÉNÉRAL	898,831,089 83	41,915,468 76		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	3,300,420f 40c	66,689,257f 92c	69,989,678f 32c	184,129f 77c	1,657,703f 87c	1,841,833f 64c	3,484,550f 17c	68,346,961f 79c	71,831,511f 96c	36,699,254f 83c	57,234,260f 81c	93,933,515f 64c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	244,071 30	4,847,942 70	5,092,014 00	13,758 25	123,863 75	137,622 00	257,829 55	4,971,806 45	5,229,636 00	2,742,170 45	4,276,551 55	7,018,722 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	2,061,367 00	25,552,506 10	27,613,873 10	166,757 00	1,654,285 74	1,821,042 74	2,228,124 00	27,206,791 84	29,434,915 84	35,271,876 00	57,601,303 74	92,873,179 74
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	256,198 00	3,523,849 28	3,780,047 28	24,675 00	244,782 02	269,457 02	280,873 00	3,768,631 30	4,049,504 30	5,219,127 00	8,523,181 02	13,742,308 02
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	5,862,056 70	100,613,556 00	106,475,612 70	389,320 02	3,680,635 38	4,069,955 40	6,251,376 72	104,294,191 38	110,545,568 10	79,932,428 28	127,635,297 12	207,567,725 40
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	48,152,790 96	63,152,790 96	1,125,305 38	24,959,543 06	26,084,848 44	62,780 54	623,662 84	686,443 38	1,188,085 92	25,583,205 90	26,771,291 82	13,811,914 08	22,569,585 06	36,381,499 14
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	34,348,990 48	45,048,990 48	802,717 26	17,804,474 46	18,607,191 72	44,783 43	444,879 51	489,662 94	847,500 69	18,249,353 97	19,096,854 66	9,852,499 31	16,099,636 51	25,952,135 82
Ligne de Sablé à Châteaubriant	12,000,000 00	35,979,160 20	47,979,160 20	853,150 28	17,345,841 52	18,198,991 80	50,437 47	501,047 13	551,484 60	903,587 75	17,846,888 65	18,750,476 40	11,096,412 25	18,132,271 55	29,228,683 80
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe	38,000,000 00	113,934,010 78	151,934,010 78	2,701,645 82	54,928,496 20	57,630,142 02	159,718 85	1,586,649 09	1,746 367 94	2,861,364 67	56,515,145 29	59,376,509 96	35,138,635 33	57,418,865 49	92,557,500 82
TOTAL	75,700,000 00	232,414,952 42	308,114,952 42	5,482,818 74	115,038,355 24	120,521,173 98	317,720 29	3,156,238 57	3,473,958 86	5,800,539 03	118,194,593 81	123,995,132 84	69,899,460 97	114,220,358 61	184,119,819 58
A reporter	161,883,805 00	464,344,440 92	626,228,245 92	11,344,875 44	215,651,911 24	226,996,786 68	707,040 31	6,836,873 95	7,543,914 26	12,051,915 75	222,488,785 19	234,540,700 94	149,831,889 25	241,855,655 73	391,687,544 98

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	161,883,805f 00c	464,344,440f 92c	626,228,245f 92c	11,344,875f 44c	215,651,911f 24c	226,996,786f 68c	707,040f 31c	6,836,873f 95c	7,543,914f 26c	12,051,915f 75c	222,488,785f 19c	234,540,700f 94c	149,831,889f 25c	241,855,655f 73c	391,687,544f 98c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	1,630,183 15	51,676,347 18	52,706,530 33	96,206 90	1,238,135 64	1,334,342 54	1,726,390 05	52,314,482 82	54,040,872 87	24,690,276 95	45,362,706 40	70,052,983 35
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	3,499,874 55	76,489,085 27	79,988,959 82	194,291 15	1,883,344 17	2,077,635 32	3,694,165 70	78,372,429 44	82,066,595 14	41,705,834 30	67,370,020 00	109,075,854 30
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	113,438 43	2,396,040 96	2,509,479 39	6,429 31	62,323 55	68,752 86	119,867 74	2,458,364 51	2,578,232 25	1,380,132 26	2,229,392 89	3,609,525 15
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	78,207 78	1,590,033 30	1,668,241 08	4,623 50	45,929 26	50,552 76	82,831 28	1,635,962 56	1,718,793 84	1,017,168 72	1,662,127 56	2,679,296 28
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	518,108 39	11,476,681 81	11,994,790 20	31,997 18	367,829 16	399,826 34	550 105 57	11,844,510 97	12,394,616 54	8,149,894 43	14,240,380 61	22,390,275 04
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	555,224 51	9,921,697 53	10,476,922 04	36,853 64	366,104 90	402,958 54	592,078 15	10,287,802 43	10,879,880 58	8,107,921 85	13,248,880 77	21,356,802 62
TOTAL	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	6,395,036 81	152,949,886 05	159,344,922 86	370,401 68	3,963,666 68	4,334,068 36	6,765,438 49	156,913,552 73	163,678,991 22	85,051,228 51	144,113,508 23	229,164,736 74
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	1,597,933 64	35,442,551 16	37 040,484 80	89,148 44	885,601 16	974,749 60	1,687,082 08	36,328,152 32	38,015,234 40	19,612,917 92	32,048,810 88	51,661,728 80
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	1,575,427 60	34,943,360 52	36,518,788 12	87,892 78	873,127 96	961,020 74	1,663,320 38	35,816,488 48	37,479,808 86	19,336,679 62	31,597,419 60	50,934,099 22
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	192,691 05	3,817,754 91	4,010,445 96	12,097 05	126,194 19	138,291 24	204,788 10	3,943,949 10	4,148,737 20	2,795,211 90	4,672,515 06	7,467,726 96
TOTAL	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	3,366,052 29	74,203,666 59	77,569,718 88	189,138 27	1,884,923 31	2,074,061 58	3,555,190 56	76,088,589 90	79,643,780 46	41,744,809 44	68,318,745 54	110,063,554 98
A reporter	299,000,472 00	909,778,837 32	1,208,779,309 32	21,105 964 54	442,805.463 88	463,911,428 42	1,266,580 26	12,685,463 94	13,952,044 20	22,372,544 80	455,490,927 82	477,863,472 62	276,627,927 20	454,287,909 50	730,915,836 70

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	299,000,472f 00c	909,778,837f 32c	1,208,779,309f 32c	21,105,964f 54c	442,805,463f 88c	463,911,428f 42c	1,266,580f 26c	12,685,463f 94c	13,952,044f 20c	22,372,544f 80c	455,490,927f 82c	477,863,472f 62c	276,627,927f 20c	454,287,909f 50c	730,915,836f 70c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	79,944 78	2,546,646 72	2,626,591 50	4,737 55	62,610 95	67,348 50	84,682 33	2,609,257 67	2,693,940 00	1,248,650 67	2,320,819 83	3,569,470 50
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	2,475,672 83	54,910,993 13	57,386,665 96	138,117 54	1,372,057 88	1,510,175 42	2,613,790 37	56,283,051 01	58,896,841 38	30,386,209 63	49,653,087 63	80,039,297 26
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	873,444 85	20,543,588 03	21,417,032 88	49,776 35	545,141 23	594,917 58	923,221 20	21,088,729 26	22,011,950 46	12,076,778 80	20,643,688 10	32,720,466 90
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	6,001,627 31	133,117,564 37	139,119,191 68	334,829 52	3,326,201 84	3,661,031 36	6,336,456 83	136,443,766 21	142,780,223 04	73,663,543 17	120,371,118 91	194,034,662 08
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	3,240,878 69	71,883,485 03	75,124,363 72	180,807 94	1,796,149 00	1,976,956 94	3,421,686 63	73,679,634 03	77,101,320 66	39,778,313 37	65,000,404 45	104,778,717 82
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	531,259 08	9,515,139 72	10,046,398 80	30,627 35	304,252 61	334,879 96	561,886 43	9,819,392 33	10,381,278 76	6,738,113 57	12,684,924 11	19,423,037 68
Grenoble à Gap	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	3,597 742 18	74,456,989 42	78,054,731 60	209,961 58	2,085,765 82	2,295,727 40	3,807,703 76	76,542,755 24	80,350,459 00	46,192,296 24	75,481,255 96	121,673,552 20
Thonon à Collonges	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	975,263 49	21,631,605 31	22,606,868 80	54,409 71	540,507 89	594,917 60	1,029,673 20	22,172,113 20	23,201,786 40	11,970,326 80	19,560,306 00	31,530,632 80
Lyon à Montbrison	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	702,446 85	16,898,278 27	17,600,725 12	42,101 14	507,921 52	550,022 66	744,547 99	17,406,199 79	18,150,747 78	11,255,452 01	20,095,839 61	31,351,291 62
Aix à Carnoules	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	1,350,822 47	27,464,248 21	28,815,070 68	79,859 40	793,324 56	873,183 96	1,430,681 87	28,257,572 77	29,688,254 64	17,569,318 13	28,709,431 75	46,278 749 88
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	255,945 32	5,203,752 22	5,459,697 54	15,131 25	150,314 13	165,445 38	271,076 57	5,354,066 35	5,625,142 92	3,328,923 43	5,439,681 71	8,768,605 14
Gap à Briançon	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	1,251,408 27	21,938,014 73	23,189,423 00	84,834 07	842,742 85	927,576 92	1,336,242 34	22,780,757 58	24,116,999 22	18,663,757 66	30,497,819 10	49,161,576 76
Thonon à Saint-Gingolph	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	412,357 42	8,383,822 28	8,796,179 70	24,378 14	242,172 76	266,550 90	436,735 56	8,625,995 04	9,062,730 60	5,363,264 44	8,763,933 26	14,127,197 70
TOTAL	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	21,748,813 54	468,494,127 44	490,242,940 98	1,249,571 54	12,569,163 04	13,818,734 58	22,998 385 08	481,063,290 48	504,061,675 56	278,234,947 92	459,222,310 42	737,457,258 34
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	503,434 85	5,565,176 23	6,068,611 08	41,373 04	295,772 02	337,145 06	544,807 89	5,860,948 25	6,405,756 14	6,627,067 11	9,218.750 71	15,845,817 82
Amiens à la vallée de l'Ourcq	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	31,409 74	357,846 06	389,255 80	2,699 21	20,198 19	22,897 40	34,108 95	378,044 25	412,153 20	444,016 05	632,161 75	1,076,177 80
TOTAL	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	534,844 59	5,923,022 29	6,457,866 88	44,072 25	315,970 21	360,042 46	578,916 84	6,238,992 50	6,817,909 34	7,071,083 16	9,850,912 46	16,921,995 62
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	1,426,834 65	34,324,345 51	35,751,180 16	85,517 31	1,031,707 07	1,117,224 38	1,512,351 96	35,356,052 58	36,868,404 54	22,862,448 04	40,819,341 62	63,681,789 66
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	480,592 48	11,151,857 72	11,632,450 20	29,680 12	358,008 22	387,748 34	510,272 60	11,509,925 94	12,020,198 54	7,934,727 40	14,166,927 98	22,101,655 38
TOTAL	32,819,800 00	101,852.248 12	134,672,048 12	1,907,427 13	45,476,203 23	47,383,630 36	115,197 43	1,389,775 29	1,504,972 72	2,022,624 56	46,865,978 52	48,888,603 08	30,797,175 44	54,986,269 60	85,783,445 04
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	45,297,049 80	962,698,816 84	1,007,995,866 64	2,675,421 48	26,960,372 48	29,635,793 96	47,972,471 28	989,659,189 32	1,037,631,660 60	592,731,133 72	978,347,401 98	1,571,078,535 70

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1904.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	2,603,206f 94c	57,739,742f 74c	60,342,949f 68c	145,232f 36c	1,442,740f 00c	1,587,972f 36c	2,748,439f 30c	59,182,482f 74c	61,930,922f 04c	31,951,560f 70c	52,210,974f 38c	84,162,535f 08c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	224,139 59	5,106,878 21	5,331,017 80	14,071 02	169,757 18	183,828 20	238,210 61	5,276,635 39	5,514,846 00	3,761,789 39	6,716,418 01	10,478,207 40
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	154,137 45	3,838,705 05	3,992,842 50	10,744 48	143,610 20	154,354 68	164,881 93	3,982,315 25	4,147,197 18	2,835,118 07	5,422,857 31	8,257,975 38
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	255,275 99	4,561,699 81	4,816,975 80	16,944 22	168,324 08	185,268 30	272,220 21	4,730,023 89	5,002,244 10	2,727,779 79	6,091,440 11	9,819,219 90
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	1,385,066 37	27,164,824 45	28,549,890 82	84,229 00	836,735 22	920,964 22	1,469,295 37	28,001,559 67	29,470,855 04	18,530,704 63	30,280,399 03	48,811,103 66
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	608,624 11	8,626,142 13	9,234,766 24	49,364 82	507,685 74	557,050 56	657,988 93	9,133,827 87	9,791,816 80	11,042,011 07	18,760,193 89	29,802,204 96
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	254,888 00	3,612,662 17	3,867,550 17	20,675 00	212,619 98	233,294 98	275,563 00	3,825,282 15	4,100,845 15	4,624,437 00	7,856,844 43	12,481,281 43
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	2,042,266 00	36,493,599 88	38,535,805 88	135,554 00	1,346,592 38	1,482,146 38	2,177,760 00	37,840,192 26	40,017,952 26	29,822,240 00	48,731,518 14	78,553,758 14
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	734,174 31	11,706,264 69	12,440,439 00	64,623 46	689,342 54	753,966 00	798,797 77	12,395,607 23	13,194,405 00	15,001,202 23	25,335,978 77	40,337,181 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	128,782 39	1,406,075 00	1,534,857 39	14,346 56	119,119 30	133,465 86	143,128 95	1,525,194 30	1,668,323 25	2,856,871 95	4,283,552 46	7,140,423 51
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	210,390 10	4,508,147 66	4,718,537 76	15,030 70	181,575 04	196,605 74	225,420 80	4,689,722 70	4,915,143 50	3,774,579 20	6,743,827 89	10,518,407 09
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	8,600,891 25	164,764,741 79	173,365,633 04	570,815 62	5,818,101 66	6,388,917 28	9,171,706 87	170,582,843 45	179,754,550 32	127,928,293 13	212,434,004 42	340,362,297 55
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	255,275 99	4,561,699 81	4,816,975 80	16,944 22	168,324 08	185,268 30	272,220 21	4,730,023 89	5,002,244 10	3,727,779 79	6,091,440 11	9,819,219 90
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	893,465 89	15,965,949 15	16,859,415 04	59,304 77	589,134 27	648,439 04	952,770 66	16,555,083 42	17,507,854 08	13,047,229 34	21,320,039 78	34,367,269 12
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	638,190 15	11,404,249 09	12,042,439 24	42,360 55	420,810 19	463,170 74	680,550 70	11,825,059 28	12,505,609 98	9,319,449 30	15,228,599 92	24,548,049 22
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	1,130,931 24	21,556,335 52	22,687,266 76	77,222 00	1,321,704 22	1,398,926 22	1,208,153 24	22,878,039 74	24,086,192 98	24,923,394 00	53,416,474 32	78,339,868 32
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	562,699 74	5,707,273 35	6,269,973 09	55,229 28	416,417 93	471,647 21	617,929 02	6,123,691 28	6,741,620 30	10,607,821 01	15,332,775 54	25,940,596 55
TOTAL	65,357,297 27	173,501,227 28	238,858,524 55	3,480,563 01	59,195,506 92	62,676,069 93	251,060 82	2,916,390 69	3,167,451 51	3,731,623 83	62,111,897 61	65,843,521 44	61,625,673 44	111,389,329 67	173,015,003 11
A reporter	202,457,297 27	556,518,075 15	758,975,372 42	12,081,454 26	223,960,248 71	236,041,702 97	821,876 44	8,734,492 35	9,556,368 79	12,903,330 70	232,694,741 06	245,598,071 76	189,553,966 57	323,823,334 09	513,377,300 66

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.		
							PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report.....	202,457,297f 27c	556,518,075f 15c	758,975,372f 42c	12,081,454f 26c	223,960,248f 71c	236,041,702f 97c	821,876f 44c	8,734,492f 35c	9,556,368f 79c	12,903,330f 70c	232,694,741f 06c	245,598,071f 76c	189,553,966f 57c	323,823,334f 09c	513,377,300f 66c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise.....	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	416,571 98	5,957,812 73	6,374,384 71	25,525 95	183,470 27	208,996 22	442,097 93	6,141,283 00	6,583,380 93	4,057,902 07	5,660,422 16	9,718,324 23
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,006,715 72	14,398,047 38	15,404,763 10	61,687 70	443,386 50	505,074 20	1,068,403 42	14,841,433 88	15,909,837 30	9,806,596 58	13,679,353 72	23,485,950 30
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	309,071 48	4,585,688 02	4,894,759 50	21,332 51	174,457 87	195,790 38	330,403 99	4,760,145 89	5,090,549 88	3,669,596 01	5,532,551 85	9,202,147 86
TOTAL.....	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	1,732,359 18	24,941,548 13	26,673,907 31	108,546 16	801,314 64	909,860 80	1,840,905 34	25,742,862 77	27,583,768 11	17,534,094 66	24,872,327 73	42,406,422 39
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Chemin de Ceinture.....	5,000,000 00	15,838,191 92	20,838,191 92	371,530 69	8,101,140 75	8,472,671 44	20,942 99	208,048 13	228,991 12	392,473 68	8,309,188 88	8,701,662 56	4,607,526 32	7,529,003 04	12,136,529 36
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac.....	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	331,034 72	6,730,431 34	7,061,466 06	19,570 47	194,413 35	213,983 82	350,605 19	6,924,844 69	7,275,449 88	4,305,564 81	7,035,577 65	11,341,142 46
Embranchement de Saint-Éloi.....															
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo.....	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	146,726 00	7,570,624 00	7,717,350 00	13,780 00	485,220 00	499,000 00	160,506 00	8,055,844 00	8,216,350 00	9,819,494 00	26,874,156 00	36,693,650 00
Ponte-Leccia à Calvi.....	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	185,067 00	10,033,333 00	10,218,400 00	19,131 00	744,369 00	763,500 00	204,198 00	10,777,702 00	10,981,900 00	15,065,802 00	42,667,298 00	57,733,100 00
TOTAL.....	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	331,793 00	17,603,957 00	17,935,750 00	32,911 00	1,229,589 00	1,262,500 00	364,704 00	18,833,546 00	19,198,250 00	24,885,296 00	69,541,454 00	94,426,750 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges.....	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	42,126 45	317,527 15	359,653 60	1,837 65	20,640 70	22,478 35	43,964 10	338,167 85	382,131 95	449,521 90	786,787 35	1,236,309 25
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.															
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure.....	895,531 56	386,847 24	1,282,378 80	180,336 68	161,631 00	341,967 68	50,697 69	34,794 23	85,491 92	231,034 37	196,425 23	427,459 60	664,497 19	190,422 01	854,919 20
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances.....	258,127,484 83	726,818,682 35	984,946,167 18	15,070,634 98	281,816,484 08	296,887,119 06	1,056,382 40	11,223,292 40	12,279,674 80	16,127,017 38	293,039,776 48	309,166,793 86	242,000,467 45	433,778,905 87	675,779,373 32
RÉCAPITULATION.															
Subventions.....	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	45,297,049 80	962,698,816 84	1,007,995,866 64	2,675,421 48	26,960,372 48	29,635,793 96	47,972,471 28	989,659,189 32	1,037,631,660 60	592,731,133 72	978,347,401 98	1,571,078,535 70
Avances.....	258,127,484 83	726,818,682 35	984,946,167 18	15,070,634 98	281,816,484 08	296,887,119 06	1,056,382 40	11,223,292 40	12,279,674 80	16,127,017 38	293,039,776 48	309,166,793 86	242,000,467 45	433,778,905 87	675,779,373 32
TOTAL GÉNÉRAL.....	898,831,089 83	2,694,825,273 65	3,593,656,363 48	60,367,684 78	1,244,515,300 92	1,304,882,985 70	3,731,803 88	38,183,664 88	41,915,468 76	64,099,488 66	1,282,698,965 80	1,346,798,454 46	834,731,601 17	1,412,126,307 85	2,246,857,909 02

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1904.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c	6,817,909f 34c	27,583,768f 11c	34,401,677f 45c	16,921,995f 62c	42,406,422f 39c	59,328,418f 01c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	"	318,113,293 50	110,545,568 10	"	110,545,568 10	207,567,725 40	"	207,567,725 40	
Compagnie de l'Ouest	308,114,952 42	20,838,191 92	328,953,144 34	123,995,132 84	8,701,662 56	132,696,795 40	184,119,819 58	12,136,529 36	196,256,348 94	
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30	163,678,991 22	7,275,449 88	170,954,441 10	229,164,736 74	11,341,142 46	240,505,879 20	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	238,858 524 55	1,480,377,458 45	504,061,675 56	65,843,521 44	569,905,197 00	737,457,258 34	173,015,003 11	910,472,261 45	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31	79,643,780 46	179,754,550 32	259,398,330 78	110,063,554 98	340,362,297 55	450,425,852 53	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12	48,888,603 08	"	48,888,603 08	85,783,445 04	"	85,783,445 04	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	19,198,250 00	19,198,250 00	"	94,426,750 00	94,426,750 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20	"	382,131 95	382,131 95	"	1,236,309 25	1,236,309 25	
Compagnie de Fives-Lille	"	1,282,378 80	1,282,378 80	"	427,459 60	427,459 60	"	854,919 20	854,919 20	
TOTAL	2,608,710,196 30	984,946,167 18	3,593,656,363 48	1,037,631,660 60	309,166,793 86	1,346,798,454 46	1,571,078,535 70	675,779,373 32	2,246,857,909 02	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1904.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1904 à 1913	29,635,793f 96c	12,279,674f 80c	41,915,468f 76c	10	419,154,687f 60c
1914 à 1949	29,635,793 96	12,194,182 88	41,829,976 84	36	1,505,879,166 24
1950	29,635,793 96	11,837,147 67	41,472,941 63	1	41,472,941 63
1951 à 1954	29,275,751 50	11,284,322 08	40,560,073 58	4	162,240,294 32
1955	25,205,796 10	11,284,322 08	36,490,118 18	1	36,490,118 18
1956	23,465,430 74	11,284,322 08	34,749,752 82	1	34,749,752 82
1957	3,522,910 50	4,353,748 89	7,876,659 39	1	7,876,659 39
1958	3,384,619 26	3,339,379 98	6,723,999 24	1	6,723,999 24
1959	2,789,701 08	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1 262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	"	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	"	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	"	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	"	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	"	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	"	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	78	2,246,857,909 02

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'oje t de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux a rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier.....	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février,.....	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril.....	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet.....	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre.....	2,260,000	113,000
	TOTAUX.....	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv.	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717 567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98c	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1904 figure ci-après, page 119.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391,495f 00c
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030,905 00
TOTAL.....	545,422,400 00

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1904 figure ci-après, page 119.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507,099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1904 figure ci-après, page 119.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0302.2147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1904 figure ci-après, page 119.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1904.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DURÉE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1904 à 1950.....	2,482,302f 73c	47 ans.	116,668,228f 31c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936,880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
TOTAUX.....		56 ans.	125,365,854 03	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1904.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1903.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT l'année 1903.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1904.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1904.
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	482,458f86c	35,097f00c	517,555f86c	11,506,716f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	852,239 43	62,348 00	914,587 43	16,769,202 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	153,455 06	11,181 00	164,636 06	4,868,303 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	175,344 28	13,086 00	188,430 28	5,413,929 00
TOTAUX	40,343,359 63	1,663,497 63	121,712 00	1,785,209 63	38,558,150 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	21,354,625 14	699,753 53	22,054,378 67	25,970,661 03
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	31,096,314 07	1,028,496 80	32,124,810 87	35,045,926 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	8,781,986 34	297,093 70	9,079,080 04	12,395,080 20
Compagnie du Midi	23,560,129 32	9,828,845 82	335,246 70	10,164,092 52	13,396,036 80
TOTAUX	160,230,066 13	71,061,771 37	2,360,590 73	73,422,362 10	86,807,704 03
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	21,837,084 00	734,850 53	22,571,934 53	(A)37,477,377 03
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	31,948,553 50	1,090,844 80	33,039,398 30	(B)51,815,128 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	8,935,441 40	308,274 70	9,243,716 10	(C)17,263,383 20
Compagnie du Midi	29,162,488 60	10,004,190 10	348,332 70	10,352,522 80	(D)18,809,965 80
TOTAUX	200,573,425 76	72,725,269 00	2,482,302 73	75,207,571 73	125,365,854 03

(A) 51 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1904 au 1er juillet 1954.
(B) 47 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1904 au 1er janvier 1951.
(C) 56 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1904 au 1er janvier 1959.
(D) 54 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1904 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 11 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1903.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amortissables productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. o/o) et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du Canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT antérieur à 1903.	AMORTISSEMENT pendant l'année 1903.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1904.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 11. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, au 1er janvier 1902	785,565,019 84	25,565,019 84	26,400,000 00	51,965,019 84	733,600,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1ER JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1		785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	(A) 25,504,544 73	253 1/2	
2	1902	772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c
3		760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	ont été de 1,746,073 14
4	1903	746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5		733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	ce qui ramène à 23,758,471 59
6	1904	720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	le chiffre des payements.
7		706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
8	1905	692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9		678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	
10	1906	664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11		649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12	1907	634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13		619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14	1908	604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15		589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16	1909	573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17		557,400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18	1910	541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19		524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20	1911	508 200,000	16,900,000	7,623,000	24,523,000	338	
21		491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22	1912	474,150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23		456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24	1913	439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25		421,150,000	18,200,000	6,317,250	24,517,250	364	
26	1914	402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27		384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28	1915	365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29		346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30	1916	327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31		307,800,000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32	1917	287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33		267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34	1918	247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557,250	417	
35		226,300,000	21,150,000	3,394,500	24,544,500	423	
36	1919	205,150,000	21,450,000	3,077,250	24,527,250	429	
37		183,700,000	21,800,000	2,755,500	24,555,500	436	
38	1920	161,900,000	22,100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39		139,800,000	22,450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40	1921	117,350,000	22,800,000	1,760,250	24,560,250	456	
41		94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42	1922	71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43		48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44	1923	24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Aucun crédit n'ayant été ouvert, à ce titre, au budget de l'exercice 1903, la somme restant à amortir, au 1er janvier 1904, est de 78,291,609 fr. 71, comme l'indique le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR à 1903.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1903.	TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1904.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 11. — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires . . .	97,193,000 00	18,901,390 29	//	18,901,390 29	78,291,609 71

ANNUITÉ

POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

En conformité de la convention du 2 février 1876, approuvée par la décision du Ministre de la guerre en date du 19 février 1876, il a été inscrit une annuité de 24,250 francs payable pendant trente ans, entre les mains des héritiers de M. Girodon, ex-propriétaire à Lyon, pour les rembourser du prix des terrains cédés à l'État et destinés au service de l'intendance.

Les dépenses afférentes à cette annuité ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort au tableau ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1904.

		SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer		372,800f 00c	354,700f 00c	727,500f 00c
Montant des dépenses effectuées	antérieurement à l'année 1903	286,660 00	343,840 00	630,500 00
	pendant l'année 1903	19,989 00	4,261 00	24,250 00
	TOTAUX	306,649 00	348,101 00	654,750 00
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1904		66,151 00	6,599 00	72,750 00

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. 0/0 de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;

20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;

401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :

(A) 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;

39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;

401

436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;

100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.

1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 456 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées (A).

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

(A) Voir, ci-contre, le compte des actions restituées.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité d'une loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1903 est de 104,423 fr. 78 (A).

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,862,856f 66c	(B) 14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	10,669,223 31	
Amortissement effectué :			
Antérieurement au 1er janvier 1903.....		10,198,263 03	
Pendant l'année 1903.....		93,608 31	
TOTAL.....		10,291,871 34	10,291,871 34
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1904.	Pour les annuités à inscrire.....	3,862,856 66	4,240,208 63
	Pour les annuités inscrites.....	377,351 97	

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1904.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	6,701,627f 40c	24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	17,574,918 72	
Montant des annuités remboursées :			
Antérieurement au 1er janvier 1903.....		16 5,732f 40c	
Pendant l'année 1903.....		126,233 81	(C)
TOTAL.....		17,071,966 21	17,071,966 21
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1904.	Annuités à inscrire.....	6,701,627f 40c	7,204,579f 91c
	Annuités inscrites.....	502,952 51	

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 104,423 fr. 78 cent. ne représente pas une situation définitive. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

(B) Montant des sommes à amortir :

338 actions affectées à des dotations devant faire retour	3,862,856 66
642 actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	7,337,141 94
1 action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1 action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8 actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2 actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2 actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367 actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361 actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités à effectuer pendant l'année 1903 s'élèvent, savoir :

Payements au titre de l'exercice 1903	104,423 78
Payements au titre des exercices clos et périmés	21,810 03
TOTAL	126,233 81

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS D

CANAUX D'ORLÉANS ET D

Situation, au 1er janvier 1904, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

SITUATION AU 1er JANVIER 1904.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les 1,400 actions se répartissaient comme il suit :

1° Actions libres	805
2° Actions affectées à des dotations	556
TOTAL	1,361 (A)
3° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées	39
TOTAL ÉGAL	1,400

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Report des 1,361 actions formant, à l'origine, les deux premiers groupes, ci		805	556
Modifications. — Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1902	213		
2° Pendant l'année 1903	5		
TOTAL	218	218	218
RÉSULTAT		1,023	338
A déduire les actions remboursées par le Trésor		866	"
RESTE		157	338
TOTAL		495	

(A) DÉCOMPOSITION DES 1,361 ACTIONS.

866 actions libres à 660 fr. 91 cent. chacune, actuellement éteintes.
157 annuités inscrites au 1er janvier 1904 à 660 fr. 91 cent. chacune.
295 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent.
43 actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent. dont le payement était momentanément suspendu au 1er janvier 1903.

1,361 actions.

DE RACHAT DES CANAUX.

DU LOING. (Suite.)

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1904.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1903.	1,018	26,442	17,475,782f 22c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
				(B) Voir, pour le développement, le tableau II.
				(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Accroissements pendant l'année 1903.....	5	150	99,136 50	(D) Montant de 158 annuités afférentes à l'année 1903.. ..... 104,423f 78c Montant de 33 annuités afférentes à des exercices clos et périmés... 21,810 03 TOTAL 126,233 81
TOTAL des accroissements en 1903.....	5	150	99,136 50	
TOTAL GÉNÉRAL des accroissements au 1er janvier 1904.	1,023	26,592	(B) 17,574,918 72	
Décroissements antérieurs à l'année 1903.....	865	25,640	(B) 16,945,732 40	
Décroissements pendant l'année 1903.....	1	191	(D) 126,233 81	
TOTAL des décroissements au 1er janvier 1904.....	866	25,831	(B) 17,071,966 21	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1904.....	157	761	(C) 502,952 51	

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1904.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement : de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement : de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité : Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité : Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR : Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR : Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES : Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES : Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR : Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR : Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans.....	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922.285f 00c	13,500	(B) 8,922 285f 00c	//	//
19 ans.....	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans.....	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans.....	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans.....	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	//	//
27 ans.....	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	//	//
23 ans.....	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	//	//
28 ans.....	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	//	//
30 ans.....	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	//	//
27 ans.....	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	//	//
29 ans.....	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	//	//
30 ans.....	1872	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	//	//
30 ans.....	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	//	//
Totaux.....			866	866	572,348 06	21,882	14,462,032 62	21,882	14,462,032 62	//	//
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans.....	1875.	1904.	112	112	74,021f 92c	3,360	2,220.657f 60c	3,248	(A') 2,146.635f 68c	112	74,021f 92c
30 ans.....	1876.	1905.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	56	(B') 37,010 96	4	2,643 64
30 ans.....	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	27	(C') 17,844 57	3	1,982 73
30 ans.....	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	75	(D') 49,568 25	15	9,913 65
30 ans.....	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	46	(E') 30,401 86	14	9,252 74
30 ans.....	1882.	1911.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	44	(F') 29,080 04	16	10,574 56
30 ans.....	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	21	(G') 13,879 11	9	5,948 19
30 ans.....	1884.	1913.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	40	(H') 26,436 40	20	13,218 20
30 ans.....	1885.	1914.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	95	(I') 62,786 45	55	36,350 05
30 ans.....	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	36	(J') 23,792 76	24	15,861 84
30 ans.....	1888.	1917.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	32	(K') 21,149 12	28	18,505 48
30 ans.....	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	30	(L') 19,827 30	30	19,827 30
30 ans.....	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	28	(M') 18,505 48	32	21,149 12
30 ans.....	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	39	(N') 25,775 49	51	33,706 41
30 ans.....	1892.	1921.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	24	(O') 15,861 84	36	23,792 76
30 ans.....	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	60	(P') 39,654 60	120	79,309 20
30 ans.....	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	9	(Q') 5,948 19	21	13,879 11
30 ans.....	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	16	(R') 10,574 56	44	29,080 04
30 ans.....	1897.	1926.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	14	(S') 9,252 74	46	30,401 86
30 ans.....	1901.	1930.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	9	(T') 5,948 19	81	53,533 71
Totaux.....			157	157	103,762 87	4,710	3,112,886 10	3,949	2,609,933 59	761	502,952 51
Récapitulation.											
Opérations terminées.....			866	866	572,348f 06c	21,882	14,462,032f 62c	21,882	14,462,032f 62c	//	//
Opérations en cours de réalisation.			157	157	103,762 87	4,710	3,112,886 10	3,949	2,609,933 59	761	(V') 502,952f 51c
			1,023	1,023	676,110 93	26,592	17,574,918 72	25,831	17,071,966 21	761	502,952 51

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(A') Amortissement afférent à 29 années (1875 à 1903 inclusivement).
(B') Amortissement afférent à 28 années (1876 à 1903 inclusivement).
(C') Amortissement afférent à 27 années (1878 à 1903 inclusivement).
(D') Amortissement afférent à 25 années (1879 à 1903 inclusivement).
(E') Amortissement afférent à 23 années (1881 à 1903 inclusivement).
(F') Amortissement afférent à 22 années (1882 à 1903 inclusivement).
(G') Amortissement afférent à 21 années (1883 à 1903 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 20 années (1884 à 1903 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 19 années (1885 à 1903 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 18 années (1886 à 1903 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 16 années (1888 à 1903 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 15 années (1889 à 1903 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 14 années (1890 à 1903 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 13 années (1891 à 1903 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 12 années (1892 à 1903 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 10 années (1894 à 1903 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 9 années (1895 à 1903 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 8 années (1896 à 1903 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 7 années (1897 à 1903 inclusivement).
(T') Amortissement afférent à 3 années (1901 à 1903 inclusivement).
(V') Pour le développement par années, voir le tableau III.

DU LOING. (Suite.)

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1904.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			OBSERVATIONS.
		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	
1904.....	157	88,670f 13c	15,092f 74c	103,762f 87c	
1905.....	45	18,193 92	11,547 03	29,740 95	
1906.....	43	17,599 82	10,819 31	28,419 13	
1907.....	42	17,642 89	10,115 33	27,758 22	
1908.....	42	18,348 64	9,409 58	27,758 22	
1909.....	39	17,099 82	8,675 67	25,775 49	
1910.....	39	17,783 78	7,991 71	25,775 49	
1911.....	37	17,173 30	7,280 37	24,453 67	
1912.....	35	16,538 43	6,593 42	23,131 85	
1913.....	34	16,539 05	5,931 89	22,470 94	
1914.....	32	15,878 80	5,270 32	21,149 12	
1915.....	27	13,209 37	4,635 20	17,844 57	
1916.....	25	12,415 85	4,106 90	16,522 75	
1917.....	25	12,912 51	3,610 24	16,522 75	
1918.....	23	12,107 20	3,093 73	15,200 93	
1919.....	21	11,269 65	2,609 46	13,879 11	
1920.....	19	10,398 62	2,158 67	12,557 29	
1921.....	16	8,831 82	1,742 74	10,574 56	
1922.....	14	7,863 24	1,389 50	9,252 74	
1923.....	14	8,177 81	1,074 93	9,252 74	
1924.....	8	4,539 42	747 86	5,287 28	
1925.....	7	4,060 09	566 28	4,626 37	
1926.....	5	2,900 66	403 89	3,304 55	
1927.....	3	1,694 85	287 88	1,982 73	
1928.....	3	1,762 65	220 08	1,982 73	
1929.....	3	1,833 15	149 58	1,982 73	
1930.....	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
Totaux...	761	377,351 97	125,600 54	502,952 51	

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE

ET EN RENTES.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE POUR L'ANNÉE 1903.

Ce compte présente la situation des capitaux de cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1903 sont de		16,625,577f 00c
Les remboursements autorisés montent à		23,051,771 20
Dépenses excédant les recettes		6,426,194 20 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1903 s'élevaient à		262,351,524 99 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1904, s'élèvent à la somme totale de		255,925,330 79 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,581 parties.	63,682,174f 93c
Ministère des finances	21,155 parties.	148,656,796 67
Ministère des affaires étrangères	49 parties.	71,000 00
Ministère de l'agriculture	28 parties.	353,000 00
Ministère des colonies	18 parties.	50,545 10
Ministère du commerce	7,244 parties.	17,918,497 68
Ministère de la guerre	351 parties.	796,641 91
Ministère de l'intérieur	74 parties.	157,037 28
Ministère de l'instruction publique	522 parties.	1,791,070 00
Ministère de la marine	60 parties.	695,170 00
Ministère des travaux publics	51 parties.	170,560 17
Agents de change et courtiers	402 parties.	21,545,085 22
Assujettis non classés	4	37,751 83
	52,535	255,925,330 79

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 2,197,470f, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1903, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 262,351,524f 99 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1903, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1903	255,925,330f 79c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	673,532 90
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1904 est de	256,598,863 69

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1904, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1903.		RECETTES DE L'ANNÉE 1903. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1903. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1904.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1903.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	3,000	9,248,909f 54c	464,600f 00c	"	464,600f 00c	458,500f 00c	"	458,500f 00c	3,005	9,255,009f 54c	5	"	6,100f 00c	"	
Greffiers des cours et tribunaux	3,810	8,287,621 05	674,350 00	"	674,350 00	591,950 00	"	591,950 00	3,895	8,370,021 05	85	"	82,400 00	"	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,348	10,851,099 21	691,500 00	"	691,500 00	640,200 00	"	640,200 00	6,378	10,902,399 21	30	"	51,300 00	"	
Notaires	9,328	35,501,445 13	1,558,700 00	"	1,558,700 00	1,925,400 00	"	1,925,400 00	9,302	35,134,745 13	"	26	"	366,700f 00c	
Comptables et préposés divers	2	70,000 00	"	"	"	50,000 00	"	50,000 00	1	20,000 00	"	1	"	50,000 00	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	48	68,800 00	8,300 00	"	8,300	6,100 00	"	6,100 00	49	71,000 00	1	"	2,200 00	"	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.															
Comptables et préposés divers	72	143,037 28	19,500 00	5,500f 00c	25,000 00	5,500 00	5,500f 00c	11,000 00	74	157,037 28	2	"	14,000 00	"	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	7,308	20,658,256 86	795,300 00	"	795,300 00	1,032,048 00	"	1,032,048 00	7,180	20,421,508 86	"	128	"	236,748 00	
Manufactures de l'État	114	601,700 00	33,000 00	"	33,000 00	36,630 00	"	36,630 00	114	598,070 00	"	"	"	3,630 00	
Douanes	668	3,069,768 77	227,200 00	"	227,200 00	447,709 81	"	447,709 81	629	2,849,258 96	"	39	"	220,509 81	
Enregistrement	3,854	27,890,620 36	1,046,100 00	"	1,046,100 00	1,343,941 92	"	1,343,941 92	3,901	27,592,778 44	50	"	"	297,841 92	
Octrois	4,191	3,198,816 95	282,527 00	200 00	282,727 00	281,213 87	200 00	281,413 87	4,010	3,200,130 08	"	181	1,313 13	"	
Percepteurs et receveurs municipaux	5,422	77,276,553 67	2,570,900 00	5,041,600 00	7,612,500 00	6,884,188 80	5,113,900 00	11,998,088 80	5,008	72,890,961 87	"	414	"	4,385,588 80	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	313	21,523,089 39	857,300 00	512,300 00	1,369,600 00	1,644,803 93	435,000 00	2,079,803 93	299	20,812,885 46	"	14	"	710,203 93	
Comptables et préposés divers	12	329,500 00	50,500 00	"	50,500 00	83,800 00	5,000 00	88,800 00	11	291,200 00	"	1	"	38,300 00	
A reporter	44,490	218,719,218 21	9,279,777 00	5,559,600 00	14,839,377 00	15,431,986 33	5,559,600 00	20,991,586 33	43,859	212,567,008 88	173	804	157,313 13	6,309,522 46	

Suite du COMPTE DES CAU TIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1904,* des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1903.		RECETTES DE L'ANNÉE 1903. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1903. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1904.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, des mouvements de l'année 1903.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report	44,490	218,719,218f 21c	9,279,777f 00c	5,559,600f 00c	14,839,377f 00c	15,431,986f 33c	5,559,600f 00c	20,991,586f 33c	43,859	212,567,008f 88c	173	804	157,313f 13c	6,309,522f 46c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	30	366,500 00	1,500 00	"	1,500 00	15,000 00	"	15,000 00	28	353,000 00	"	2	"	13,500 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.															
Comptables et préposés divers	11	46,588 35	"	"	"	2,088 35	"	2,088 35	10	44,500 00	"	1	"	2,088 35	
Postes et télégraphes	7,306	17,710,379 51	1,217,700 00	"	1,217,700 00	1,054,081 83	"	1,054,081 83	7,234	17,873,997 68	"	72	163,618 17	"	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	332	804,676 16	102,400 00	"	102,400 00	110,434 25	"	110,434 25	351	796,641 91	19	"	"	8,034 25	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.															
Comptables et préposés divers	526	1,925,566 00	56,600 00	153,000 00	209,600 00	191,096 00	153,000 00	344,096 00	522	1,791,070 00	"	4	"	134,496 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	62	867,020 00	46,000 00	57,000 00	103,000 00	217,850 00	57,000 00	274,850 00	60	695,170 00	"	2	"	171,850 00	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	19	65,045 10	"	"	"	14,500 00	"	14,500 00	18	50,545 10	"	1	"	14,500 00	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	52	170,694 61	"	"	"	134 44	"	134 44	51	170,560 17	"	1	"	134 44	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	426	21,638,085 22	152,000 00	"	152,000 00	245,000 00	"	245,000 00	402	21,545,085 22	"	24	"	93,000 00	
Assujettis non classés	"	37,751 83	"	"	"	"	"	"	"	37,751 83	"	"	"	"	
	53,254	262,351,524 99 (A)	10,855,977 00	5,769,600 00	16,625,577 00	17,282,171 20	5,769,600 00	23,051,771 20	52,535	255,925,330 79 (1)	192	911	320,931 30	6,747,125 50	(1) Voir page 137.
											719		6,426,194f 20c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1903 (voir année 1902, page 151), à la somme de..... 262,862,043f 49c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite	262,351,524f 99c
Capitaux restant à payer après ordonnancement	510,518 50
TOTAL ÉGAL	262,862,043 49

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

En exécution de la loi du 13 avril 1898 (article 56) un certain nombre de cautionnements ont été réalisés en rentes sur l'État, tant par voie de constitution directe que par voie de transformation ou de substitution.

Le montant de ces cautionnements s'élève au 31 décembre 1903 à 60,573,128 francs, savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère de la justice	1 parties	50,000f	1,500f
Ministère des affaires étrangères	1 —	20,000	600
Ministère des finances	3,502 —	54,521,613	1,623,608
Ministère de l'agriculture	5 —	83,000	3,015
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	914 —	2,993,584	91,921
Ministère de la guerre	196 —	900,856	30,446
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	106 —	1,087,900	33,191
Ministère de l'intérieur et des cultes	13 —	92,775	2,789
Ministère de la marine	57 —	751,400	23,322
Ministère des colonies	4 —	14,000	420
Ministère des travaux publics	4 —	58,000	1,891
	4,803 —	60,573,128	1,812,703

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation au 31 décembre 1903 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1904.		RENTES	
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	1	50,000	1,500	"
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	1	20,000	600	"
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.				
Comptables et préposés divers	13	92,775	2,489	300
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	564	2,157,800	60,054	9,375
Manufactures de l'État	53	307,000	7,417	1,965
Douanes	60	701,200	23,273	990
Enregistrement	689	5,705,120	126,201	47,265
Octrois	23	317,000	9,649	60
Percepteurs et receveurs municipaux	1,872	28,618,593	681,219	204,885
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	234	16,401,900	291,942	149,850
Comptables et préposés divers	7	313,000	5,833	3,630
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	5	83,000	2,040	975
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	2	10,000	300	"
Postes et télégraphes	912	2,983,584	84,376	7,245
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	196	900,856	29,396	1,050
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.				
Comptable et préposés divers	106	1,087,900	29,081	4,110
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	57	751,400	23,307	15
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	4	14,000	300	120
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
Comptables et préposés divers	4	58,000	1,501	390
TOTAUX	4,803	60,573,128	1,380,478	432,225
			1,812,703	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898, 30 mars, 12 juillet 1902 et 26 février 1903.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 644, 647, 650 et 651.

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 666 et 667.

ANNUITÉ À PAYER

POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ

AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

Un marché de gré à gré, après appel à la concurrence, a été passé, le 5 juillet 1893, entre le ministre de la Marine et la Société anonyme d'éclairage électrique du secteur de la place Clichy, pour l'éclairage à l'électricité des différents locaux du Ministère de la marine.

D'après l'article 6, les frais de premier établissement devaient être acquittés par annuités d'un dixième de la valeur de l'installation, payables chaque année avant le 1er avril.

La valeur reconnue de l'installation ayant été de 96,881 fr. 30, l'annuité a été par suite fixée à 9,688 fr. 13.

Montant de la dette.....	96,881f 30c
Amortissement réalisé de 1894 au 1er janvier 1903.	87,193 17
Dette au 1er janvier 1903.....	9,688 13
Amortissement de 1903.....	9,688 13
Dette au 1er janvier 1904.....	//

ANNUITÉS DUES

AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES

POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS

D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ANNUITÉS DUES

AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES

POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS

D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1903 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

(ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1		DATES DES CONVENTIONS, décrets ou décisions ministérielles. 2	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Total des sommes à amortir. 3	Taux de l'intérêt nominal. 4	Nombre d'années de l'amortissement. 5	Montant total des annuités. 6	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES antérieurement au 1er janvier 1903. Capital amorti. 7	Annuités payées. 8	pendant l'année 1903. Capital amorti. 9	Annuités payées. 10	totaux au 1er janvier 1904. Capital amorti. 11	Annuités payées. 12	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904. Capital restant à amortir. 13	Annuités restant à payer. 14	OBSERVATIONS. 15
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Bordeaux....	Faculté de médecine.....	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893).....	250,000 00	4 00	40	505,234 80	27,841 96	113,677 83	3,744 55	12,630 87	31,586 51	126,308 70	218,413 49	378,926 10	Sur ressources de la ville.
Chambéry...	École préparatoire des sciences et des lettres.....	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893).....	72,500 00	4 00	40	146,518 00	9,160 08	36,629 50	1,129 36	3,662 95	10,289 44	40,292 45	62,210 56	106,225 55	Emprunt communal.
Lyon.....	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891).....	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	156,860 58	601,439 40	16,713 86	50,119 95	173,574 44	651,559 35	818,438 56	1,353,238 65	Sur ressources de la ville.
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie.....	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891).....	30,724 96	3 82	35	55,983 90	6,406 87	19,194 48	676 99	1,599 54	7,083 86	20,794 02	23,641 10	35,189 88	Crédit algérien.
Montpellier..	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1890).....	129,963 43	3 82	35	236,805 80	27,100 25	81,190 56	2,863 59	6,765 88	29,963 84	87,956 44	99,999 59	148,849 36	*Idem.*
	Facultés de droit, et des lettres.....	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891).....	78,321 89	3 82	35	142,710 40	16,332 03	48,929 28	1,725 75	4,077 44	18,057 78	53,006 72	60,264 11	89,703 68	*Idem.*
Poitiers.....	Facultés.....	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892).....	430,000 00	4 10	40	878,451 20	59,463 43	241,574 08	6,838 67	21,961 28	66,302 10	263,535 36	363,697 90	614,915 84	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes.....	*Idem*.....	Convention du 10 novembre 1887 (1896)..	100,000 00	3 65	40	190,928 00	8,777 81	33,412 40	1,443 60	4,773 20	10,221 41	38,185 60	89,778 59	152,742 40	*Idem.*
		Totaux.....	2,083,523 28	.....	.....	4,161,430 10	311,943 01	1,176,047 53	35,136 37	105,591 11	347,079 38	1,281,638 64	1,736,443 90	2,879,791 46	

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. CAPITAL TOTAL à amortir. 4	TAUX de l'intérêt nominal annuel. 5	MONTANT de l'annuité. 6	NOMBRE d'années de l'amortissement. 7	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	NOUVEAU taux d'intérêt. 9	MONTANT de la nouvelle annuité. 10	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	MONTANT total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1903. Capital amorti. 13	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1903. Annuités payées. 14	PENDANT L'ANNÉE 1903. Capital amorti. 15	PENDANT L'ANNÉE 1903. Annuités payées. 16	TOTAUX au 31 décembre 1903. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	TOTAUX au 31 décembre 1903. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1903. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1903. Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° LYCÉES DE GARÇONS.																				
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"	"	92,272 00	12,049 91	31,007 58	1,438 43	3,141 75	13,488 34	34,149 33	40,461 66	58,122 67
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	5 50	595 30	30	"	"	"	"	17,859 00	1,651 51	4,167 10	270 09	595 30	1,921 60	4,762 40	9,021 40	13,096 60
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	5 50	9,477 50	39	"	"	"	"	369,622 50	20,835 81	71,081 25	3,206 75	9,477 50	24,042 56	80,558 75	175,957 44	289,063 75
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"	"	763,135 00	135,000 00	344,302 50	10,000 00	21,287 50	145,000 00	365,590 00	255,000 00	397,545 00
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"	"	85,705 87	10,521 14	27,471 27	1,306 35	2,911 73	11,827 49	30,383 00	38,172 51	55,322 87
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"	"	337,753 50	50,154 28	128,938 56	5,451 94	11,600 83	55,606 22	140,539 39	138,893 78	197,214 21
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	4	Annuités variables.	33	205,968 29	17,687 04	72,267 82	1,749 27	5,024 29	19,436 31	77,292 11	80,563 69	128,676 18
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	63,924 55	3,816 82	14,231 87	492 40	1,632 62	4,309 31	15,864 49	28,010 69	48,060 06
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	"	"	"	"	191,708 57	27,151 00	70,982 09	3,183 22	6,531 22	30,334 22	77,513 31	81,265 78	114,195 26
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"	"	777,556 21	52,950 49	210,290 98	6,090 64	19,560 87	59,041 13	229,851 85	323,958 87	547,704 36
Laon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"	"	141,768 80	9,955 93	38,986 42	1,136 46	3,544 22	11,092 39	42,530 64	59,057 61	99,238 16
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	"	"	"	"	42,439 60	4,425 08	15,914 85	398 00	1,060 99	4,823 08	16,975 84	16,176 92	25,463 76
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	"	"	"	"	8,218 00	711 52	2,670 85	71 26	205 45	782 78	2,876 30	3,283 57	5,341 70
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40	"	"	"	"	45,673 20	4,350 37	15,985 62	411 84	1,141 83	4,762 21	17,127 45	17,837 79	28,545 75
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40	"	"	"	"	50,826 80	4,400 54	16,518 71	440 68	1,270 67	4,841 22	17,789 38	20,398 78	33,037 42
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	"	"	"	"	17,299 37	1,853 35	5,070 23	250 87	582 34	2,104 22	5,652 57	7,895 78	11,646 80
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	5 75	1,075 82	35	"	"	"	"	37,653 70	4,399 02	12,909 84	455 33	1,075 82	4,764 35	13,985 66	15,900 86	23,668 04
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40	"	"	"	"	1,970 40	138 36	541 86	15 79	49 26	154 15	591 12	820 85	1,379 28
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	"	"	"	"	65,212 20	6,116 56	17,389 92	948 58	2,173 74	7,365 14	19,563 66	31,108 25	45,648 54
Nimes	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	"	"	"	"	632,691 25	45,367 20	152,140 25	6,342 17	18,134 00	51,779 37	170,274 25	288,220 63	462,417 00
reporter			2,089,392 95								3,949,258 81	413,745 93	1,252,869 57	43,730 16	111,001 93	457,476 09	1,363,871 50	1,631,916 86	2,585,387 31

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.
Report.....	.....	.....	2,089,392 95	»	»	»	.....	»
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893	1er septembre 1894.....	29,788 64	3 775	1,449 69	40	.....	»
Reims.....	Loi de finances du 27 février 1887	1er janvier 1887.....	7,000 00	4 00	353 66	40	.....	»
Idem.....	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889.....	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	.....	»
Idem.....	Loi de finances du 27 février 1887	1er janvier 1890.....	1,410 00	4 00	71 23	40	.....	»
Rochefort.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887.....	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	.....	»
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889	16 août 1888.....	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	.....	»
La Roche-sur-Yon.....	Loi de finances du 28 avril 1893	25 février 1892.....	16,000 00	4 10	931 75	30	.....	»
Rouen.....	Loi de finances du 30 mars 1888	1er janvier 1888.....	275,000 00	4 00	13,893 96	40	.....	»
Saint-Étienne.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887.....	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75
Saint-Omer.....	Loi de finances du 26 déc. 1890..	25 février 1893.....	100,000 00	4 10	5,107 28	40	.....	»
Saint-Quentin.....	Loi de finances du 27 février 1887	1er janvier 1893.....	3,910 37	4 00	228 24	30	.....	»
Toulon.....	*Idem*.....	1er janvier 1891.....	3,467 33	4 00	175 18	40	.....	»
Troyes.....	Loi de finances du 8 août 1885...	1er janvier 1888.....	10,313 00	4 00	521 05	40	.....	»
Totaux.....	.....	.....	4,310,749 34	»	»	»	.....	»

scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

L'ÉTAT. Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1903. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1903. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1903. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1903. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1903. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1903. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1903. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Dépenses restant à effectuer au 31 décembre 1903. Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
»	»	3,919,258 81	413,715 93	1,252,869 57	43,730 16	111,001 93	457,476 09	1,363,871 50	1,631,916 86	2,585,387 31
»	»	57,987 60	3,001 11	11,597 52	441 16	1,449 69	3,445 27	13,047 21	26,343 37	44,940 39
»	»	14,116 40	1,475 01	5,301 90	132 67	353 66	1,607 71	5,658 56	5,392 29	8,457 84
»	»	393,102 50	114,333 24	219,119 83	8,166 66	13,262 67	122,499 90	232,382 50	122,500 10	160,720 00
»	»	2,849 20	222 95	854 76	23 75	71 23	246 70	925 99	30	1,923 21
»	»	108,336 05	11,000 00	43,333 90	1,000 00	2,741 05	12,000 00	46,174 95	38,750 00	62,161 10
»	»	225,327 70	18,750 00	78,525 05	1,750 00	5,538 70	20,500 00	84,064 75	84,750 00	141,262 95
»	»	27,952 50	3,356 74	9,317 50	418 02	931 78	3,784 76	10,249 28	12,215 24	17,703 22
»	»	555,758 40	52,936 00	191,513 41	5,011 59	13,893 96	57,947 59	208,409 40	217,052 61	347,349 00
65,863 76	34 ans et 6 mois.	2,612,286 90	261,184 63	932,761 02	24,380 67	65,863 76	285,565 30	998,624 78	1,087,871 75	1,613,662 12
»	»	202,263 01	10,831 92	43,937 33	1,466 28	5,107 28	12,298 20	49,044 61	87,701 80	153,218 40
»	»	6,847 20	743 60	2,054 16	99 00	228 24	842 60	2,282 40	3,067 77	4,564 80
»	»	7,007 20	492 11	1,926 98	56 18	175 18	548 29	2,102 16	2,919 04	4,905 04
»	»	20,842 00	1,985 21	7,291 70	187 94	521 05	2,173 15	7,815 75	8,139 85	13,026 25
»	»	8,183,965 47	894,071 48	2,863,515 66	83,863 88	221,110 18	980,935 36	3,021,653 84	3,329,813 98	5,159,311 63

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.								
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	"	"
Albi	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	102,800 00	3 70	Annuités variables.	30	"	"
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	20,000 00	4 00	1,010 47	40	"	"
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	19,000 00	4 30	1,133 24	30	"	"
Castres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	"	"
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	"
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	"	"
Guéret	Loi de finances du 26 décembre 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	"	"
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	"	"
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	"	"
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	"	"
Moulins	Lois de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888	445,509 00	4,450 48	23,943 94	40	"	"
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	"	
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	"	"
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	*Idem*	19,362 39	4 00	978 23	40	"	"
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	"	"
Tournon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	"	"
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	*Idem.*	30	"	"
		TOTAUX	1,372,225 49					

MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1903. — Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1903. — Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 31 décembre 1903. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1903. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
fr. c.	"	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	14,504 80	981 58	3,988 82	112 91	362 62	1,094 49	4,351 44	6,005 51	10,153 36
"	"	169,734 22	12,374 06	32,078 83	2,094 07	4,788 29 Annuité réduite de 1,6% pour garantie.	14,468 13	36,867 12	88,331 87	132,867 10
"	"	40,418 80	2,227 35	9,094 23	299 56	1,010 47	2,526 91	10,104 70	17,473 09	30,314 10
"	"	33,253 26	4,899 32	12,854 94	532 54	1,133 24	5,431 86	13,988 18	13,568 14	19,265 08
"	"	155,818 95	8,397 52	34,484 95	1,133 55	3,914 00	9,531 07	38,398 95	67,963 93	117,420 00
Annuités variables.	35	513,164 71	37,428 29	152,514 00	3,953 69	12,546 38	41,381 98	165,060 38	211,918 02	348,104 33
"	"	202,005 20	13,670 27	55,551 43	1,572 39	5,050 13	15,242 66	60,601 56	83,638 34	141,403 64
"	"	17,345 23	2,104 22	5,698 19	261 27	582 35	2,365 49	6,280 54	7,634 51	11,064 69
"	"	34,154 00	2,672 33	10,246 20	284 75	853 85	2,957 08	11,100 05	13,942 92	23,053 95
"	"	3,384 80	211 61	846 20	26 08	84 62	237 69	930 82	1,437 31	2,453 98
"	"	72,955 20	5,708 27	21,886 56	608 22	1,823 88	6,316 49	23,710 44	29,783 51	49,244 76
"	"	909,155 40	78,802 24	286,612 96	7,708 44	23,943 94	86,510 68	310,556 90	358,998 32	598,598 50
"	"	22,808 66	2,767 02	7,493 06	343 57	765 78	3,110 59	8,258 84	10,039 41	14,549 82
"	"	31,320 40	2,450 63	9,396 12	261 12	783 01	2,711 75	10,179 13	12,786 35	21,141 27
"	"	39,129 20	3,061 64	11,738 76	326 22	978 23	3,387 86	12,716 99	15,974 53	26,412 21
"	"	236,753 20	20,498 04	76,944 79	2,052 76	5,918 83	22,550 80	82,863 62	94,599 20	153,889 58
"	"	84,158 77	6,979 26	28,551 59	712 17	1,892 60	7,691 43	30,444 19	35,608 57	53,714 58
"	"	138,180 00	25,250 00	68,945 00	2,500 00	4,738 75	27,750 00	73,683 75	47,250 00	64,496 25
.....	.....	2,718,244 80	230,483 65	828,926 63	24,783 31	71,170 97	255,266 96	900,097 60	1,116,958 53	1,818,147 20

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1903. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1903. Annuités payées.	Pendant l'année 1903. Capital amorti.	Pendant l'année 1903. Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1903. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1903. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1903. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	»	»	»	»	18,999 00	2,572 47	6,966 30	295 88	633 30	2,868 35	7,599 60	8,006 65	11,399 40
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	»	»	»	»	203,284 52	13,825 18	55,173 70	1,590 23	5,107 28	15,415 41	60,280 98	84,584 59	143,003 84
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	»	»	»	»	246,538 07	18,550 89	48,090 95	3,502 37	8,268 63	22,053 26	56,359 58	127,946 74	190,178 49
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885.	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	»	»	»	»	172,689 20	16,448 64	60,441 22	1,557 17	4,317 23	18,005 81	64,758 45	67,444 19	107,930 75
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	»	»	»	»	35,106 55	4,266 33	11,492 35	529 73	1,180 71	4,796 06	12,673 06	15,478 94	22,433 49
Falaise	Loi du 20 juin 1885.	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	»	»	»	»	36,212 10	4,829 08	13,881 30	545 52	1,207 07	5,374 60	15,088 37	14,625 40	21,123 73
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	*Idem*	33,328 73	4 40	2,011 57	30	»	»	»	»	59,553 93	8,496 97	23,345 67	929 09	2,011 57	9,426 06	25,357 24	23,902 67	34,196 69
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 25 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	29,909 97	75,915 32	2,730 88	4,707 42	32,640 85	80,622 74	47,359 15	61,196 46
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	»	»	»	»	8,083 60	445 47	1,818 81	59 91	202 09	505 38	2,020 90	3,494 62	6,062 70
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	»	»	»	»	10,482 30	1,419 29	3,843 51	163 24	349 41	1,582 53	4,192 92	4,417 47	6,289 38
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	»	»	»	»	61,287 20	3,036 22	13,023 53	431 03	1,532 18	3,467 25	14,555 71	26,532 75	46,731 49
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	»	»	»	»	7,678 80	924 89	2,559 60	114 84	255 96	1,039 73	2,815 56	3,355 67	4,863 24
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885.	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	»	»	»	»	5,551 24	582 36	1,705 64	72 20	174 80	654 65	1,880 44	2,445 35	3,670 80
Meaux	*Idem*	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables.	21	283,231 23	52,387 31	136,008 84	5,545 84	9,441 80	57,933 15	145,450 64	105,766 85	137,780 59
Idem	*Idem*	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	*Idem*	26	49,181 25	6,798 96	16,627 54	782 94	1,584 47	7,581 90	18,212 01	22,118 10	30,969 24
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	»	»	»	»	25,829 76	3,548 27	9,232 88	408 14	873 52	3,956 41	10,106 40	11,043 59	15,723 36
Nyons	Loi du 20 juin 1885.	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	»	»	»	»	21,290 80	1,680 93	6,919 27	171 34	532 55	1,852 27	7,451 82	8,247 73	13,838 98
Pézenas	Lois de finances des 29 décembre 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	»	»	»	»	58,369 36	4,960 67	16,328 61	615 93	1,681 63	5,576 60	18,010 24	25,529 70	40,359 12
Remiremont	Loi du 20 juin 1885.	*Idem*	9,500 00	4 10	553 23	30	»	»	»	»	16,166 99	2,247 22	5,655 62	258 48	553 23	2,505 70	6,208 85	6,994 30	9,958 14
Riom	Loi du 20 juin 1885.	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	»	»	»	»	61,234 40	5,832 57	21,432 04	552 16	1,530 86	6,384 73	22,962 90	23,915 27	38,271 50
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,832 07	4 00	547 78	40	»	»	»	»	21,911 20	1,207 46	4,930 02	162 40	547 78	1,369 86	5,477 80	9,472 21	16,433 40
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	»	»	»	»	86,294 86	9,857 90	26,783 57	1,276 25	2,902 99	11,134 15	29,686 56	38,715 85	56,608 30
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	»	»	»	»	17,522 40	3,294 07	8,177 12	311 84	584 08	3,605 91	8,761 20	6,494 09	8,761 20
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	»	»	»	»	30,960 00	3,992 33	11,352 00	463 27	1,032 00	4,455 60	12,384 00	12,744 40	18,576 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	»	»	»	»	97,445 50	4,958 92	18,719 10	735 11	2,460 20	5,692 03	21,179 30	44,307 97	76,226 20
TOTAUX			974,822 50								1,776,723 76	206,074 37	600,424 51	23,803 88	53,672 76	229,878 25	654,097 27	744,944 25	1,122,626 49

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons			4,310,749 34	»	»	»	»	»	»	»	8,183,965 47	894,071 48	2,803,513 66	86,863 88	221,140 18	980,935 36	3,024,653 84	3,329,813 98	5,159,311 63
Lycées et collèges de jeunes filles			1,372,225 49	»	»	»	»	»	»	»	2,718,244 80	230,483 65	828,926 63	24,783 31	71,170 97	255,266 96	900,097 60	1,116,958 53	1,818,147 20
Collèges de garçons			974,822 50	»	»	»	»	»	»	»	1,776,723 76	206,074 37	600,424 51	23,803 88	53,672 76	229,878 25	654,097 27	744,944 25	1,122,626 49
ENSEMBLE			6,657,797 33								12,678,934 03	1,330,629 50	4,232,864 80	135,451 07	345,983 91	1,466,080 57	4,578,848 71	5,191,716 76	8,100,085 32

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT. (1)	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté. (2)	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1903. (3)	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1903. (4)	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1903. (5)	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1903. (6)	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1903. (7)	OBSERVATIONS. (8)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	24,589 98	1,457 06	7,631 90	751 26	16,206 82	22,040 60	(A) Les chiffres qui figurent dans les colonnes 3 et 7 du présent état ne sont pas la reproduction de ceux portés dans la colonne 7 du tableau de la dette au 31 décembre 1902, inséré au compte général des finances de 1902 (2e vol., pages 174 et 175). La différence qui existe entre ces chiffres provient de ce qu'une réduction de 94 fr. 08 a été opérée sur le montant des annuités (col. 3), par suite de la conversion de deux emprunts scolaires. Ces emprunts ayant encore 20 années à courir, le total des annuités (col. 7) se trouve réduit de 94 fr. 08 × 20 = 1,881 fr. 60.
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	21,961 75	2,159 22	47,244 78	65,532 11	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	8,820 01	867 85	19,039 14	26,360 20	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	764,766 50	81,230 74	2,018,977 01	2,869,015 12	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	2,037 04	210 64	4,876 04	6,883 90	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	8,185 08	802 96	17,595 66	24,254 79	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	18,188 07	1,740 19	36,538 24	49,727 19	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	1,981 06	200 55	4,622 39	6,403 18	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	108,968 61	11,876 28	325,478 54	474,109 89	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	3,042 20	364 29	10,313 51	14,892 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	2,858 28	273 04	5,759 56	7,773 30	
— 4 10 —	11,493,812 16	668,541 86	2,427,953 47	300,065 48	8,765,793 21	12,717,800 53	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	3,558 93	526 34	17,559 73	26,324 34	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	305,351 91	30,303 69	682,280 81	936,904 70	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	89,826 65	7,761 01	127,412 34	162,506 00	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	5,576 87	539 95	11,751 98	15,807 52	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	2,983 39	274 40	5,442 21	7,181 56	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	4,217 35	377 66	7,149 99	9,344 44	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	153,857 14	20,514 51	625,182 72	905,955 55	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	115,486 99	11,438 60	249,321 80	337,264 79	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	36,729 42	3,745 24	82,936 51	111,788 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	10,707 56	1,260 98	33,820 46	46,965 08	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	3,728 83	466 88	12,774 29	17,878 20	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	30,451 93	4,266 05	99,080 48	134,361 64	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	3,180 75	329 86	7,829 39	10,513 14	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	3,745 41	471 37	13,398 62	18,632 25	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	41,035 89	4,281 56	96,875 33	129,098 67	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	17,849 31	1,550 86	24,549 83	30,370 50	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	1,970 20	232 42	5,637 38	7,526 05	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	4,306 04	373 83	5,902 13	7,285 49	
— 3 35 —	47,486 72	2,568 96	12,877 62	1,420 60	33,188 50	44,269 44	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	4,653 28	522 69	11,624 03	15,167 79	
— 3 25 —	40,202 60	2,242 10	9,452 23	1,252 75	29,497 62	38,830 99	
— 3 15 —	9,610 00	495 98	2,402 13	272 59	6,935 28	9,175 63	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	10,970 33	1,311 94	33,112 83	43,829 45	
TOTAUX	18,241,061 57	(A) 1,062,977 88	4,251,314 13	494,038 28	13,495,709 16	(A) 19,351,774 71	
				18,241,061 57			

ANNUITÉ POUR REMBOURSEMENT
À LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE
DE L'AVANCE RELATIVE À L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE
DESTINÉ AU SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

La loi du 28 juin 1901 a autorisé le prélèvement sur le fonds de dotation de la Caisse nationale d'épargne d'une somme de 1,367,250 francs, en vue:

1° De l'acquisition de l'immeuble situé à Paris, rue de Grenelle, n° 107, et cité Martignac, n° 5;

2° De la surélévation de deux étages à l'hôtel à acquérir et de l'aménagement de l'immeuble en bureaux.

Aux termes de l'article 2 de la loi précitée, cette somme, toujours remboursable par anticipation, doit être amortie dans un délai maximum de treize années à partir du 28 juin 1901. L'avance ayant été consentie sans intérêts, l'annuité à servir est de $\frac{1,367,250}{13} = 105,174$ fr.

Le versement réellement effectué par la Caisse nationale d'épargne en 1901 ne s'est élevé qu'à la somme de 1,160,857 fr. 68. L'achèvement des travaux devant être poursuivi au moyen de crédits budgétaires, il ne sera plus opéré de nouveau prélèvement.

La situation du compte est donc la suivante:

Montant de la dette		1,160,857f 68c
Amortissement réalisé en 1902	105,174f 00c	
Amortissement réalisé en 1903	105,174 00	
TOTAL	210,348 00	210,348 00
Dette au 1er janvier 1904		950,509 68

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT

DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS,

LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE,

POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES,

DES CANAUX ET DES PORTS.

ANNUITÉ DE REMBOURSEMENT
POUR AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

Le Ministre des Travaux publics a été autorisé, en vertu de diverses lois, à accepter des départements, villes, chambres de commerce, etc., des avances destinées à activer l'exécution d'un certain nombre d'entreprises d'amélioration de rivières, canaux et ports maritimes.

Les deux seules avances restant à rembourser partiellement et applicables aux ports de Calais et de Rouen, donnent lieu à des intérêts calculés au taux de 4 p. o/o, sur les sommes restant à amortir. L'amortissement sera terminé en 1906.

Le tableau suivant indique la situation de l'amortissement de ces avances au 1er janvier 1904.

DÉSIGNATION des PORTS.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES REMBOURSÉES			SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1904.	OBSERVATIONS.
				ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1903.	PENDANT l'année 1903 sur les crédits budgétaires	TOTAL.		
			francs.	francs.	francs.	francs	francs.	
Port de Calais.....	Chambre de commerce de Calais.	1er sept. 1884.	8,450,000	6,140,153	543,946	6,684,099	1,765,901	
Port de Rouen	Chambre de commerce de Rouen.	11 mars 1885.	6,333,333	3,742,880	595,934	4,338,814	1,994,519	
Totaux			14,783,333	9,883,033	1,139,880	11,022,913	3,760,420	

REMBOURSEMENT

DES AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION

DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Une loi du 3 mars 1900 a autorisé le Ministre des Travaux publics à accepter de la Chambre de commerce de Nantes une somme, sans intérêts, de 2,200,000 francs, destinée à activer l'exécution des travaux d'agrandissement de la gare de Nantes-État.

Cette somme devait être versée au Trésor par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins de l'entreprise.

Le remboursement en sera effectué au moyen des crédits inscrits au budget du Ministère des Travaux publics, en quatre payements échelonnés du 1er avril 1902 au 1er avril 1905.

Les versements de la Chambre de commerce de Nantes, au cours des années 1900 et 1901, ont été les suivants :

9 octobre 1900		100,000f 00c
7 novembre 1900		400,000 00
7 février 1901		500,000 00
3 mai 1901		500,000 00
7 août 1901		500,000 00
11 novembre 1901		200,000 00
Ils ont ainsi atteint le montant intégral de l'avance		2,200,000 00
L'État a remboursé, savoir :		
Sur le budget de 1902	600,000f 00c	1,200,000 00
Sur le budget de 1903	600,000 00	
La dette au 1er janvier 1904 est ainsi réduite à		1,000,000 00

ANNUITÉS À PAYER

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

1° CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883

2° CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE DE L'OUEST.

Subvention pour la construction des lignes de Beuzeville à Lillebonne, Motteville à Saint-Valéry, Châteaubriant à Redon, Plouaret à Lannion, Barentin à Duclair et à Caudebec, Sottevast à Coutances.

Cette subvention, convertie en annuités, avait été fixée à 30 millions de francs par la convention du 31 décembre 1875 (loi du même jour), puis réduite à 29,872,857 francs par la convention du 10 mars 1880 (loi du 15 juin 1881). Ces chiffres s'appliquaient non seulement aux lignes ci-dessus, mais encore à un prolongement de Lillebonne à Port-Jérôme, dont l'établissement a été ajourné. La subvention a été dès lors ramenée à 29,129,953 fr. 86. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).

Avance en travaux pour la suppression des passages à niveau.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 8 mai 1886 (loi du 16 mai 1886) et s'élève à 5,623,106 fr. 77. Les annuités ne sont pas fixées définitivement.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu des dites conventions.

Les annuités échues en 1903 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1902 par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1903 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1901 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 911,006,000 francs, déduction faite de 150,857,500 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la Convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1904.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX DE L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
1° — *Subventions payables en annuités.*				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,129,953f 86c	1,437,563f 22c	4f 74c	Convention du 31 décembre 1875 et loi du même jour; convention du 10 mars 1880 et loi du 15 juin 1881. — Amortissement du 1er juin 1883 au 1er décembre 1951. L'annuité est payable par termes semestriels le 1er juin et le 1er décembre.
2° — *Avances remboursables en annuités.*				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	15,028 200 00	596,700 00	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (Matériel roulant, outillage, mobilier, etc.).....	"	"	"	Annuité passée à la Dette inscrite à partir du 1er janvier 1903.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).				
Suppression des passages à niveau.....	5,623,106 77	242,036 38	Divers.	Convention du 8 mai 1886 et loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1965 (époque moyenne).
TOTAL pour les avances.....	20,651,306 77	838,736 38		
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par la loi du 20 novembre 1883, à reporter.....	49,781,260 63	2,276,299 60		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES et lignes de chemins de fer.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.		TAUX DE L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883...	49,781,260f 63c	2,276,299f 60c			
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE DE L'EST.					
Lignes diverses.....	184,519,800 00	7,857,400 00	(b)	Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE DE L'OUEST.					
Lignes diverses.....	186,579,700 00	7,683,300 00	(b)	Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.					
Lignes diverses.....	217,337,000 00	8,596,200 00	(b)	Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.					
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses.....	345,014,700 00	13,843,000 00	(b)	Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A déduire.....	(a)150,857,500 00	6,000,000 00		3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — Reste.....	194,157,200 00	7,843,000 00			
COMPAGNIE DU MIDI.					
Lignes diverses.....	128,412,300 00	5,117,700 00	(b)	Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL.....	911,006,000 00	37,097,600 00			
TOTAL GÉNÉRAL des annuités au 1er janvier 1903.	960,787,260 63	39,373,899 60			

(a) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(b) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1904.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1903.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1904.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
1° Subventions payables en annuités.															
COMPAGNIES DE L'OUEST.															
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,129,953f 86c	70,061,908f 32c	99,191,862f 18c	2,022,355f 45c	26,728,908f 95c	28,751,264f 40c	152,663f 06c	1,284,900f 16c	1,437,563f 22c	2,175,018f 51c	28,013,809f 11c	30,188,827f 62c	26,954,935f 35c	42,048,099f 21c	69,003,034f 56c
2° Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.).....	15,028,200 00	19,338,600 00	34,366 800 00	134,200 00	712,800 00	847,000 00	81,400 00	418,600 00	500,000 00	215,600 00	1,131,400 00	1,347,000 00	14,812,600 00	18,207,200 00	33,019,800 00
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).															
Suppression des passages à niveau	5,623,106 77	10,613,553 06	16,236,659 83	257,370 37	2,909,324 94	3,166,695 31	27,406 93	214,629 45	242,036 38	284,777 30	3,123,954 39	3,408,731 69	5,338,329 47	7,489,598 67	12,827,928 14
TOTAUX pour les avances.....	20,651,306 77	29 952,153 06	50,603,459 83	391,570 37	3,622,124 94	4,013,695 31	108,806 93	633,229 45	742,036 38	500,377 30	4,255,354 39	4,755,731 69	20,150,929 47	25,696,798 67	45,847,728 14
TOTAUX pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883. (A reporter.)...	49,781,260 63	100,014,061 38	149,795,322 01	2,413,925 82	30,351,033 89	32,764,959 71	261,469 99	1,918,129 61	2,179,599 60	2,675,395 81	32,269,163 50	34,944,559 31	47,105,864 82	67,744,897 88	114,850 762 70

Suite de L'ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1904.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1903.			PENDANT L'ANNÉE 1903.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1904.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1904.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Report pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.....	49,781,260f 63c	100,014,061f 38c	149,795,322f 01c	2,413,925f 82c	30,351,033f 89c	32,764,959f 71c	261,469f 99c	1,918,129f 61c	2,179,599f 60c	2,675,395f 81c	32,269,163f 50c	34,944,559f 31c	47,105,864f 82c	67,744,897f 88c	114,850,762f 70c
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses.....	184,519,800 00	319,317,800 00	503,837,600 00	10,287,900 00	84,979,100 00	95,267,000 00	1,243,100 00	6,327,300 00	7,570,400 00	11,531,000 00	91,306,400 00	102,837,400 00	172,988,800 00	228,011,400 00	401,000,200 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Lignes diverses.....	186,579,700 00	316,191,000 00	502,770,700 00	9,510,800 00	78,494,700 00	88,005,500 00	1,161,000 00	5,873,700 00	7,034,700 00	10,671,800 00	84,368,400 00	95,040,200 00	175,907,900 00	231,822,600 00	407,730,500 00
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses.....	217,337,000 00	301,071,100 00	518,408,100 00	6,750,800 00	54,837,400 00	61,588,200 00	1,192,000 00	6,963,300 00	8,155,300 00	7,942,800 00	61,800,700 00	69,743,500 00	209,394,200 00	239,270,400 00	448,664,600 00
COMPAGNIE P.-L.-M. — Lignes diverses.....	345,014,700 00	557,644,600 00	902,659,300 00	13,856,400 00	113,592,400 00	127,448,800 00	2,128,000 00	11,903,300 00	14,031,300 00	15,984,400 00	125,495,700 00	141,480,100 00	329,030,300 00	432,148,900 00	761,179,200 00
COMPAGNIE P.-L.-M. — À déduire.....	150,857,500 00	221,142,500 00	372,000,000 00	2,852,010 00	33,147,990 00	36,000,000 00	538,600 00	5,461,400 00	6,000,000 00	3,390,610 00	38,609,390 00	42,000,000 00	147,466,890 00	182,533,110 00	330,000,000 00
COMPAGNIE P.-L.-M. — Reste.....	194,157,200 00	336,502,100 00	530,659,300 00	11,004,390 00	80,444,410 00	91,448,800 00	1,589,400 00	6,441,900 00	8,031,300 00	12,593,790 00	86,886,310 00	99,480,100 00	181,563,410 00	249,615,790 00	431,179 200 00
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses.....	128,412,300 00	180,158,300 00	308,570,600 00	3,002,300 00	23,925,900 00	26,928,200 00	662,200 00	4,143,200 00	4,805,400 00	3,664,500 00	28,069,100 00	31,733,600 00	124,747,800 00	152,089,200 00	276,837,000 00
Totaux pour les Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883..	911,006,000 00	1,453,240,300 00	2,364,246,300 00	40,556,190 00	322,681 510 00	363,237,700 00	5,847,700 00	29,749,400 00	35,597,100 00	46,403,890 00	352,430 910 00	398,834,800 00	864,602,110 00	1,100,809,390 00	1,965,411,500 00
Total général des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1903...	960,787,260 63	1,553,254,361 38	2,514,041,622 01	42,970,115 82	353,032,543 89	396,002,659 71	6,109,169 99	31,667,529 61	37,776,699 60	49,079,285 81	384,700,073 50	433,779,359 31	911,707,974 82	1,168,554,287 88	2,080,262,262 70

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1903

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1903.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII[e] siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1[er] janvier 1903 (voir page 190 du Compte de 1902), à une partie, pour..... 79[of]

Pendant l'année 1903, les rentes viagères ont été réduites :

1° Par suite d'extinctions définitives résultant de décès notifiés, de..... //

2° Par suite de décès présumés, de..... //

TOTAL des réductions..... //

La situation au 1[er] janvier 1904 est donc, d'une partie, pour..... 79o

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR

POUR L'ANNÉE 1903

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Le présent compte fait connaître les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds du budget, les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés et leur situation, les nouvelles pensions liquidées et inscrites, et enfin celles qui ont été éteintes pour cause de décès ou de rejet.

Ces renseignements sont contenus dans trois tableaux (A, B et C). Le compte comprend en outre trois tableaux statistiques sur les pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 (D, E et F) et un tableau statistique (G) sur les allocations supplémentaires.

TABLEAU A.

Le tableau A présente le compte du montant général des crédits alloués pour l'inscription des pensions de toutes natures depuis 1817 et le compte du montant des pensions inscrites au 1er janvier 1904, par imputation sur ces crédits. Il reproduit donc l'ensemble des opérations qui ont été effectuées sous le régime consacré par la loi du 25 mars 1817.

On remarquera tout d'abord que l'inscription des pensions de diverses natures dépend de dispositions législatives spéciales à chacune d'elles :

I. Le crédit d'inscription des *pensions militaires de la Guerre, de la Marine et du Service colonial* est ouvert annuellement par la loi de finances ;

II. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1853* est formé chaque année du produit des extinctions réalisées au cours de l'année précédente et, s'il y a lieu, des suppléments de crédit alloués par les Chambres par application de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853.

Pour ces natures de pensions, le tableau fait ressortir le montant des inscriptions effectuées sur les crédits de chaque exercice par suite de nouvelles concessions ainsi que les soldes non utilisés des crédits de chaque exercice ;

III. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1790* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion disponible de ce crédit qui peut être utilisée chaque année pour des inscriptions nouvelles est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions en payement et le chiffre du crédit initial de 3 millions de francs ;

IV. Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions de l'ancienne pairie, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Le tableau fait ressortir la portion du crédit qui n'a pas été employée à l'origine.

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.*

Pour ces natures de pensions, on a admis que le crédit d'inscription est égal au montant des pensions en payement.

Iʳᵉ Partie du tableau. — *Situation des crédits.*

Les crédits ouverts depuis 1817 pour l'inscription des pensions de toutes natures, déduction faite des crédits disponibles annulés par les lois de règlement de comptes, s'élevaient, au 1ᵉʳ janvier 1903, à la somme de..... 592,590,931ᶠ 31ᶜ

(Voir le compte de 1902, page 186.)

Les mouvements que ces crédits ont éprouvés pendant l'année 1903 sont les suivants :

1° Crédits ouverts par l'article 106 de la loi de finances du 31 mars 1903 pour l'inscription des pensions militaires de la guerre.....	6,370,000ᶠ 00ᶜ	
2° Crédit ouvert par l'article 107 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires de la marine.....	2,300,000 00	13,714,500 00
3° Crédit ouvert par l'article 108 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires du service colonial.....	200,000 00	
4° Crédit ouvert par l'art. 1ᵉʳ du décret du 24 mars 1903 pour l'inscription des pensions civiles (1853).....	4,844,500 00	
5° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 2 juillet 1903 et afférent à l'exercice 1895.....	332 00	1,200,332 00
6° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 5 juillet 1903 et afférent à l'exercice 1903.....	1,200,000 00	
Total.....		607,505,763 31

A déduire :

Les réductions effectuées en 1903 pour cause d'extinctions sur les crédits d'inscription des pensions de donataires dépossédés, indemnités viagères aux employés de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.....	20,125ᶠ 00ᶜ	
Les annulations de crédits résultant de la loi du 4 mai 1903 (Règlement définitif du budget de l'exercice 1897), savoir :		668,663 00
Crédits d'inscription des pensions militaires de la marine.....	412,311 00	
Crédits d'inscription des pensions militaires des colonies.....	59,371 00	648,538 00
Crédits d'inscription des pensions civiles (1853).....	176,856 00	
Reste pour le montant des crédits à rapprocher du résultat des mouvements que les pensions de toute nature ont présentés pendant l'année 1903 et qui sont expliqués ci-après.....		606,837,100 30

(Voir présent compte, dernière colonne de la récapitulation du tableau A.)

IIe Partie du tableau. — *Situation des inscriptions.*

Les pensions inscrites antérieurement au 1er janvier 1903 par imputation sur les crédits d'inscription ouverts depuis 1817, déduction non faite des pensions rayées pour cause de décès ou de rejet, s'élevaient à..... 583,279,317f 45c

(Voir le compte de 1902, page 199.)

Les pensions inscrites au cours de l'année 1903, par imputation sur les crédits d'inscription ouverts annuellement (*nouvelles concessions des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial, et des pensions civiles 1853, ou réversions, en ce qui concerne les pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction*) s'élèvent à..... 16,734,667 00

Total..... 600,013,984f 45c

A déduire :

1° Le montant des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial et des pensions civiles 1853, annulées pour cause de nouvelles liquidations et, par suite, faisant retour aux crédits d'inscriptions afférents à ces natures de pensions;

2° Le montant des pensions rejetées pour cause de décès ou pour motifs divers en ce qui concerne les natures de pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction ; 225,272 96

3° Le montant des annulations de pensions civiles 1790 dont le crédit initial d'inscription est permanent.

Le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier 1904 s'élève donc à..... 599,788,711 49

et fait ressortir avec le total général des crédits d'inscription ouverts depuis 1817 (voir 1re partie du tableau)..... 606,837,100 31

une différence de..... 7,048,388 82

qui représente le montant des crédits d'inscription non utilisés sur les différentes natures de pensions (voir avant-dernière colonne de la récapitulation du tableau).

TABLEAU B.

Le tableau B fait ressortir la situation, par nature, des pensions en payement au 1er janvier 1903, les modifications qui y ont été apportées par les opérations effectuées au cours de l'année (accroissements et décroissements), et la situation définitive, en fin d'année, au 1er janvier 1904.

Les pensions de toutes natures représentant les charges du Trésor s'élevaient au 1er janvier 1903, à..... 227,161,934f 86c

(Voir compte de 1902, page 200.)

A ajouter :

1° L'augmentation qui résulte des inscriptions dont il a été rendu compte dans le tableau précédent..... 16,734,667 00

2° L'augmentation qui résulte des inscriptions effectuées par suite d'opérations

A reporter..... 243,896,601 86

Report.....	243,896,601f 86c
d'ordre (rétablissements sur la demande des ayants droit des pensions rejetées par application de l'article 30 de la loi de 1853, réunions ou divisions de parts de pensions entre orphelins d'un premier lit et veuves en secondes noces, réversions de pensions au profit des veuves pour les natures de pensions ayant donné lieu à un crédit d'inscription initial) (1).....	127,571 00
TOTAL.....	244,024,172 86
A DÉDUIRE :	
Le montant général des pensions de toutes natures rejetées pour tous motifs.....	12,444,146 27
La situation définitive, représentant les charges du Trésor au 1er janvier 1904, est donc de.....	231,580,026 59

TABLEAU C.

Le tableau C fait connaître le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1904.

Il y a lieu, en effet, de déduire de la situation définitive établie dans le tableau précédent une somme de 447,532 fr. 52 dont le payement est momentanément suspendu par application des dispositions prohibitives de cumul spéciales à chaque nature de pensions.

Le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1904 s'élève à..... 231,132,494f 07c

réparti entre 259,254 parties prenantes.

Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère.

Il y a lieu d'y ajouter :

I. La somme de 790 francs, montant des rentes viagères d'ancienne origine, dont il est rendu compte page 178 du présent compte.

II. La somme de 4,803,384 francs représentant le montant des allocations supplémentaires inscrites au 1er décembre 1903, et dont il est rendu compte ci-après dans le tableau G.

III. Les traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1903 pour une somme de 10,918,212 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

IV. La somme de 4,600,000 francs inscrite au budget de 1903 pour le service des suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves.

V. La somme de 550 francs, inscrite au budget de 1903, pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.

VI. La somme de 3,000 francs, inscrite au budget de 1903, pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.

(1) Voir l'énumération faisant l'objet du 4e paragraphe des observations précédentes, relatives au tableau A.

COMPTE DES PENSIONS

Tableau A. *Situation, au 1er janvier 1904, des crédits accordés*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1903.	PENDANT L'ANNÉE 1903. Augmentations.	PENDANT L'ANNÉE 1903. Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1904.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.
PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.					
Crédits ouverts	Diverses lois	279,000 00	"	"	279,000 00
PENSIONS DE L'ANCIENNE PAIRIE.					
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que la loi a fixées.)	Loi du 28 mai 1829	150,000 00	"	"	150,000 00
PENSIONS CIVILES. (Loi de 1790 et lois spéciales.)					
Crédit permanent de 3 millions de francs	Loi du 25 mars 1817 (*art. 30*) Loi du 15 mai 1818 (*art. 17*)	3.000.000 00	"	"	3,000,000 00
PENSIONS À TITRE DE RÉCOMPENSE NATIONALE.					
Pensions de juillet 1830. — Juin 1832. — Novembre 1834. — Juin 1834 et juin 1848	Diverses lois	1,510,900 00	"	"	1,510,900 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État (2 décembre 1851)	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882	8,310,000 00	"	"	8,310,000 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	Loi du 18 avril 1888	200,000 00	"	"	200,000 00
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.					
Crédits antérieurs à 1893	Diverses lois	274,410,313 60	"	"	274,410,313 60
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1897	Loi du 26 mars 1897	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00
Crédit de 1900	Loi du 13 avril 1900	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00
Crédit de 1901	Loi du 25 février 1901	6,350,000 00	"	"	6,350,000 00
Crédit de 1902	Lois des 30 mars 1902 et 6 décembre 1902	7,514,000 00	"	"	7,514,000 00
Crédit de 1903	Loi du 31 mars 1903	"	6,370,000	"	6,370,000 00
		328,974,313 60	6,370,000	"	335,344,313 60
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE ET DES COLONIES.					
Crédits antérieurs à 1893	Diverses lois	17,093,774 00	"	"	17,093,774 00
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	2,591,756 00	"	"	2,591,756 00
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	2,160,865 00	"	"	2,160,865 00
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	2,120,505 00	"	"	2,120,505 00
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	2,529,789 00	"	"	2,529,789 00
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	2,850,000 00	"	(a) 471,682	2,378,318 00
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00
Crédit de 1900	Loi du 13 avril 1900	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00
Crédit de 1901	Loi du 25 février 1901	2,500,000 00	"	"	2,500,000 00
Crédit de 1902	Loi du 30 mars 1902	"	2,500,000	"	2,500,000 00
Crédit de 1903	Loi du 31 mars 1903				
		42,896,689 00	2,500,000	471,682	44,925,007 00
PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES SARDES.					
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que les lois ont fixées.)	Diverses lois	8,596 37	"	"	8,596 37
PENSIONS DES DONATAIRES DÉPOSSÉDÉS.					
Crédit indéterminé. (Les nouvelles concessions résultent de réversibilités dont les conditions sont réglées par la loi.)	Loi du 26 juillet 1821	183,255 00	"	19,000	164,255 00

INSCRITES AU TRÉSOR.

et employés pour l'inscription des pensions.

SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS pendant l'année 1903. Pensions inscrites.	OPÉRATIONS pendant l'année 1903. Pensions annulées.	PENSIONS IMPUTÉES sur les crédits au 1er janvier 1904.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1904.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
279,000 00	"	"	279,000 00	"	
150,000 00	"	"	150,000 00	"	
574,885 14	8,033 00	68,803 96	514,114 18	2,485,885 82	
1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	
8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	
199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	
274,410,313 60	"	"	274,410,313 60	"	
4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,299,410 00	"	"	5,299,410 00	590 00	
5,300,000 00	"	"	5,300,000 00	"	
5,296,400 00	"	"	5,296,400 00	3,600 00	
6,350,000 00	"	"	6,350,000 00	"	
6,982,750 00	549,869 00	19,269 00	7,513,350 00	650 00	
"	6,443,778 00	74,586 00	6,369,192 00	808 00	
328,438,873 60	6,993,647 00	93,855 00	335,338,665 60	5,648 00	
17,093,774 00	"	"	17,093,774 00	"	
2,591,756 00	"	"	2,591,756 00	"	
2,160,865 00	"	"	2,160,865 00	"	
2,120,505 00	"	"	2,120,505 00	"	
2,529,789 00	"	"	2,529,789 00	"	
2,378,318 00	"	"	2,378,318 00	"	
2,550,466 00	"	"	2,550,466 00	299,534 00	
2,770,374 00	"	"	2,770,374 00	79,626 00	
2,573,657 00	"	"	2,573,657 00	276,343 00	
2,153,738 00	"	"	2,153,738 00	346,262 00	
2,474,051 00	25,371 00	3,733 00	2,495,689 00	4,311 00	
"	2,507,860 00	11,211 00	2,496,649 00	3,351 00	
41,397,293 00	2,533,231 00	14,944 00	43,915,580 00	1,009,427 00	
8,596 37	"	"	8,596 37	"	
183,255 00	2,000 00	21,000 00	164,255 00	"	

(a) Crédit annulé par la loi du 4 mai 1903 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1897.

Suite du tableau A.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1904, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1903.	PENDANT L'ANNÉE 1903. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1904.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS pendant l'année 1903. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS imputées sur les crédits au 1er janvier 1904.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1904.	PENSIONS INSCRITES en 1903, au titre des exercices clos.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS CIVILES. (Loi du 9 juin 1853.)												
Crédits antérieurs à 1893	Divers lois et décrets	138,991,305 34	"	"	138,991,305 34	138,991,305 34	"	"	138,991,305 34	"	"	
Crédit de 1893	Décrets du 28 février 1893, du 23 août 1894 et du 21 mars 1897	4,477,747 00	"	"	4,477,747 00	4,477,747 00	"	"	4,477,747 00	"	"	
Crédit de 1894	Décret du 14 février 1894, loi du 20 mars 1894, décret du 21 mars 1897 et loi du 27 février 1900	8,178,569 00	"	"	8,178,569 00	8,178,569 00	"	"	8,178,569 00	"	"	
Crédit de 1895	Décrets du 6 mars 1895, du 21 mars 1897, du 1er mars 1899 et loi du 2 juillet 1903	4,041,488 00	332	"	4,041,820 00	4,041 488 00	332 00	"	4,041,820 00	"	"	
Crédit de 1896	Décret du 7 mars 1896, loi du 13 juill. 1896, décret du 21 mars 1897, loi du 5 juill. 1902	6,135,635 00	"	"	6,135,635 00	6,135,635 00	"	"	6,135,635 00	"	"	
Crédit de 1897	Décr. du 21 mars 1897, lois des 8 avril et 13 juillet 1897	7,680,000 00	"	(A) 176,856	7,503,144 00	7,502,877 00	1,160 00	893 00	7,503,144 00	"	"	(A) Loi du 4 mai 1903 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1897 sous réserve de l'application de l'article 2 du décret du 8 août 1892.
Crédit de 1898	Décret du 20 mars 1898 et lois des 19 avril et 3 déc. 1898	5,820,000 00	"	"	5,820,000 00	5,784,996 00	976 00	"	5,785,972 00	34,028 00	976 00	
Crédit de 1899	Décret du 1er mars 1899, lois des 30 mars et 5 déc. 1899 et déc. des 25 juill. et 27 oct. 1900	6,992,802 00	"	"	6,992,802 00	6,935,478 00	10,425 00	5,693 00	6,940,210 00	52,592 00	4,732 00	
Crédit de 1900	Décret du 1er mars 1900, loi du 3 juillet 1900 et décrets des 2 juin et 13 décembre 1901	8,104,300 00	"	"	8,104,300 00	8,023,082 00	17,586 00	7,306 00	8,033,362 00	70,938 00	10,280 00	
Crédit de 1901	Décret du 12 mars 1901 et loi du 6 juillet 1901	7,444,005 00	"	"	7,444,005 00	7,266,218 00	50,118 00	"	7,316,336 00	127,669 00	50,118 00	
Crédit de 1902	Décret du 6 mars 1902 et loi du 1er août 1902	7,487,104 00	"	"	7,487,104 00	3,307,845 00	3,977,386 00	9,953 00	7,275,278 00	211,826 00	185,571 00	
Crédit de 1903	Décret du 24 mars 1903	"	4,844,500	"	6,044,500 00	"	3,138,073 00	"	3,138.073 00	2,906,427 00	"	
	Loi du 5 juillet 1903	"	1,200,000	"								
		205,352,955 34	6,044,832	176,856	211,220,931 34	200,645,240 34	7,196,056 00	23,845 00	207,817,451 34	3,403,480 00	251,677 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884	1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Ancienne liste civile et domaine privé. Crédit indéterminé	Loi du 8 juillet 1852 et décret du 13 juin 1853	2,765 00	"	575	2,190 00	2,765 00	"	575 00	2,190 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont de-Milan. — Crédit indéterminé.	Décret du 18 décembre 1861	189,300 00	"	550	188,750 00	189,300 00	1,700 00	2,250 00	188,750 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. — Crédit indéterminé	Lois des 27 juin 1885 et 30 mars 1888 et décret du 4 mai 1888	33,157 00	"	"	33,157 00	33,157 00	"	"	33,157 00	"	"	
RÉCAPITULATION DU TABLEAU A.												
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire		279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	"	
Pensions de l'ancienne pairie		150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	"	
Pensions civiles. (Lois de 1790 et lois spéciales.)		3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	574,885 14	8,033 00	68,803 96	514,114 18	2,485,885 82	"	
Pensions à titre de récompense nationale		1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	"	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851		8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	"	
Pensions viag. aux survivants des blessés de fév. 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins		200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	"	
Pensions militaires de la guerre		328,974,313 60	6,370,000	"	335,344,313 60	328,438,873 60	6,993,647 00	93,855 00	335,338,665 60	5,648 00	"	
Pensions militaires de la marine		42,896,689 00	2,500,000	471,682	44,925,007 00	41,397,293 00	2,533,231 00	14,944 00	43,915,580 00	1,009,427 00	"	
Pensions ecclésiastiques sardes		8,596 37	"	"	8,596 37	8,596 37	"	"	8,596 37	"	"	
Pensions de donataires dépossédés		183,255 00	"	19,000	164,255 00	183,255 00	2,000 00	21,000 00	164,255 00	"	"	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		205,352,955 34	6,044,832	176,856	211,220,931 34	200,645,240 34	7,196,056 00	23,845 00	207,817,451 34	3,403,480 00	251,677 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature		1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe		2,765 00	"	575	2,190 00	2,765 00	"	575 00	2,190 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan		189,300 00	"	550	188,750 00	189,300 00	1,700 00	2,250 00	188,750 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique		33,157 00	"	"	33,157 00	33,157 00	"	"	33,157 00	"	"	
TOTAUX		592,590,931 31	14,914,832	668,663	606,837,100 31	583,279,317 45	16,734,667 00	225,272 96	599,788,711 49	7,048,388 82	251,677 00	

Tableau B. *Situation, au 1er janvier 1904, des pensions de toutes natures inscrites.*

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1903.	OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE 1903. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION au 1er janvier 1904.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	170,283 16	"	"	"	1,142 84	169,140 32
Pensions des grands fonctionnaires de l'empire	69,000 00	"	"	"	"	69,000 00
Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	574,885 14	8,033 00	"	8,033 00	68,803 96	514,114 18
Pensions à titre de récompense nationale	31,625 00	"	"	"	2,900 00	28,725 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	3,364,037 00	"	39,809 00	39,809 00	253,170 00	3,150,676 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	92,430 00	"	"	"	6,850 00	85,580 00
Pensions militaires de la guerre (*a*)	100 663,458 72	6,993,647 00	24,903 00	7,018,550 00	4,583,284 00	103,098,724 72
Pensions militaires de la marine (*b*)	38,569,412 00	2,533,231 00	22,525 00	2,555,756 00	2,226,430 00	38,898,738 00
Pensions ecclésiastiques sardes	8,596 37	"	"	"	"	8,596 37
Pensions de donataires dépossédés	183,255 00	2,000 00	"	2,000 00	21,000 00	164,255 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	82,558,896 47	7,196,056 00	34,783 00	7,230,839 00	5,245,829 47	84,543,906 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	650,834 00	"	5,551 00	5,551 00	31,911 00	624,474 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2,765 00	"	"	"	575 00	2,190 00
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	189,300 00	1,700 00	"	1,700 00	2,250 00	188,750 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	33,157 00	"	"	"	"	33,157 00
TOTAUX	227,161,934 86	16,734,667 00	127,571 00	16,862,238 00	12,444,146 27	231,580,026 59
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	82,141,240 89	5,911,073 00	3,075 00	5,914,148 00	3,803,413 00	84,251,975 89
Veuves et orphelins	18,522,217 83	1,082,574 00	21,828 00	1,104,402 00	779,871 00	18,846,748 83
TOTAUX (*a*)	100,663,458 72	6,993,647 00	24,903 00	7,018,550 00	4,583,284 00	103,098,724 72
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	29,309,261 00	1,944,520 00	4,012 00	1,948,532 00	1,803,539 00	29,454,254 00
Veuves et orphelins	9,260,151 00	588,711 00	18,513 00	607,224 00	422,891 00	9,444,484 00
TOTAUX (*b*)	38,569,412 00	2,533,231 00	22,525 00	2,555,756 00	2,226,430 00	38,898,738 00

NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1903.	MOUVEMENTS pendant l'année 1903. Accroissements	Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1904.
169	"	2	167
10	"	"	10
603	14	49	568
73	"	6	67
15,732	341	843	15,230
195	"	12	183
103,090	6,295	4,559	104,826
41,497	2,631	2,283	41,845
17	"	"	17
426	7	57	376
94,735	7,108	5,980	95,863
421	9	22	408
12	"	4	8
199	8	11	196
14	"	"	14
257,193	16,413	13,828	259,778
77,485	4,984	3,351	79,118
25,605	1,311	1,208	25,708
103,090	6,295	4,559	104,826
25,002	1,590	1,388	25,204
16,495	1,041	895	16,641
41,497	2,631	2,283	41,845

MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.		MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.		OBSERVATIONS.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.				
"		Décès notifiés	1,142f 85c	
Pensions des grands fonctionnaires.				
"		"		
Pensions civiles 1790.				
Nouvelles concessions	8,033 00	Décès notifiés	62,168 96	
		Décès présumés	6,635 00	68,803 96
Pensions à titre de récompense nationale.				
"		Décès notifiés	1,700 00	
		Décès présumés	1,200 00	2,900 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.				
Nouvelles concessions	39,650 00	Décès notifiés	230,498 00	
Rétablissements	159 00	Décès présumés	22,472 00	253,170 00
	39,809 00	Rejet pour motifs divers	200 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.				
"		Décès notifiés	3,450 00	
		Décès présumés	3,100 00	6,850 00
Pensions militaires de la guerre.				
Nouvelles concessions	5,911,073 00	Décès notifiés	3,619,607 00	
Rétablissements	3,075 00	Décès présumés	107,727 00	3,803,413 00
	5,914,148 00	Nouvelles liquidations	76,079 00	
Pensions de veuves de militaires de la guerre.				
Nouvelles concessions	1,082,574 00	Décès notifiés	643,964 00	
Rétablissements	1,456 00	Décès présumés	24,386 00	
Réunions	15,980 00	Expiration de droit	96,538 00	
	1,104,402 00	Réunions	7,782 00	779,871 00
Divisions	4,392 00	Divisions	4,392 00	
		Nouvelles liquidations	2,809 00	
Pensions militaires de la marine.				
Nouvelles concessions	1,944,520 00	Décès notifiés	1,525,943 00	
Rétablissements	3,012 00	Décès présumés	23,845 00	
	1,948,532 00	Rejets pour motifs divers	238,679 00	1,803,539 00
		Nouvelles liquidations	15,072 00	
Pensions de veuves de militaires de la marine.				
Nouvelles concessions	588,711 00	Décès notifiés	328,355 00	
Rétablissements	375 00	Décès présumés	6,019 00	
Réunions	15,915 00	Expiration de droit	72,886 00	
	607,224 00	Réunions	8,651 00	422,891 00
Divisions	2,223 00	Divisions	2,223 00	
		Rejets pour motifs divers	2,953 00	
		Nouvelles liquidations	1,804 00	
Pensions ecclésiastiques sardes.				
"		"		
Pensions de donataires dépossédés.				
Rétablissements	1,250 00	Décès notifiés	14,808 00	
Réunions	750 00	Décès présumés	5,650 00	
	2,000 00	Réunions	376 00	21,000 00
		Divisions	166 00	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)				
Nouvelles concessions	7,196,056 00	Décès notifiés	4,999,160 47	
Rétablissements	12,716 00	Décès présumés	135,007 00	
Réunions	21,960 00	Expiration de droit	66,454 00	
	7,230,839 00	Réunions	13,396 00	5,245,829 47
Divisions	107 00	Divisions	1,003 00	
		Rejets pour motifs divers	100 00	
		Nouvelles liquidations	30,709 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.				
Nouvelles concessions	5,551 00	Décès notifiés		31,911 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe.				
"		Décès notifiés		575 00
Anciens dotataires du Mont-de-Milan.				
Rétablissements	200 00	Décès notifiés		2,250 00
Réversions	1,500 00			
	1,700 00			
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.				
"		"		
TOTAL	16,862,238 00	TOTAL	12,444,146 27	

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1904.

Tableau C.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1904.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		RESTE EN PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	167	169,140f 32c	1	571f 42c	166	168,568f 90c
Pensions civiles (1790) (A)	568	514,114 18	9	4,787 00	559	509,327 18
Pensions de donataires dépossédés	376	164,255 00	9	1,707 00	367	162,548 00
Pensions militaires de la guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats	79,118	84,251,975 89	304	233,407 02	78,814	84,018,568 87
Pensions militaires de la guerre. — Veuves et orphelins	25,708	18,846,748 83	2	4,800 00	25,706	18,841,948 83
Pensions militaires de la marine. — Officiers, sous-officiers et soldats	25,204	29,454,254 00	45	43,313 08	25,159	29,410,940 92
Pensions militaires de la marine. — Veuves et orphelins	16,641	9,444,484 00	9	2,804 00	16,632	9,441,680 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	8	2,190 00	"	"	8	2,190 00
Pensions à titre de récompense nationale	67	28,725 00	"	"	67	28,725 00
Pensions civiles (1853)	95,863	84,543,906 00	137	146,943 00	95,726	84,396,963 00
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	10	69,000 00	"	"	10	69,000 00
Pensions ecclésiastiques	17	8,596 37	"	"	17	8,596 37
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	196	188,750 00	1	200 00	195	188,550 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	15,230	3,150,676 00	5	1,500 00	15,225	3,149,176 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	408	624,474 00	"	"	408	624,474 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	14	33,157 00	2	7,500 00	12	25,657 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	183	85,580 00	"	"	183	85,580 00
TOTAUX	259,778	231,580,026 59	524	447,532 52	259,254	231,132,494 07

(A) Lois des 19 frimaire an VII et 17 août 1835; décret du 3 septembre 1806; loi du 25 mars 1817, lois des 4 septembre 1835, 15 juin 1836, 25 juin 1839, 29 juin 1848, 9 août 1848, 12 février 1855; lois des 18 mai 1858; loi du 31 mars 1859; loi du 20 avril 1859; sénatus-consulte du 12 juin 1860; lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 15 juin 1872; lois des 3 août 1875, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881; lois des 11 mai et 2 août 1883; loi du 14 novembre 1886; lois des 29 avril 1889, 10 mars 1891, 29 décembre 1894, 27 novembre 1897, 8 juillet 1899, 12 janvier 1900, 1er août 1902, 7 février 1903 et concession par application de l'art. 32 de la loi du 9 juin 1853.

COMPTE SPÉCIAL

DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1903, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires compris dans la liquidation et

Tableau D.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN. Ans.	Mois.	DURÉE MOYENNE des services. Ans.	Mois.	QUOTITÉ moyenne des pensions.
				francs.					fr. c.
Justice et cultes	Divers		58	178,762	66	2	34	6	3,082 10
	Juges de paix		21	27,442	72	10	31	10	1,306 76
	Cultes		"	"	"	"	"	"	"
Affaires étrangères			10	69,322	62	3	34	1	6,932 20
Intérieur	Divers		19	31,601	59	5	26	1	1,663 21
	Prisons	Service sédentaire	5	8,070	57	4	30	10	1,614 00
		Service actif	47	32,506	55	"	28	11	691 61
	Algérie	Service sédentaire	17	30,629	59	11	32	4	1,801 70
		Service actif	48	43,203	53	"	30	7	900 06
	Administration centrale	Divers	27	102,620	60	5	32	5	3,800 74
		Percepteurs	97	292,788	61	7	34	1	3,018 43
	Contributions directes	Service sédentaire	7	28,000	63	9	43	9	4,000 00
		Service actif	17	54,885	58	10	35	8	3,228 52
	Enregistrement		42	123,489	61	4	38	2	2,940 21
	Douanes	Service sédentaire	21	50,340	60	6	39	7	2,397 14
		Service actif. Ancienne liquidation.	"	"	"	"	"	"	"
		Service actif. Nouvelle liquidation.	860	765,582	50	3	27	10	890 21
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	60	168,872	62	6	38	9	2,814 53
		Service actif	193	298,503	55	"	31	8	1,546 64
	Manufactures de l'État	Service sédentaire	7	28,565	61	9	39	3	4,080 71
		Service actif	7	8,059	50	"	24	2	1,151 28
	Caisse des Dépôts		6	12,345	58	6	33	5	2,057 50
	Cour des Comptes		2	8,500	64	4	34	6	4,250 00
	Monnaies		1	4,000	63	"	37	10	4,000 00
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	"	"	"	"	"	"	"
		Service actif	"	"	"	"	"	"	"
	Dernière Liste civile		"	"	"	"	"	"	"
Guerre	Divers		20	34,197	61	6	28	11	1,709 85
	Poudres et salpêtres		12	14,026	58	6	29	7	1,168 83
	Caserniers		13	2,626	68	7	17	6	202 00
Marine			7	27,131	56	2	35	2	3,875 85
Colonies			23	37,126	63	6	33	6	1,614 17
Instruction publique	Instituteurs		1,223	1,479,915	57	5	33	3	1,210 06
	Divers		156	418,349	60	10	35	6	2,681 72
	Beaux-Arts		23	24,244	62	3	30	2	1,054 08
Agriculture	Divers		11	24,492	62	11	30	2	2,226 00
	Haras		26	17,695	53	3	29	"	680 57
	Forêts	Service sédentaire	3	14,000	62	5	43	2	4,666 66
		Service actif. Ancienne liquidation.	"	"	"	"	"	"	"
		Service actif. Nouvelle liquidation.	94	110,438	56	10	29	8	1,174 87
Commerce et industrie	Commerce		25	41,768	62	9	36	2	1,670 72
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	295	521,540	61	8	35	"	1,767 93
		Service actif	661	482,831	57	3	31	1	730 45
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		17	83,717	64	"	41	"	4,924 52
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		97	212,441	62	"	40	9	2,190 11
	Divers		75	46,050	66	2	34	9	614 00
TOTAUX ET MOYENNES			4,353	5,960,669	57	2	32	1	1,369 32
MOYENNES GÉNÉRALES		Service sédentaire	1,165	2,653,026	62	4	35	3	2,277 27
		Service actif	3,188	3,307,643	55	3	31	"	1,037 52

au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services la quotité moyenne des pensions.

Tableau D.

VEUVES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN. Ans.	Mois.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	ORPHELINS. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN. Ans.	Mois.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ moyenne des pensions.
	francs.			fr. c.		francs.			fr. c.		francs.	fr. c.
43	38,375	58	11	892 44	3	1,057	13	1	352 33	104	218,194	2,098 01
20	7,352	61	1	367 60	1	126	18	5	126 00	42	34,920	831 42
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
6	7,331	57	5	1,221 83	1	416	7	1	416 00	17	77,069	4,533 47
20	10,769	62	4	538 45	"	"	"	"	"	39	42,370	1,086 41
4	2,724	58	2	681 00	"	"	"	"	"	9	10,794	1,199 33
30	6,429	61	9	214 30	1	75	15	5	75 00	78	39,010	500 12
14	7,535	51	9	538 21	"	"	"	"	"	31	38,164	1,231 09
23	8,834	43	10	384 08	3	851	12	1	283 66	74	52,888	714 70
28	28,547	60	"	1,019 53	4	2,035	15	7	508 75	59	133,202	2,257 64
100	74,939	58	4	749 39	5	1,860	12	7	372 00	202	369,587	1,829 63
4	5,368	69	2	1,342 00	"	"	"	"	"	11	33,368	3,033 45
11	10,006	52	6	909 63	"	"	"	"	"	28	64,891	2,317 53
52	42,851	55	3	824 05	5	4,098	17	3	819 60	99	170,438	1,721 59
51	27,211	57	6	533 54	4	1,044	15	1	261 00	76	78,595	1,034 14
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
416	190,402	57	10	457 69	33	13,567	13	3	411 12	1,309	969,551	740 68
45	37,621	59	4	836 02	3	2,594	17	10	864 66	108	209,037	1,935 99
132	55,505	53	10	420 49	3	623	5	"	207 66	328	354,631	1,081 19
6	4,480	58	8	746 66	1	386	13	5	386 00	14	33,431	2,387 92
2	788	56	6	394 00	"	"	"	"	"	9	8,847	983 00
7	4,037	57	10	576 71	"	"	"	"	"	13	16,382	1,260 15
4	6,330	57	1	1,582 50	"	"	"	"	"	6	14,830	2,471 66
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	4,000	4,000 00
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10	4,466	55	4	446 60	2	1,235	6	8	617 50	32	39,898	1,246 81
4	957	56	9	239 25	"	"	"	"	"	16	14,983	936 43
12	1,469	58	10	122 41	"	"	"	"	"	25	4,095	163 80
5	7,031	57	3	1,406 20	"	"	"	"	"	12	34,162	2,846 83
27	12,496	45	11	462 81	5	1,500	17	10	300 00	55	51,122	929 49
482	172,379	58	9	357 63	57	17,523	15	9	307 42	1,762	1,669,817	947 68
107	91,803	58	7	857 97	4	2,583	15	2	645 75	267	512,735	1,920 35
22	6,770	60	1	307 72	"	"	"	"	"	45	31,014	689 20
7	3,442	58	5	491 71	"	"	"	"	"	18	27,934	1,551 88
9	2,056	52	8	228 44	1	188	10	4	188 00	36	19,939	553 86
4	5,240	61	8	1,310 00	"	"	"	"	"	7	19,240	2,748 57
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
74	36,491	58	10	493 12	6	1,580	15	3	263 33	174	148,509	853 50
14	9,310	63	10	665 00	"	"	"	"	"	39	51,078	1,309 69
127	80,834	56	9	636 48	7	4,345	13	6	620 71	429	606,719	1,414 26
436	93,147	57	9	213 36	24	4,341	14	11	180 87	1,121	580,319	517 67
11	14,307	56	7	1,300 63	1	1,623	10	11	1,623 00	29	99,647	3,436 10
73	39,307	54	"	538 45	2	436	19	3	218 00	172	252,184	1,466 18
61	11,903	61	5	196 60	2	369	16	3	184 50	138	58,412	423 27
2,503	1,170,932	57	7	467 81	178	64,455	14	5	362 10	7,034	7,196,056	1,023 03
884	593,938	57	7	671 87	50	25,707	14	10	514 14	2,099	3,272,671	1,559 15
1,619	576,994	57	7	356 38	128	38,748	14	4	302 71	4,935	3,923,385	795 01

Tableau E. *RÉCAPITULATION, par Ministère et par Service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1904.* **Tableau E.**

MINISTÈRES ET SERVICES.			PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.		PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.		TOTAUX PAR SERVICES.		TOTAUX PAR MINISTÈRES.		OBSERVATIONS.
			PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	
				fr. c.		francs.		fr. c.		fr. c.	
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854			40	15,926 00	//	//	40	15,926 00	40	15,926 00	
Justice et cultes	Divers		567	1,736,145 00	794	793,508	1,361	2,529,653 00	1,881	2,898,956 00	
	Juges de paix		186	217,605 00	317	125,255	503	342,860 00			
	Cultes		11	19,403 00	6	7,040	17	26,443 00			
Affaires étrangères			206	1,172,564 00	191	324,031	397	1,496,595 00	397	1,496,595 00	
Intérieur	Divers		378	697,947 00	298	178,653	676	876,600 00	3,005	2,430,827 00	
	Prisons	Service sédentaire	723	564,874 00	532	142,698	1,792	979,951 00			
		Service actif	337	228,229 00	200	44,150					
	Algérie	Service sédentaire	196	343,919 00	205	114,277	537	574,276 00			
		Service actif	85	98,519 00	51	17,561					
	Administration centrale	Divers	349	1,242,603 00	338	401,951	3,574	6,238,144 00			
		Percepteurs	1,369	3,565,655 00	1,518	1,027,935					
	Contributions directes	Service sédentaire	239	666,521 00	253	209,066	546	996,488 00			
		Service actif	34	103,992 00	20	16,909					
	Enregistrement		834	2,189,994 00	915	770,082	1,749	2,960,076 00			
	Douanes	Service sédentaire	735	1,256,160 00	935	475,275	21,161	14,061,371 00			
		Service actif — Ancienne liquidation	3,090	1,767,515 00	3,713	686,043					
		Service actif — Nouvelle liquidation	9,580	8,648,090 00	3,108	1,228,288					
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	771	2,125,828 00	896	627,172	6,071	6,814,750 00	33,844	32,264,220 00	
		Service actif	2,338	3,226,878 00	2,066	834,872					
	Manufactures de l'État	Service sédentaire	164	385,892 00	132	97,065	343	531,678 00			
		Service actif	30	42,442 00	17	6,279					
	Caisse des dépôts		68	172,729 00	42	29,298	110	202,027 00			
	Cour des comptes		35	148,063 00	62	87,902	97	235,965 00			
	Monnaies		10	25,325 00	13	9,251	23	34,576 00			
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	41	73,033 00	56	28,685	158	181,093 00			
		Service actif	47	70,681 00	14	8,694					
	Dernière liste civile		3	4,476 00	9	3,576	12	8,052 00			
Guerre	Divers		370	577,646 00	333	171,636	703	749,282 00	1,114	843,172 00	
	Poudres et salpêtres		39	36,466 00	24	5,840	63	42,306 00			
	Caserniers		174	33,832 00	174	17,752	348	51,584 00			
Marine			119	311,248 00	80	82,587	199	393,835 00	199	393,835 00	
Colonies			335	391,069 00	607	226,049	942	617,118 00	942	617,118 00	
Instruction publique et beaux-arts	Instituteurs		16,163	15,049,061 00	7,041	2,028,469	23,204	17,077,530 00	27,330	23,981,757 00	
	Divers		1,969	5,085,627 00	1,661	1,425,449	3,630	6,511,076 00			
	Beaux-Arts		281	316,342 00	215	76,809	496	393,151 00			
Agriculture	Divers		257	318,690 00	213	86,748	470	405,438 00			
	Haras. — Service actif		90	54,894 00	44	8,757	134	63,651 00			
	Forêts	Service sédentaire	196	564,625 00	200	159,452			4,039	3,077,014 00	
		Service actif — Ancienne liquidation	490	212,273 00	620	88,391	3,435	2,607,925 00			
		Service actif — Nouvelle liquidation	1,352	1,332,747 00	577	250,437					
Commerce et industrie	Commerce		193	308,771 00	180	85,841	373	394,612 00	18,605	12,470,362 00	
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	3,722	5,415,970 00	1,750	859,251	18,232	12,075,750 00			
		Service actif	7,823	4,904,454 00	4,937	896,075					
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		200	902,232 00	252	338,615	452	1,240 847 00	4,467	4,054,124 00	
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		873	1,578,858 00	1,267	561,379	2,140	2,140,237 00			
	Divers		818	484,006 00	1,057	189,034	1,875	673,040 00			
TOTAUX			57,930	68,689,819 00	37,933	15,854,087	95,863	84,543,906 00	95,863	84,543,906 00	Moyenne : 881f 92c.

Tableau F.

TABLEAU STATISTIQUE faisant ressortir, par Ministère et par Service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1903, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès.

Tableau F.

MINISTÈRES ET SERVICES.	FONCTIONNAIRES.					VEUVES.					ORPHELINS.					TOTAUX.	
	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment de la radiation.	PARTIES.	SOMMES.
		fr. c.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854	3	3,807 47	37.10	48.6	86.4	7	3,736	39.	48.7	87.7	"	"	"	"	"	10	7,543 47
Justice et cultes — Divers	58	159,378 00	63.7	12.6	76.1	46	42,024	60.6	17.3	77.9	4	4,073	16.3	4.9	21.	108	205,475 00
Justice et cultes — Juges de paix	36	41,871 00	69.8	9.10	79.6	24	10,419	65.5	11.	76.5	"	"	"	"	"	60	52,290 00
Justice et cultes — Cultes	1	4,000 00	58.	20.7	78.7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	4,000 00
Affaires étrangères	10	53,601 00	56.9	13.4	70.1	9	12,636	60.1	17.5	77.7	"	"	"	"	"	19	66,237 00
Intérieur — Divers	28	48,069 00	60.5	9.7	70.	16	8,692	55.11	15.1	71.	"	"	"	"	"	44	56,761 00
Intérieur — Prisons — Service sédentaire	61	39,879 00	57.2	16.4	73.6	37	9,714	60.6	13.4	73.10	2	351	8.2	12.10	21.	100	49,944 00
Intérieur — Prisons — Service actif	10	5,934 00	55.10	1.8	57.	6	951	61.2	2.8	63.10	1	91	19.6	1.6	21.	17	6,976 00
Intérieur — Algérie — Service sédentaire	13	17,714 00	55.1	15.5	70.6	6	2,681	53.3	21.	74.3	1	776	3.6	17.6	21.	20	21,171 00
Intérieur — Algérie — Service actif	2	3,543 00	61.2	0.7	61.9	2	467	66.9	2.7	69.4	"	"	"	"	"	4	4,010 00
Intérieur — Administration centrale — Divers	45	161,193 00	60.8	12.4	73.	20	19,197	56.10	15.9	72.7	4	3,514	18.6	2.6	21.	69	183,904 00
Intérieur — Administration centrale — Percepteurs	107	254,644 00	61.5	10.7	72.	83	48,665	58.5	14.2	72.7	6	2,858	18.3	2.9	21.	196	306,167 00
Intérieur — Contributions directes — Service sédentaire	15	44,097 00	60.5	10.7	71.	4	4,482	61.7	10.6	72.1	"	"	"	"	"	19	48,579 00
Intérieur — Contributions directes — Service actif	2	8,000 00	60.7	1.	61.7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	8,000 00
Intérieur — Enregistrement	61	157,034 00	61.6	11.4	72.10	50	40,949	57.10	15.10	73.8	6	4,607	15.6	4.10	20.4	117	202,590 00
Intérieur — Douanes — Service sédentaire	88	144,691 00	61.8	12.7	74.3	42	21,101	57.2	14.4	71.6	6	3,481	17.6	3.6	21.	136	169,273 00
Intérieur — Douanes — Service actif. Ancienne liquidation	642	460,346 00	52.6	18.11	71.5	425	97,078	57.10	16.10	74.8	41	10,821	14.8	6.1	20.9	1,108	568,245 00
Intérieur — Douanes — Service actif. Nouvelle liquidation																	
Finances — Contributions indirectes — Service sédentaire	63	149,713 00	57.2	18.3	75.5	41	28,466	60.2	16.1	76.3	4	2,229	18.9	2.3	21.	108	180,408 00
Finances — Contributions indirectes — Service actif	148	193,702 00	54.7	14.6	69.1	101	37,819	57.	15.	72.	13	3,873	15.4	4.10	20.2	262	235,394 00
Finances — Manufactures de l'État — Service sédentaire	12	25,304 00	56.6	13.3	71.9	10	8,434	61.4	13.	74.4	"	"	"	"	"	22	33,738 00
Finances — Manufactures de l'État — Service actif	1	2,353 00	59.	3.	62.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2,353 00
Finances — Caisse des Dépôts	4	15,249 00	62.5	5.6	67.11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	15,249 00
Finances — Cour des Comptes	2	2,579 00	64.10	4.10	69.8	1	1,512	48.6	40.11	89.5	"	"	"	"	"	3	4,091 00
Finances — Monnaies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Finances — Services financiers de l'Algérie — Service sédentaire	2	5,447 00	52.1	12.8	64.9	1	382	58.2	8.8	66.10	1	480	9.7	11.5	21.	4	6,309 00
Finances — Services financiers de l'Algérie — Service actif	2	3,600 00	54.7	1.4	55.11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3,600 00
Finances — Dernière liste civile	"	"	"	"	"	1	206	64.4	15.10	80.2	"	"	"	"	"	1	206 00
Guerre — Divers	30	40,984 00	61.3	12.8	73.11	17	6,375	60.	14.6	74.6	"	"	"	"	"	47	47,359 00
Guerre — Poudres et salpêtres	3	3,270 00	59.5	2.11	62.4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3,270 00
Guerre — Casernier	19	3,689 00	64.5	10.1	74.6	18	1,816	60.8	9.11	70.7	1	100	13.3	7.9	21.	38	5,605 00
Marine	9	21,494 00	61.	14.2	75.2	5	5,591	61.4	9.5	70.9	"	"	"	"	"	14	27,085 00
Colonies	23	27,312 00	62.5	9.11	72.4	20	8,117	51.6	7.4	58.10	15	3,380	11.11	9.1	21.	58	38,809 00
Instruction publique — Instituteurs	888	777,847 00	56.1	13.2	69.3	335	80,569	60.10	11.10	72.8	66	16,441	14.11	4.10	19.9	1,289	874,857 00
Instruction publique — Divers	160	381,109 00	61.9	12.	73.9	89	59,956	59.8	13.	72.8	13	9,275	15.	4.6	19.6	262	450,340 00
Instruction publique — Beaux-Arts	24	27,042 00	63.4	10.9	74.1	16	6,532	60.10	13.5	74.3	"	"	"	"	"	40	33,574 00
Instruction publique — Divers	19	25,498 00	57.3	13.9	71.	15	6,963	54.7	18.4	72.11	"	"	"	"	"	34	32,461 00
Agriculture — Haras	3	2,195 00	53.1	2.5	55.6	"	"	"	"	"	1	50	18.5	2.7	21.	4	2,245 00
Agriculture — Forêts — Service sédentaire	16	45,938 00	58.1	16.1	74.2	6	3,990	53.	20.1	73.1	"	"	"	"	"	22	49,928 00
Agriculture — Forêts — Service actif. Ancienne liquidation	127	93,261 00	57.7	13.10	71.5	64	13,229	60.5	14.1	74.6	6	1,611	14.5	6.7	21.	197	108,101 00
Agriculture — Forêts — Service actif. Nouvelle liquidation																	
Commerce et industrie — Commerce	19	35,424 00	61.3	10.6	71.9	14	6,430	55.5	16.4	71.9	3	1,396	12.4	8.8	21.	36	43,250 00
Commerce et industrie — Postes et télégraphes — Service sédentaire	224	318,335 00	59.11	11.11	71.10	60	22,835	57.7	13.6	71.1	6	2,472	16.	4.5	20.5	290	343,642 00
Commerce et industrie — Postes et télégraphes — Service actif	552	321,906 00	57.5	12.3	69.8	260	43,283	59.8	11.10	71.6	38	4,919	13.9	5.7	19.4	850	370,108 00
Travaux publics — Ingénieurs, administration centrale	24	111,171 00	63.5	15.2	78.7	9	11,992	56.1	21.3	77.4	"	"	"	"	"	33	123,163 00
Travaux publics — Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires	98	162,881 00	62.	10.3	72.3	62	27,873	58.4	15.5	73.9	6	2,337	16.2	4.10	21.	166	193,091 00
Travaux publics — Divers	85	43,804 00	63.3	11.	74.3	68	12,039	62.4	13.2	75.6	7	585	14.2	6.5	20.7	160	56,428 00
Moyennes — Partie sédentaire	1,359	2,572,951 47	61.1	12.3	73.4	797	443,805	58.9	14.8	73.5	85	41,914	14.10	5.9	20.7	2,241	3,058,670 47
Moyennes — Partie active	2,380	1,875,957 00	55.5	14.6	69.11	1,193	273,396	59.2	13.11	73.1	166	37,806	14.7	5.4	19.11	3,739	2,187,159 00
Totaux et moyennes	3,739	4,448,908 47	57.6	13.8	71.2	1,990	717,201	59.	14.3	73.3	251	79,720	14.8	5.6	20.2	5,980	5,245,829 47

COMPTE SPÉCIAL

DES

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et des forêts et aux veuves de ces agents retraités antérieurement aux lois des 26 février 1887 et 4 mai 1892; 3° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890.

Crédit alloué par la loi du 31 mars 1903 (Dette viagère, chapitre 38). . .	4,806,540f
Allocations inscrites.	4,803,384
Reste disponible.	3,156

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

(Lois de finances des 26 janvier 1892, art. 49; 26 juillet 1893, art. 48; 29 mars 1897, art. 34; 13 avril 1898, art. 41 et 42 et 30 mai 1899, art. 28 et 29.)

Tableau G. *DÉVELOPPEMENT des inscriptions à la fin de l'année 1903.* **Tableau G.**

NATURE DES PENSIONS.		HOMMES.											VEUVES.												PENSIONS UNIFIÉES.					
		SÉRIE 1.	SÉRIE 2.	SÉRIE 3.	SÉRIE 4.	SÉRIE 5.	SÉRIE 6.	SÉRIE 7.	SÉRIE 8.	SÉRIE 9.	SÉRIE 10.	SÉRIE 11.	SÉRIE 12.	SÉRIE 13.	SÉRIE 14.	SÉRIE 15.	SÉRIE 16.	SÉRIE 17.	SÉRIE 18.	SÉRIE 19.	SÉRIE 20.	SÉRIE 21.	SÉRIE 22.	SÉRIE 23.	SÉRIE 24.	HOMMES. (Séries 1 à 11.)		VEUVES. (Séries 12 à 24.)		AMPUTÉS OU ASSIMILÉS.	
																									Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Militaires de la guerre		17	38	221	730	81	52	308	252	2,511	1,752	2,682	19	29	76	95	338	881	188	42	138	152	855	571	2,291	3,966	200.778	66	5,907	8,470	1,337,939
Militaires de la marine		6	36	28	105	26	2	257	228	342	355	873	6	11	42	48	53 1/2	199	78	8	155	228	584	452	1,060	124	7,778	28	2,117	825	121,003
Douaniers (Loi du 9 juin 1853)		"	"	"	45	51	"	"	303	167	391	1,888	"	"	"	"	"	31	28	1	"	119	1	237	1,028	284	21,936	2,258	104,123	"	"
Douaniers (Loi du 22 août 1790)		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Forestiers (Loi du 9 juin 1853)		"	"	"	17	15	1	"	5	133	260	39	"	"	"	"	"	35	13	2	"	17	59	152 1/2	57	99	7,080	357	15,321	"	"
Totaux	Parties	23	74	249	897	173	55	565	788	3,153	2,758	5,483	25	40	118	143	391 1/2	1,146	307	53	293	516	1,499	1,412 1/2	4,436	4,473	"	2,709	"	9,295	"
	Sommes	10,971	30,266	84,909	244,881	35,465	11,275	96,615	121,352	428,808	281,316	559,266	8,525	13,640	32,214	39,039	80,258	195,966	52,497	9,063	39,848	52,632	152,898	96,050	301,648	"	237,572	"	127,468	"	1,458,942
		14,218 parties pour 1,905,124 francs.											10,380 parties pour 1,074,278 francs.													16,477 parties pour 1,823,982 francs.					
TOTAL GÉNÉRAL		41,075 parties pour 4,803,384 francs.																													

RÉCAPITULATION PAR NATURE DE PENSIONS.

NATURE DES PENSIONS.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Militaires de la guerre	21,080	2,749,524	
Veuves de militaires de la guerre	5,741	644,327	
Militaires de la marine	3,207	441,147	
Veuves de militaires de la marine	2,952 1/2	298,907	
Douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	3,129	346,508	
Veuves de douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	3,703	212,643	
Douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	1	102	
Veuves de douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	"	"	
Forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	569	64,357	
Veuves de forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	692 1/2	45,869	
TOTAL GÉNÉRAL	41,075	4,803,384	

TABLEAU faisant ressortir, par séries, l'augmentation des allocations inscrites en 1903 et 1904 sur l'allocation inscrite en 1902.

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS.		
		1902.	1903.	1904.
Colonel	1	361	413	477
Lieutenant-colonel	2	310	354	409
Commandant	3	258	295	341
Capitaine	4	207	236	273
Lieutenant	5	155	177	205
Sous-lieutenant	6	155	177	205
Adjudant	7	129	148	171
Sergent-major	8	116	133	154
Sergent	9	103	118	136
Caporal	10	77	88	102
Soldat	11	77	88	102

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES	ALLOCATIONS.		
		1902.	1903.	1904.
VEUVES DE :				
Général de division	12	258	295	341
Général de brigade	13	258	295	341
Colonel	14	207	236	273
Lieutenant-colonel	15	207	236	273
Commandant	16	155	177	205
Capitaine	17	129	148	171
Lieutenant	18	129	148	171
Sous-lieutenant	19	129	148	171
Adjudant	20	103	118	136
Sergent-major	21	77	88	102
Sergent	22	77	88	102
Caporal	23	52	59	68
Soldat	24	52	59	68

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

	Pages.
TABLE SOMMAIRE	3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1904)	4 à 9

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative	14 à 15

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts	16 à 19
2° Rentes provenant de conversions	18 et 19
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	20 à 23
Récapitulation des rentes créées	22 et 23

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État	24 et 25
2° Rentes annulées à la suite de conversions	26 et 27
3° Rentes rachetées à la Bourse	26 et 27
Récapitulation des rentes annulées	26 et 27
Récapitulation générale	28 et 29
Résultat des conversions	30 et 31
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o	32 et 33

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1904 34

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds, du 31 décembre 1881 au 31 décembre 1903 ..... 36 à 41

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1903 ..... 42 à 45

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1904, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement ..... 46 à 59

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1904. (Rentes inscrites.) ..... 60 à 63

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 64

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative ..... 66 et 67

Compte des annuités.

1° Relevé du résultat des émissions 68
2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 69
3° État des dépenses ..... 70 et 71
4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 72 et 73
5° Observations sur le tableau des annuités ..... 74 et 75

Compte des rentes.

1° État au 1er janvier 1904 des crédits d'inscription 76
2° Mouvement et situation des rentes 76
3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 76
4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 77
5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1903 77

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est ..... 80 et 81

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 82

Note sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État ..... 83 et 84

Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 85

	Pages.
Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1904	86 et 87
Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1904	88 à 95
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1904. (Subventions.)	96 à 101
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1904. (Avances.)	102 à 105
Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1904	106 et 107
État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1904	108
Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par la dite Compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse)	109 et 110
Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse)	111 et 112
Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872	113 à 117
Relevé et composition des annuités	118
État des annuités restant à payer au 1er janvier 1904	119
Situation des dépenses au 1er janvier 1904	120

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis à vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1903. (Chapitre 10 du budget du Ministère des finances.)	121 à 123
Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires	124

ANNUITÉ POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

Note explicative	125
Situation au 1er janvier 1904	125

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.	Dispositions législatives et réglementaires et note explicative	126 à 129
	Situation, au 1er janvier 1904, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing	130
	Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1904	131
	Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1904	132
	Etat des annuités restant à amortir au 1er janvier 1904	133

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE ET CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Note explicative	137
Situation, au 1er janvier 1904, des capitaux de cautionnements en numéraire	138 à 141
Situation, au 31 décembre 1903, des cautionnements réalisés en rentes sur l'État	142 et 143

Pages.

OBLIGATIONS À COURT TERME ET DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 644, 647, 650, 651, 666 et 677)..... 144

ANNUITÉ POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

NOTE EXPLICATIVE..... 145

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE..... 149
TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1903 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 150 et 151
TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire..... 152 à 159
RÉCAPITULATION..... 158 et 159
TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire..... 160 et 161

ANNUITÉ POUR REMBOURSEMENT A LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE DE L'AVANCE RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE DESTINÉ AU SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1904..... 162

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS, LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1904..... 164

REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1904..... 165

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;
2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.
NOTE EXPLICATIVE..... 168 et 169

Pages.

Tableau des annuités au 1er janvier 1904 ..... 170 et 171

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1904 ..... 172 à 175

RENTES VIAGÈRES.

Note explicative et situation au 1er janvier 1904 178

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Note explicative ..... 180 à 183

Situation, au 1er janvier 1904, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions ..... 184 à 187

Situation des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1904 ..... 188 et 189

Situasion des pensions en payement au 1er janvier 1904 190

COMPTE SPÉCIAL DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1903, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation, et la quotité moyenne des pensions ..... 192 et 193

Récapitulation, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1904 ..... 194 et 195

Tableau statistique faisant ressortir, par ministère et par service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1903, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès ..... 196 et 197

COMPTE SPÉCIAL DES ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Développement des inscriptions de l'année 1903 ..... 200 et 201

Récapitulation par nature de pensions ..... 200 et 201

Tableau faisant ressortir par séries l'augmentation des allocations inscrites en 1903 et 1904 sur l'allocation inscrite en 1902 202

Table détaillée des matières 203

COLL.
FOLIO
16

COMPTE

ES

FINANCES

1903

2